

Université de Montréal

La Fédération étudiante universitaire du Québec :  
Groupe de pression ou mouvement social ?

Par

Jonathan Valois

Département de Sociologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en Sociologie

août 2000

© Jonathan Valois, 2000



2000

Université de Montréal

La Fédération étudiante universitaire du Québec :  
Groupe de pression ou mouvement social ?

Par

Jonathan Valois

HM  
15  
154  
2000  
N. 017

Département de Sociologie

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures  
en vue de l'obtention du grade de  
Maître ès sciences (M.Sc.)  
en Sociologie

août 2000

© Jonathan Valois, 2000



Université de Montréal  
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

La Fédération étudiante universitaire du Québec : Groupe de  
pression ou mouvement social ?

présenté par :

Jonathan Valois

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

M. Jean-Guy Vaillancourt	président du jury
M. Gabriel Gagnon	directeur de recherche
M. Pierre Hamel	membre du jury

Mémoire accepté le : 11 octobre 2000

# Table des matières

<b>Liste des acronymes</b>	Page iii
<b>Dédicace</b>	Page iv
<b>Introduction</b>	Page 1
<b>Chapitre I - Le cadre théorique</b>	Page 7
La vision de Touraine	Page 8
D'abord le conflit	Page 9
Ensuite l'historicité	Page 10
Et finalement le mouvement social	Page 11
Identité, opposition et totalité	Page 12
La lutte	Page 14
La typologie	Page 15
Le mouvement social unique	Page 17
Le nouveau mouvement étudiant	Page 18
Les adaptations aux théories de Touraine	Page 19
Les exclus	Page 19
L'organisation	Page 20
Le pouvoir	Page 21
Étudiant	Page 22
Québécois	Page 23
<b>Chapitre II – Le modèle d'analyse</b>	Page 25
L'acteur, l'enjeu et l'opposition	Page 26
L'acteur	Page 26
L'enjeu	Page 26
L'opposition	Page 26
La stratégie et l'intention de l'acteur	Page 28
La méthode	Page 29
<b>Chapitre III – Bref historique</b>	Page 33
Se démarquer de l'ANEEQ	Page 34
Un discours étudiant, uniquement	Page 36
L'apparition d'un discours social	Page 38
La FEUQ un acteur social incontournable	Page 39
Aujourd'hui la FEUQ	Page 40

<b>Chapitre IV – Avant le Sommet</b>	Page 42
De l'éducation à la jeunesse	Page 43
Le groupe des douze	Page 45
L'annonce du Sommet	Page 47
Le CA d'août 1999	Page 49
Des associations très étudiantes	Page 51
Des associations très sociales	Page 54
Concertation Jeunesse	Page 56
L'AEQ de janvier 2000	Page 58
<b>Chapitre V – Le Sommet</b>	Page 62
Un contexte peu favorable	Page 63
Les jeunes s'approprient le Sommet	Page 64
Les groupes jeunes déstabilisés	Page 66
Le Sommet du milliard	Page 70
Bilan à la sortie	Page 71
<b>Chapitre VI – Après le Sommet</b>	Page 73
Des déceptions	Page 74
À l'interne	Page 77
Le nouvel exécutif	Page 79
À l'externe	Page 81
<b>Chapitre VII – L'analyse</b>	Page 83
Groupe de pression ou mouvement social ?	Page 84
L'identité	Page 86
L'enjeu	Page 88
L'opposant	Page 89
La cohérence	Page 90
Le niveau de l'enjeu	Page 92
La Concertation	Page 94
Le goût du mouvement social	Page 96
L'accès au savoir comme discours	Page 98
<b>Conclusion</b>	Page 102
<b>Sources documentaires</b>	Page 107
<b>Annexe</b>	Page v
Guide d'entretien	Page vi
<b>Remerciements</b>	Page vii

## Liste des sigles et abréviations

ADEESE-UQAM	Association des étudiantes et étudiants du secteur de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal.
AEQ	Assemblée étudiante du Québec.
AGEsshalcUQAM	Association générale étudiante des secteurs des sciences humaines, des arts, des lettres et des communications de l'Université du Québec à Montréal.
ANEEQ	Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec.
CA	Conseil d'administration.
CADEUL	Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval.
CEQ	Centrale de l'enseignement du Québec.
Concertation	Concertation Jeunesse
CSN	Confédération des syndicats nationaux.
FAECUM	Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal.
FECQ	Fédération étudiante collégiale du Québec.
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec.
FTQ	Fédération des travailleuses et des travailleurs du Québec.
MDE	Mouvement pour le droit à l'éducation.
ONU	Organisation nationale universitaire.
Sommet	Sommet du Québec et de la jeunesse.

## Dédicace

Ce mémoire est  
dédié à Alex.

Sans lui,  
cette réalisation  
ne serait encore  
qu'un projet futur.

# Introduction



L'histoire du Québec est aussi celle de ses mouvements sociaux. Nous n'avons qu'à penser au mouvement syndical ou au mouvement nationaliste pour comprendre très facilement que les mouvements sociaux du Québec sont aussi ceux qui définissent la société dans laquelle nous vivons. Il existe au Québec d'autres mouvements sociaux qui, sans avoir un caractère historique comme ceux que nous avons nommés, possèdent une dynamique qui mérite que nous les analysions plus sérieusement.

C'est le cas notamment du mouvement étudiant québécois. Un mouvement fondamentalement démocratique composé de deux grandes fédérations étudiantes. Celles-ci sont au cœur d'une série d'organismes étudiants donnant leurs couleurs spécifiques à ce mouvement. Ces organismes sont, entre autres, les radios et les cafés étudiants, les coopératives étudiantes et les divers clubs sociaux et sportifs des universités et des collèges. Cependant, lorsque nous parlons du mouvement étudiant au sens commun du terme, nous parlons toujours spécifiquement des associations étudiantes. Presque tous les collèges et universités du Québec possèdent une ou des associations étudiantes et que ces dernières sont financées à même les cotisations que paie l'ensemble de la population étudiante de chaque institution en question.

Si souvent les associations étudiantes font le choix de se regrouper pour se donner une voix sur la scène nationale québécoise, quelques fois, notamment dans les collèges, elles font le choix de ne pas se joindre à de tels ensembles. Les deux grandes fédérations étudiantes nationales qui sont au cœur de ce que nous appelons le mouvement étudiant sont : la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Deux fédérations qui ont presque les mêmes acronymes et partagent des structures organisationnelles, des bureaux et plusieurs services administratifs mais ne partagent pas nécessairement la même vision de l'éducation.

C'est le cas notamment du thème de l'accessibilité à l'éducation. La position de la FECQ en est une basée sur la gratuité scolaire alors que celle de la FEUQ est basée sur le gel des droits de scolarité. Sur la question de la souveraineté du Québec, une nuance sépare aussi ces deux fédérations sœurs. La FECQ n'a plus le mandat de promouvoir la souveraineté du Québec et de s'impliquer activement dans le mouvement nationaliste alors que la FEUQ possède encore

ce mandat mais révisé actuellement sa position. On discute chez les universitaires de la pertinence d'une telle position sociale.

De plus, pour ce qui est de la Fédération étudiante collégiale, elle n'est pas la seule organisation nationale à représenter les étudiants du niveau collégial. Le Mouvement pour le droit à l'éducation (MDE) constitue aussi un acteur national au niveau collégial. En ce qui a trait à la Fédération étudiante universitaire, le portrait n'est pas le même. La FEUQ représente la quasi-totalité des étudiants francophones du Québec. Les universités anglophones comme McGill et Concordia sont les seules grandes universités à ne pas faire partie de la FEUQ. En d'autres termes, pour une association étudiante universitaire, ne pas faire partie de la FEUQ, c'est un peu comme s'isoler du mouvement étudiant universitaire québécois.

La FEUQ est donc, de par cette situation de quasi-monopole et de force, le gros morceau du mouvement étudiant québécois. Certains parleront d'ailleurs de la FEUQ comme du mouvement étudiant québécois au sens exclusif du terme. De plus, la FEUQ a développé, au cours des dernières années, un discours social plus large qui repose sur autres choses que simplement la condition étudiante. Cette réalité fait donc de la FEUQ un acteur qui mérite qu'on en fasse le tour. Bien que cette fédération soit encore jeune et que le mouvement étudiant, comme l'ensemble des mouvements sociaux d'ailleurs, ne soit plus ce qu'il a déjà été, une analyse sociologique demeure pertinente.

En effet, la FEUQ existe au Québec depuis la fin des années 80 et le début des années 90. De plus, nous avons vu disparaître au début des années 90 l'Association nationale des étudiantes et des étudiants du Québec, l'ANEEQ. Cette association étudiante nationale, qui fut la force vive du mouvement étudiant québécois de la fin des années 70 et des années 80, est morte sans qu'on en parle vraiment.

Nous avons une nouvelle fédération étudiante universitaire, possédant une nouvelle idéologie, une nouvelle structure, une nouvelle approche des problèmes liés à l'éducation et une nouvelle façon de faire et d'organiser ses luttes face à des adversaires, qui eux semblent être restés les mêmes. Nous avons donc un nouvel acteur social au Québec depuis les années 90 et encore

aucune analyse sérieuse sur le type d'acteur collectif que peut bien être la FEUQ.

Il est trop facile de dire, après une courte analyse basée sur une seule observation, que cette nouvelle fédération étudiante est tombée dans ce que certains appellent le corporatisme. Il est trop facile d'intégrer la FEUQ à l'intérieur de cette vague des nouveaux mouvements sociaux qui semblent noyer tous les acteurs sociaux occidentaux. Nous ne prétendons pas qu'une telle vague n'existe pas. Nous ne prétendons pas non plus que le mouvement étudiant universitaire québécois a échappé à cette vague. Ce que nous voulons savoir c'est, malgré toutes les vagues ou les courants dominants d'analyses globales des mouvements sociaux, quelles sont les particularités du mouvement étudiant de la FEUQ. Si ce dernier est corporatiste, nous voulons savoir pourquoi et comment. Nous voulons savoir ce que le corporatisme étudiant peut bien vouloir dire et ce à quoi il peut bien ressembler.

Nous avons donc une FEUQ qui a évolué et qui s'est transformée depuis le début des années 90 et nous voulons savoir exactement à quoi elle ressemble aujourd'hui. En ce sens, nous tenterons, par le biais de nos observations, de savoir **à quel type d'acteur collectif correspond la FEUQ.**

Déterminer le type d'acteur collectif auquel correspond la FEUQ sous-entend d'abord que nous possédons un cadre théorique et un modèle d'analyse à l'intérieur desquels nous pouvons bien analyser les mouvements sociaux et ensuite, que nous possédons une certaine typologie nous aidant à bien situer le mouvement étudiant universitaire québécois.

Pour nous aider à bien faire notre travail, nous utiliserons comme cadre théorique, les analyses d'Alain Touraine sur les mouvements sociaux. Nous aurons donc, pour comprendre et situer la FEUQ, un cadre théorique s'appuyant sur une sociologie des mouvements sociaux et offrant une typologie pour catégoriser les acteurs collectifs.

Selon la typologie de Touraine que nous expliquerons plus en détail, il y a six mobilisations possibles pouvant nous servir de points de repère pour situer la FEUQ. En résumé, la lutte de la FEUQ peut être critique ou affirmative et par là

suite se situer à trois différents niveaux; les niveaux organisationnel, institutionnel et historique.

Nous avons donc la possibilité que la FEUQ soit : revendicatrice (lutte affirmative de niveau organisationnel), en crise (lutte critique de niveau organisationnel), un groupe de pression (lutte affirmative de niveau institutionnel), en conflit (lutte critique de niveau institutionnel), un mouvement social (lutte affirmative de niveau historique), ou révolutionnaire (lutte critique de niveau historique).

Le modèle d'analyse par lequel nous tenterons de répondre à notre question de départ, tentera de définir la FEUQ à l'intérieur des six mobilisations possibles. Nous la définirons comme acteur par rapport à sa définition d'elle-même, à l'enjeu de sa mobilisation et à l'identité de son opposant dans cette même mobilisation. C'est donc par le biais d'une de ses mobilisations que nous pourrions situer l'acteur FEUQ à l'intérieur de notre typologie. Il nous faut donc une FEUQ en action pour saisir sa nature et ainsi l'analyser et la catégoriser.

La mobilisation de la FEUQ sera celle qu'elle a organisée dans le cadre du Sommet du Québec et de la Jeunesse. Nous observerons la FEUQ par le biais des discours, et des documents qui l'accompagnaient lors de sa participation au Sommet. Les analyses, visions et opinions de ceux qui ont préparé et vécu le Sommet, les leaders étudiants nourriront aussi notre réflexion.

Au Sommet du Québec et de la Jeunesse, la FEUQ pouvait se comporter de bien des façons. Cependant, d'entrée de jeu, la FEUQ ayant participé au Sommet, il est inutile d'élaborer des hypothèses qui en feraient un acteur critique. De plus, nous savons que la FEUQ intervenait sur le terrain prévu par sa structure. Nous parlons ici évidemment du terrain politique, lieu où se prennent des décisions de type institutionnel. Il est donc facile pour nous de faire l'hypothèse que la FEUQ est un groupe de pression, c'est-à-dire un acteur de type affirmatif de niveau institutionnel.

La FEUQ peut cependant nous surprendre et élever ses revendications au niveau historique. Sans qu'elle devienne un mouvement social en soi, elle pourrait avoir en elle les traces d'un tel mouvement. La FEUQ a adopté un

discours social plus large ces dernières années et lors du Sommet elle faisait partie d'une large coalition de groupes « jeunesse ». Ces deux éléments nous poussent à aller observer s'il n'y avait pas des traces de mouvement social (affirmatif de niveau historique) dans la mobilisation de la FEUQ. Même si nous semblons hésiter entre le groupe de pression et le mouvement social, notre question demeure ouverte. À quel type d'acteur collectif correspond la FEUQ ?

# **Chapitre I**

## **Le cadre théorique**

Les mouvements sociaux peuvent être bien des choses. C'est souvent notre vision de l'organisation de la société qui donne une définition aux mouvements sociaux. Nous avons donc un choix à faire entre les différentes visions de la société. Nous pourrions voir la société comme une grosse organisation ou un énorme système. Cependant, suivant cette logique, les mouvements sociaux ne seraient que des dysfonctionnements de l'organisation ou du système.

Nous pourrions voir la société comme une sphère en évolution se dirigeant d'un point à un autre, d'une situation à une autre, d'un construit à un autre. Selon cette logique, les mouvements sociaux seraient des facteurs de changement. En effet, dans cette logique, les mouvements sociaux ne seraient que des agents au service d'une évolution sociétale globale d'un point «x» à un point «y».

Nous pourrions voir la société sous plusieurs formes, chacune de ses formes apportant avec elle une vision et une perception des mouvements sociaux. Nous n'avons pas choisi de prendre l'une des deux premières explications que nous avons données. Nous avons préféré prendre une autre vision de la société et par le fait même, des mouvements sociaux. Nous avons choisi les analyses d'Alain Touraine. Les analyses de Touraine nous semblent plus dynamiques, plus stimulantes et plus adéquates pour observer et analyser la Fédération étudiante universitaire du Québec.

## La vision de Touraine

Pour bien définir le cadre théorique que nous avons choisi, nous nous référerons au cadre théorique de Touraine tel qu'exposé dans son livre «La voix et le regard»<sup>1</sup>. Dans ce livre, la vision de la société de Touraine est assez simple quoique toute pleine de nuances. Pour Touraine, la société est «*un ensemble hiérarchisé de système d'action, c'est-à-dire de rapports sociaux entre les acteurs dont les intérêts sont opposés mais qui appartiennent au même champ social, donc partageant certaines orientations culturelles*»<sup>2</sup>. Touraine dit aussi que la société n'est le résultat que de deux composantes fondamentales

---

<sup>1</sup> TOURAINE, Alain, La voix et le regard, Seuil, Paris, 1978.

<sup>2</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 42.

«*l'historicité, c'est-à-dire sa capacité de produire ses modèles de fonctionnement et les **rappports sociaux** à travers lesquels ces orientations deviennent des pratiques sociales, toujours marquées par une domination sociale*»<sup>3</sup>.

Nous devons donc comprendre que la société perçue par Touraine n'est pas une structure organisationnelle, elle est «*action et rappports sociaux*»<sup>4</sup>. Nous devons aussi comprendre que la société décrite par Touraine, de par sa définition, semble se construire en s'appuyant sur les actions des mouvements sociaux qui la composent. En effet, ce sont les luttes, les actions, les conflits et les rappports sociaux qui définissent la société. Nous avons clairement entre les mains une sociologie de l'action (actionnalisme).

Les mouvements sociaux dans cette sociologie possèdent une place de premier choix. Ce sont eux qui produisent la société. Lorsque nous décidons d'entreprendre une réflexion à l'intérieur de laquelle les mouvements sociaux jouent un rôle de premier plan, il va de soi que nous choisissons une sociologie qui les place au cœur du développement de la société.

Nous avons donc choisi un cadre théorique où ce sont les mouvements sociaux qui, par leurs conflits pour la direction sociale de l'historicité, déterminent les grandes orientations culturelles de notre société. Nous venons de faire apparaître deux nouveaux concepts (conflit, historicité) que nous nous devons d'expliquer. Ces deux concepts sont les clés qui nous permettront de comprendre et d'expliquer plus profondément les mouvements sociaux du cadre théorique actionnaliste.

## **D'abord le conflit**

Pour Touraine, le conflit prend beaucoup de place. Pour lui, même avant que l'on utilise en sociologie le terme de mouvement social à côté de celui de classe sociale, une chose demeurait tout de même au cœur des réflexions; le conflit. Chez cet auteur, l'idée de conflit est importante pour définir les mouvements

---

<sup>3</sup>Alain Touraine, op. cit., P. 42.

<sup>4</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 11.



sociaux. En ce sens, l'idée du conflit ne doit pas être une idée distante de la construction de notre vision de la société. Au contraire, pour Touraine, le conflit doit se placer au cœur de notre définition de la société. En faisant ce premier choix, notre auteur commence déjà à installer ses prémisses de départ. En effet, placer les conflits au cœur de la société, leur donner un rôle aussi central, sous-entend dès lors que la société n'est que le reflet de sa lutte la plus fondamentale. «*La société est production conflictuelle d'elle même.*»<sup>5</sup>

Il est normal, logique et cohérent pour Touraine de laisser une place de premier choix au conflit. Comme nous l'avons déjà vu dans l'élaboration de sa perception de la société, le conflit ne peut pas être ailleurs qu'au centre. Il serait incohérent pour lui de placer le conflit comme un lien qui unirait deux types de sociétés l'une à l'autre. À son avis, le conflit n'est pas en périphérie de la société mais bien en son sein : le conflit est ce qui fait vivre une société. Il est donc normal de voir la société comme le simple reflet des conflits qui la composent.

## **Ensuite l'historicité**

Ce n'est cependant pas n'importe quel conflit qui peut avoir la prétention de se trouver au cœur de la société et de la définir. Pour Touraine, le conflit central et fondamental d'une société est son historicité. Il définit l'historicité comme étant la «*capacité de produire les modèles de fonctionnement*»<sup>6</sup>. Nous avons donc au cœur de la société, des acteurs en conflit autour de l'historicité. L'historicité étant, nous le répétons, l'enjeu central d'une société pour ce sociologue. Il faut cependant comprendre que pour qu'il y ait conflit autour de l'enjeu central d'une société (historicité), les acteurs doivent partager un «champ d'historicité». En effet, il faut que les adversaires partagent le même terrain pour que ce dernier devienne l'enjeu de la lutte. On ne peut pas lutter pour quelque chose contre un adversaire qui n'a aucun lien avec ce que nous voulons.

La lutte ultime se trouve donc à être celle qui oppose un mouvement social à un adversaire pour le contrôle des orientations culturelles. Pour Touraine, la lutte

---

<sup>5</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 103.

<sup>6</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 42.

ultime n'est pas économique, elle n'est pas politique mais bien culturelle. L'économique et le politique peuvent être, à la limite, des outils pouvant nous permettre de contrôler les orientations culturelles de notre société.

## **Et finalement le mouvement social**

Avec une telle vision de la société, le mouvement social se trouve à être défini par Touraine de la façon suivante: «Le mouvement social est la conduite collective organisée d'un acteur luttant contre son adversaire pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète.»<sup>7</sup> Une telle définition est sans aucun doute cohérente avec la définition de la société. Nous devons par conséquent, selon Touraine, considérer le mouvement social comme luttant contre son adversaire pour la direction sociale de la production de ses orientations culturelles. Le but du mouvement social est donc de contrôler l'historicité. Touraine nous fait donc comprendre qu'il existe un lien très étroit entre les orientations culturelles et le conflit social. En somme, les orientations culturelles sont la raison du conflit social.

Pour Touraine, il ne faut pas voir le conflit social comme une variable dépendante des facteurs économiques, des normes, des lois, des croyances politiques. Pour lui, le conflit social ressemble beaucoup plus au résultat d'une action orientée par une collectivité qui d'abord, participe au champ d'historicité, et qui deuxièmement, lutte pour contrôler le modèle culturel des adversaires pour finalement l'adapter à ses propres intérêts. Ce ne sont pas des classes sociales antagonistes placées face à face par un système politique ou une structure économique. Ce sont deux regroupements sur le même terrain, luttant autour du même enjeu mais selon des intérêts différents.

Le mouvement social se définit donc par son enjeu et par son adversaire. Le lien entre ces deux éléments se situe, selon Touraine toujours, au niveau de la représentation que l'acteur se fait de la domination de son adversaire sur l'enjeu culturel de la lutte. C'est à ce moment précis que nous pouvons faire intervenir

---

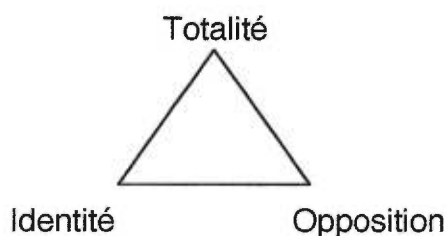
<sup>7</sup> Alain Touraine, op. cit., p. 103

les trois termes de Touraine pour bien expliquer ce qu'est fondamentalement un mouvement social. Les trois termes sont, «l'identité, l'opposition et la totalité»<sup>8</sup>.

## Identité, opposition et totalité

Il faut, pour entrer en conflit, savoir au nom de qui on lutte (identité), contre qui on lutte (opposition) et pourquoi on lutte (totalité). Définir un mouvement social en se basant sur cette triple combinaison repousse par le fait même les théories qui identifient un mouvement social comme étant quelque chose qui possède une structure ou un organigramme. Il semble assez clair que la définition d'un mouvement social se trouve à l'intérieur de son rapport conflictuel avec l'historicité.

Plus précisément, il nous faut comprendre qu'il y a trois formes de relations qui découlent de la triple combinaison de Touraine. Il y a d'abord la relation identité-opposition, ensuite la relation, identité-totalité et finalement la relation opposition-totalité. C'est donc la combinaison des trois relations qui installera les bases de notre définition du mouvement social.



Pour ce qui est de la relation **identité-opposition**, nous pouvons dire que c'est la relation où se trouve le conflit. C'est à l'intérieur de cette relation que l'acteur est en conflit avec son adversaire. Cette relation conflictuelle n'est pas seulement la relation de l'acteur, c'est aussi la relation de son adversaire (tout dépendant de quel côté on se place). Cette relation conflictuelle est, selon la logique de Touraine, construite sur la base d'un affrontement pour le contrôle de l'historicité.

---

<sup>8</sup> Alain Touraine, op. cit., p. 108.

La relation **identité-totalité** est ni plus ni moins la relation de l'acteur à l'enjeu. Pour Touraine, on peut construire l'enjeu à l'aide de l'analyse «à partir de l'idéologie des adversaires»<sup>9</sup>. C'est cette relation qui fait ressortir aussi l'idéologie de l'acteur face à l'enjeu. Ce n'est pas une relation qui installe les buts de l'acteur mais bien une relation qui évoque l'enjeu de la lutte. Cette relation n'est pas simplement construite pour opposer une idéologie à l'adversaire au niveau de l'enjeu mais aussi pour faire ressortir les similitudes idéologiques qui constituent en quelques sortes le champ d'historicité sur lequel se confrontent les adversaires.

La troisième relation, celle de **l'opposition-totalité** est donc celle de l'adversaire à l'enjeu. Bien que cette relation puisse sembler quelque peu distante de l'acteur, elle le concerne pourtant. Selon Touraine, c'est cette relation qui indique la domination à laquelle l'acteur est soumis. C'est à cet endroit précis que se trouve la négation de l'acteur. C'est effectivement à ce niveau qu'apparaît l'autre figure de l'acteur. Nous avons vu la figure constructive de l'acteur. Nous avons vu une idéologie, un rapport et un enjeu. Maintenant, dans cette relation qui lui est externe, nous voyons le côté négatif ou destructeur de l'acteur. Ce n'est plus la relation de l'affirmation d'un projet qui existe ici mais bien celle de l'obstacle et de l'obstruction. L'adversaire, par son rapport à l'enjeu, installe une domination que l'acteur réfute.

Essentiellement, pour Touraine, un mouvement social est l'ensemble de ces trois composantes. Il explique cependant que ces trois composantes ne sont jamais totalement cohérentes et qu'elles sont souvent mélangées à d'autres modes d'action collective. De toute façon pour Touraine, analyser les mouvements sociaux revient souvent à analyser les luttes de ces derniers.

C'est en effet dans la lutte que nous pouvons définir un mouvement social. Ce n'est donc pas tant le type de mouvement que nous devons chercher mais plutôt les orientations des luttes que ce dernier peut entreprendre. De toute façon, un mouvement social est une action collective. Il est normal que ce soient les orientations des luttes entreprises qui soient déterminantes dans l'élaboration de la définition d'un mouvement social. De plus, il est normal que

---

<sup>9</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 109.

lorsque nous cherchons à identifier un mouvement social, nous observons ses actions puisque c'est justement l'organisation de ses luttes qui donnent la vraie couleur d'un mouvement.

## La lutte

Encore ici, il faut nous entendre lorsque nous parlons de lutte. Touraine définit la lutte comme étant «*toutes les formes d'actions conflictuelles organisées menées par un acteur collectif contre un adversaire pour le contrôle d'un champ social.*»<sup>10</sup> En d'autres mots, une lutte est ce qui établit le type d'acteur collectif que nous observons.

Ce sont en effet les spécificités de la lutte qui déterminent, jusqu'à un certain point, l'identité d'un acteur collectif. La lutte devient donc quelque chose de très important à observer lorsque nous étudions les mouvements sociaux. La lutte est l'expression d'un acteur collectif; il est par conséquent normal d'analyser les luttes pour comprendre les acteurs.

Pour Touraine, il y a quatre conditions pour qu'une lutte soit véritablement comme telle. «*D'abord qu'elle soit menée au nom d'une population concernée. [...] En second lieu, ces luttes doivent être organisées et ne pas exister seulement au niveau de l'opinion, [...] En troisième lieu, il doit combattre un adversaire [...] Enfin le conflit avec l'adversaire ne doit pas être spécifique; il doit être un problème social qui concerne l'ensemble de la société*»<sup>11</sup>

C'est à partir de son analyse des mouvements sociaux et de l'historicité que Touraine classe les luttes. C'est ce classement qui définit d'une certaine façon le type de mouvement social que nous pouvons bien observer. Le mouvement social possède différentes caractéristiques tout comme il y a différents types de luttes. L'un ne va pas sans l'autre comme nous l'avons démontré plus haut.

D'un côté, Touraine distingue les trois principaux systèmes d'action que nous avons montrés plus haut. Il y a «*l'historicité, les institutions et les*

---

<sup>10</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 112.

<sup>11</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 112-113.

*organisations*»<sup>12</sup>. De plus, il fait la distinction entre une lutte affirmative; le genre de lutte qui cherche à «*accroître l'emprise de l'acteur sur un champ*»<sup>13</sup>, et la lutte critique; le genre de lutte menée «*contre une domination non légitimée par l'historicité*»<sup>14</sup>.

Si nous suivons le cadre théorique de Touraine, nous avons six genres de luttes<sup>15</sup>. Il y a la lutte affirmative au niveau de l'historicité (le mouvement social); la lutte affirmative au niveau institutionnel (pressions institutionnelles ou politiques); la lutte affirmative au niveau de l'organisation (revendications); la lutte critique au niveau organisationnel (conduite de crise); la lutte critique au niveau institutionnel (conduite de blocage) et finalement la lutte critique au niveau de l'historicité (action révolutionnaire). Il nous semble pertinent d'expliquer chacune de ces formes de lutte parce que ces six configurations constituent la base de la typologie que nous comptons utiliser pour situer le mouvement étudiant de la FEUQ.

## **La typologie**

**La lutte affirmative au niveau de l'historicité** (le mouvement social d'opposition centrale) est la lutte que nous avons utilisée pour apporter les concepts de Touraine. En d'autres mots, cette lutte en est une où les adversaires se trouvent face à face devant le même enjeu. C'est la lutte constructive du plus haut niveau. C'est la lutte qui transporte avec elle les intérêts de la classe dominée pour contrôler à sa façon l'historicité

**La lutte affirmative au niveau institutionnel** (pressions institutionnelles ou politiques) est une lutte soutenue par le désir de voir augmenter son influence sur la prise de décision à l'intérieur d'une institution. Cette forme de lutte n'exclut en rien les méthodes plus fortes que les simples pressions institutionnelles mais cette façon de faire n'est cependant pas un but pour le mouvement. Touraine donne des exemples qui sont relatifs au mouvement

---

<sup>12</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 113.

<sup>13</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 113.

<sup>14</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 113.

<sup>15</sup>Alain Touraine, op. cit., p. 114-124.

ouvrier pour expliquer les types de lutte. La lutte affirmative de niveau institutionnel pourrait correspondre à la lutte d'un syndicat pour participer aux discussions sur les conditions de travail dans une institution.

**La lutte affirmative au niveau de l'organisation** (revendications) en est une qui s'appuie sur les revendications qui visent l'augmentation de la position de l'acteur dans une organisation hiérarchisée. Nous sommes évidemment dans une organisation et le parallèle avec le mouvement ouvrier pourrait se faire lorsque ce dernier ne fait que revendiquer des hausses de salaire ou une amélioration de sa condition particulière.

Pour sa part, **la lutte critique au niveau organisationnel** (conduite de crise) se situe aussi dans l'organisation, mais les revendications ne sont plus les mêmes. La lutte dans l'organisation se fait contre les changements qui pourraient menacer les anciennes formes d'organisations sociales. Les revendications sont en rupture avec ce qui se fait. Il n'y a rien de constructif dans cette lutte, que du négatif et de la négation de ce qui se fait.

**La lutte critique au niveau institutionnel** (conduite de blocage) est pour Touraine la contrepartie des pressions institutionnelles. Touraine dit même que les deux sont souvent mélangées dans une même lutte. Ce qui caractérise cependant ce genre de lutte c'est le recours à la force pour arriver à pénétrer le centre de décision d'une institution. Comme nous parlons de lutte critique, nous parlons inmanquablement d'une lutte qui ne cherche pas principalement à transformer le système social. En ce sens, la participation au centre de décision d'une institution devient une fin et non un moyen pour changer les choses en bout de ligne.

Finalement, **la lutte critique au niveau de l'historicité** (action révolutionnaire) en est une basée sur la destruction d'une domination de classe. Le but premier est de détruire la classe qui domine sans pour autant apporter un contre-projet social. La lutte ne se fait pas autour d'un enjeu commun pour le contrôle de cet enjeu mais bien contre l'adversaire. C'est la négation au plus haut point. C'est la destruction de l'adversaire mais pas de la situation sociale qui prévalait avant cette destruction. De façon concrète, ce pourrait être une révolution pour renverser un gouvernement pour en instaurer un autre sans pour autant avoir

changé les règles démocratiques qui sont à la base de la domination gouvernementale.

Si nous résumons les deux grands types de luttes (les luttes affirmatives et les luttes critiques) nous sommes à même de comprendre que ces deux types de luttes ne sont pas deux extrémités mais bien, comme le dit Touraine, deux faces d'une même pièce. Les luttes affirmatives sont celles de la contestation, du projet positif, de la modernisation culturelle associée à un conflit social. Les revendications de ces luttes tournent autour des concepts de démocratie, d'autogestion et d'indépendance des acteurs sociaux. Les luttes affirmatives sont des luttes visant, dans une certaine limite, l'évolution et la modification du pouvoir en place.

L'autre face, les luttes critiques, est celle de la rupture, de l'action critique ou révolutionnaire. Les actions de ces luttes tournent autour des termes comme libérer l'insupportable, rompre un pouvoir. On attaque souvent l'État contre ses formes les plus extrêmes de pouvoir et de domination. On laisse donc de côté les formes basées sur les relations sociales comme l'autorité et l'influence. Comme nous l'avons déjà dit, les luttes critiques visent à créer une rupture avec le pouvoir en place.

Nous avons vu six types de luttes différentes, mais chacun de ces types de lutte peut se retrouver à l'intérieur d'une seule et même lutte. Chaque lutte contient sa part d'affirmatif et de critique. Chaque lutte possède en elle un projet positif et une action critique. Cependant, même si une lutte peut posséder jusqu'à six différentes facettes, pour Touraine, il n'y a qu'un mouvement social par société.

### **Le mouvement social unique**

Cette dernière affirmation de Touraine découle de la cohérence avec laquelle il a bâti son cadre théorique. En effet si la société est «un ensemble hiérarchisé de systèmes d'actions, c'est-à-dire de rapports sociaux entre les acteurs dont les intérêts sont opposés mais qui appartiennent au même champ social, donc partageant certaines orientations culturelles»<sup>16</sup> et si le mouvement social est «la

---

<sup>16</sup> Alain Touraine, op. cit., p. 42.



conduite collective organisée d'un acteur luttant contre son adversaire pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète»<sup>17</sup>. Il ne peut y avoir qu'un seul mouvement par société.

Il ne peut pas y avoir plusieurs mouvements sociaux pour chaque société parce qu'une telle logique nous pousserait à dire qu'il y a plusieurs historicités dans une société. Comme l'historicité est la «capacité de produire les modèles de fonctionnement»<sup>18</sup> d'une société, il ne peut pas y avoir plusieurs historicités. Il n'y a donc aucune chance d'avoir plusieurs mouvements sociaux par société. Comme nous l'avons déjà dit, cette réflexion sur le mouvement social unique ne fait que découler de la construction théorique du modèle de Touraine.

Si le mouvement social de la société pouvait correspondre aux buts du mouvement ouvrier, aujourd'hui les choses ont bien changé. Le mouvement social d'une société comme la nôtre, bien qu'il demeure unique, peut être la combinaison d'une multitude d'acteurs sociaux provenant de groupes sociaux différents. L'idée de voir un mouvement social ressortir d'un seul et unique groupe d'intérêt semble assez loin de la réalité.

Pour Touraine, le travail d'un sociologue de l'action, c'est d'analyser la part de mouvement social qui se retrouve dans chaque regroupement social. Nous avons maintenant entre nos mains une typologie qui pourra nous aider à bien définir quel type de mouvement social constitue le mouvement étudiant.

## **Le nouveau mouvement étudiant**

Tenter de déterminer quel type d'acteur collectif la FEUQ peut bien être nous pousse inévitablement à chercher la part de mouvement social se trouvant dans cette même fédération étudiante. Ceci nous pousse aussi à tenter de prendre tous les types de luttes et regarder à quel point chacun s'applique à la FEUQ. En fait, nous devons faire plus que ça.

Nous connaissons les trois éléments qui composent un mouvement social : l'identité, l'opposition et la totalité. Nous connaissons aussi les deux côtés de la

---

<sup>17</sup> Alain Touraine, op. cit., p. 103.

<sup>18</sup> Alain Touraine, op. cit., p. 42.

pièce que constitue le mouvement social. Le côté affirmatif et le côté critique. De plus, nous connaissons les trois niveaux des luttes, l'historicité, l'institution et l'organisation. Finalement, nous connaissons les différents types de luttes à l'intérieur desquelles peuvent agir les groupes sociaux. Nous devons donc adapter toutes ces connaissances à la FEUQ.

Avant de commencer l'analyse des actions de cette fédération étudiante, nous devons cependant faire les adaptations nécessaires aux théories de Touraine. Des adaptations théoriques et pratiques nous permettant de répondre le plus adéquatement possible à notre questionnement de départ.

## Les adaptations aux théories de Touraine

De façon plus théorique, nous devons apporter aux réflexions de Touraine des enrichissements nous provenant des théories des nouveaux mouvements sociaux, principalement puisées dans les écrits d'Alberto Melucci<sup>19</sup>. Ce dernier, sans remettre en cause l'ensemble de l'œuvre de Touraine, apporte une série de réflexions que nous considérons important de prendre en considération. Plus spécifiquement, nous intégrerons les réflexions de Melucci sur nouveaux mouvements sociaux par rapport à l'importance de l'organisation dans un mouvement social et sur la difficulté de savoir qui a le pouvoir.

### Les exclus

D'ailleurs, au début des années 90, Touraine, tout en réaffirmant l'importance de sa logique du mouvement social d'opposition centrale, fait lui-même quelques petits aménagements en parlant des mouvements sociaux et des exclus<sup>20</sup>.

Si nous simplifions, pour Touraine, un mouvement social est souvent l'affaire d'une classe moyenne. Une classe moyenne située entre les riches et les

---

<sup>19</sup> MELUCCI, Alberto, *Qu'y a-t-il de nouveau dans les «nouveaux mouvements sociaux»* in La recomposition du politique dir. Louis Maheu et Arnaud Sales, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1991.

<sup>20</sup> TOURAINE, Alain, *Fin des mouvements sociaux?*, Congrès international de sociologie, Madrid, 9-13 juillet 1990.

exclus. Cette dynamique plutôt nouvelle aurait pour effet de positionner le mouvement social non pas comme une alternative à un mode de fonctionnement de la société mais bien comme un mouvement d'intégration des exclus. Les mouvements sociaux ne seraient plus tant des acteurs de changements autant que des acteurs de participation. En ce sens, on ne contesterait plus les orientations culturelles de la société, on ne ferait que vouloir que tous puissent y participer. Ce n'est donc plus l'appropriation des orientations culturelles de la société qui serait le moteur des mouvements sociaux mais bien la participation de tous les citoyens au développement de la société.

Cette nuance est importante puisqu'elle nous rappelle à quel point il est difficile d'arriver à un mouvement social d'opposition centrale dans des sociétés éclatées. Sans remettre en cause la possibilité qu'il puisse y avoir un jour un mouvement social d'opposition centrale, Touraine nous explique que, sans tomber dans une défense d'intérêts de type corporatiste, les nouveaux mouvements sociaux auraient une tout autre logique d'action.

Touraine dira d'ailleurs «Il semble que nous pensions aujourd'hui plus facilement en termes de contradictions que de conflits, d'exclusion que de domination, de minorité que de mouvements sociaux.»<sup>21</sup> Cette citation explique bien que, sans remettre en question les fondements de sa logique, il se dit conscient des nouvelles dynamiques des mouvements sociaux.

### **L'organisation**

Pour ce qui est de Melucci, il apporte une réflexion intéressante sur l'organisation des mouvements sociaux. Si Touraine refuse de parler de mouvement sociaux comme des structures, l'organisation des mouvements sociaux n'en demeure pas moins importante dans les orientations qu'un mouvement peut se donner pour mener une lutte.

Une fois de plus, Melucci ne remet pas en cause le fond de la logique de Touraine. Cet auteur ne considère pas qu'un mouvement social est une

---

<sup>21</sup> TOURAINE, Alain, Fin des mouvements sociaux?, op cit, p.6.

structure. Cependant, entre affirmer qu'un mouvement social n'est pas une structure et affirmer qu'une structure peut orienter un mouvement dans sa lutte, il y a une marge que Melucci franchit. Ce que ne faisait pas Touraine.

Pour Melucci, les acteurs sociaux organisent de plus en plus leurs structures de mouvement en liens avec leurs buts visés. «L'organisation a un caractère autoréflexif et sa forme exprime le sens (les buts) de l'action»<sup>22</sup>.

Il est pour nous important de considérer la structure des mouvements sociaux parce que la forme que prennent les actions et le niveau des interventions de ces derniers sont souvent en lien avec l'organisation d'un acteur collectif. La FEUQ, de par sa structure ne déroge pas à cette logique. Nous le verrons plus loin, mais d'ores et déjà, il semble difficile pour la FEUQ, qui est un acteur collectif organisé au niveau national, d'intervenir ailleurs qu'à un niveau politique.

### **Le pouvoir**

Une autre réflexion de Melucci qui nous semble importante est celle de la difficulté de plus en plus grande d'identifier qui a le pouvoir. Il est presque impossible de mettre un visage sur le «big brother» que les mouvements sociaux doivent combattre. «Le pouvoir disparaît de nos sociétés; il n'est plus si facile de l'identifier aux personnages ou aux institutions car il se multiplie et se ramifie.»<sup>23</sup>

Ici, Melucci apporte un élément important dans la réflexion de Touraine sur la construction de la cohérence de l'action de l'acteur en soulignant la difficulté de reconnaître qui a le pouvoir dans nos sociétés caractérisées par un certain éclatement social. Nous savons déjà que pour Touraine nous devons chercher au nom de qui on lutte (identité), contre qui on lutte (opposition) et pourquoi on lutte (totalité). Avec Melucci, nous savons maintenant que l'identification de l'opposant est très complexe. Encore une fois, les fondements de la logique de

---

<sup>22</sup> MELUCCI, Alberto, op cit. p.156.

<sup>23</sup> MELUCCI, Alberto, op cit, p.157.

logique de Touraine ne sont pas remis en question, ils sont simplement nuancés par une réflexion pertinente de Melucci.

En effet, dans le cadre du Sommet du Québec, si nous pouvons déterminer assez facilement qui représentait la FEUQ et pourquoi elle luttait, il est pour nous difficile de savoir contre qui la FEUQ intervenait.

Qui a le pouvoir de changer les choses quand l'enjeu est d'ordre culturel? Dans un monde où les pouvoirs sont de plus en plus l'affaire de plusieurs personnes, où les décisions sont de plus en plus des compromis et où les orientations sont de plus en plus les résultats de consensus entre divers acteurs de la société, il semble complexe de viser juste lorsqu'il s'agit de définir l'opposition.

Les adaptations que nous devons faire aux théories de Touraine reposent aussi sur une double constatation. Nous avons à analyser un acteur social qui est étudiant et québécois. Il n'est donc ni ouvrier ni français. Un oubli de ces caractéristiques évidentes aurait sans doute modifié grandement notre analyse.

### **Étudiant**

Premièrement, nous parlons du mouvement étudiant et non du mouvement ouvrier. Cette première distinction est importante puisque si le mouvement ouvrier a déjà été en soi un mouvement social d'opposition centrale, cette réalité ne risque pas de s'appliquer à la FEUQ. Comme nous l'avons déjà dit, nous devons plutôt tenter de trouver les traces du mouvement social d'opposition centrale qui se trouvent dans la FEUQ.

En effet, la possibilité qu'un seul acteur devienne le mouvement social d'opposition centrale d'une société comme l'a jadis été le mouvement ouvrier ne nous apparaît pas très réaliste. Bien que nous entendions de plus en plus parler de société du savoir, il semble peu probable que le savoir devienne le seul lieu de conflit pour le contrôle des orientations culturelles de la société.

Il ne faut pas trop rapidement sauter aux conclusions sur la société du savoir et ce pour deux raisons. D'abord, même s'il est vrai que le travail, l'industrie et les moyens de production ne sont plus aussi centraux qu'il y a quelques années, il

serait tout de même faux de prétendre qu'ils sont maintenant dépassés au point de ne plus devoir les prendre en considération dans une analyse plus globale. En effet, ce n'est pas parce qu'un acteur social perd son importance centrale dans la définition des orientations culturelles de la société qu'il devient automatiquement inutile. Ensuite, même si le savoir et l'information prennent de plus en plus d'importance dans notre société, les acteurs qui luttent pour l'accessibilité au savoir ne deviennent pas automatiquement le mouvement social d'opposition centrale. À la limite ils ne font que prendre plus d'importance.

Comme nous l'avons dit, ce que nous devons tenter de faire avec la FEUQ c'est trouver les traces du mouvement social d'opposition centrale. Sur ce même point, nous devons aussi analyser la FEUQ dans sa mobilisation face au Sommet du Québec et de la Jeunesse. Comment la fédération étudiante universitaire se définit-elle ? Quel est l'enjeu de sa mobilisation ? Qui est l'opposant ? Nous devons répondre correctement à ces trois questions si nous voulons identifier de façon assez précise les éléments nous permettant de catégoriser la FEUQ dans sa mobilisation face au Sommet.

### **Québécois**

Deuxièmement, lorsque nous parlons de société, nous parlons implicitement du Québec. Comme nous savons que la société n'est que «*production conflictuelle d'elle-même*», nous devons catégoriser un acteur collectif par les analyses de sa lutte ou de sa mobilisation. Nous comprendrons donc qu'il est important de faire une bonne analyse du fonctionnement de la société.

En ce sens, choisir le Québec comme société n'est pas une mince tâche. Bien que le Québec soit une société développée et industrialisée comme ses voisines occidentales, la société québécoise demeure une société dépendante. Le Québec n'étant pas indépendant, il offre aux sociologues une caractéristique culturelle importante lors de nos études sur les mouvements sociaux; celle de la lutte nationale. Tenter de déterminer le mouvement social d'opposition centrale de la société québécoise sans y inclure la notion d'indépendance devient presque impossible.

Pour Touraine, au Québec, comme société dépendante mais hautement industrialisée, «les trois composantes des luttes historiques : classe, nation et modernisation se croisent de manière encore plus complexe»<sup>24</sup>. Cette jonction des trois composantes, bien que complexe est nécessaire pour constituer la lutte centrale de la société québécoise.

Donc, pour que la FEUQ joigne les rangs d'un mouvement social d'opposition centrale québécois, elle devra partager ou s'associer à d'autres acteurs collectifs dans une lutte historique comprenant un aspect de classe, de nation et de modernité. En effet, un mouvement social dans une société dépendante comme le Québec est une mobilisation menée par des acteurs qui sont plus ou moins directement des agents de classe vers une indépendance nationale et vers une modernisation du modèle culturel.

---

<sup>24</sup> TOURAINE, Alain, *Théorie et pratique d'une sociologie de l'action*, *Sociologie et société*, volume 10, #2, octobre 1978.

# **Chapitre II**

## **Le modèle d'analyse**



## L'acteur, l'enjeu et l'opposition

Nous devons, pour bien comprendre la logique de la lutte étudiante, répondre aux trois questions de base qui apportent une cohérence à la lutte qu'un acteur mène. Qui est-il ? Qui combat-il ? Quel est l'enjeu de la lutte ?

### **L'acteur**

Selon une définition classique, une fédération étudiante est une création étudiante conçue pour défendre des intérêts bien précis; ceux des étudiants. Ce qui définit un étudiant, c'est premièrement son rapport avec le savoir. Est étudiant celui qui reçoit de l'enseignement et par extension le savoir. C'est donc le savoir et la qualité de demandeur de savoir qui établissent au premier chef l'étudiant.

### **L'enjeu**

Suivant cette logique, l'enjeu premier de la lutte étudiante doit donc se situer par rapport à l'accessibilité au savoir. L'accessibilité au béton des universités mais aussi l'accessibilité à un savoir libre de toute distorsion politique, culturelle ou économique. La FEUQ semble avoir développé au fil des années un discours sur l'accessibilité à l'éducation basé simplement sur l'accessibilité financière à l'université. Cependant, une fois dans l'université, la FEUQ n'a-t-elle pas, de par sa nature, le devoir d'être le chien de garde d'un savoir libre?

### **L'opposition**

Maintenant que nous avons une courte définition de la FEUQ et de l'enjeu central de sa lutte, il nous reste à savoir qui est l'adversaire de cette fédération étudiante. Sans tomber dans la nomenclature, nous pouvons voir comme adversaire de la FEUQ toutes personnes qui tentent d'orienter le savoir ou d'en réduire l'accessibilité.

Par exemple, le gouvernement sera l'ennemi si ce dernier, par des mesures financières comme les droits de scolarité, empêche une catégorie d'étudiants

d'avoir accès aux lieux du savoir. Le gouvernement sera aussi l'ennemi si ce dernier décide de la vie ou de la mort des Facultés et des départements ou tout simplement des contenus des cours. Les entreprises seront les ennemies si, par exemple, ces dernières tentent d'orienter par des subventions le contenu des cours. Sera donc enseigné ce qui est subventionné, et sera oublié ce qui ne vaut pas la peine d'être subventionné.

Nous pourrions parler des syndicats, des corporations professionnelles, des universités et même des professeurs qui peuvent être, dans des situations données, des ennemis de la liberté du savoir. Un professeur peut agir en mandarin et préférer passer des heures à expliquer sa thèse de doctorat aux étudiants plutôt que de les amener à s'ouvrir sur les possibilités immenses qu'offre l'état de la connaissance dans un domaine.

C'est ici que les réflexions de Melucci sur le pouvoir et donc sur l'opposition prennent beaucoup de sens et d'importance. Nous voyons à quel point, même avec un acteur bien défini et un enjeu clairement circonscrit, nous avons de la difficulté à cibler un opposant précis. Pour le moment, nous ne faisons que théoriser. Il sera intéressant de voir si toutes les personnes que nous rencontrerons auront la même vision de l'opposant.

Pour revenir à notre définition de la FEUQ, nous comprenons donc que les étudiants ne participent pas à une logique de dominants et dominés mais bien à une relation d'enseignants et enseignés. En termes clairs et cohérents, dans la définition de l'acteur étudiant, les « enseignants » (les opposants) sont ceux qui décident des orientations de l'enseignement (l'enjeu) pour ainsi le transmettre à des enseignés (étudiants).

Si par contre la FEUQ ne se définissait pas comme un acteur composé d'enseignés mais plutôt comme un acteur générationnel, nous aurions un autre enjeu et un autre opposant. Même chose si la FEUQ se définissait comme une partie d'un mouvement progressiste plus large. Ce qui est important c'est la cohérence entre l'acteur, l'enjeu et l'opposant. Une confusion entre la conception de l'acteur, de sa lutte et de ses ennemis pousserait la FEUQ vers une incohérence qui la limiterait dans ses gains.

En effet, si la FEUQ se définissait comme une fédération d'enseignés et luttait contre les capitalistes sur des enjeux reliés à la pauvreté et la précarité, les gains n'auraient rien à voir avec l'amélioration de la situation des enseignés. Pour que la lutte soit efficace, l'acteur, l'enjeu et l'opposant doivent être alignés de façon cohérente. C'est d'ailleurs sur la base de cette cohérence entre l'acteur, l'enjeu et l'opposant que nous pouvons aussi comprendre le niveau de la lutte étudiante. Les trois niveaux de lutte que nous avons déjà observés, revendication, pressions politiques et mouvement social, doivent être pris en considération sans ne jamais oublier la triple cohérence que nous venons d'expliquer.

### **La stratégie et l'intention de l'acteur**

Un autre élément est important à prendre en considération pour bien situer le mouvement étudiant de la FEUQ. Il s'agit de la stratégie et l'intention qui déterminent l'action de l'acteur. Il est important de bien comprendre toutes les subtilités de ce mécanisme puisque que la simple définition d'un niveau de lutte peut nous faire oublier qu'une situation est un ensemble fragile entre des acteurs politiques, un cadre conflictuel et des relations de pouvoir.

Comme nous avons déjà analysé, le mouvement étudiant de la FEUQ quittera sa position de revendication pour atteindre celle de pressions politiques si ce dernier ajoute à ses revendications internes et structurelles, une perspective plus large que simplement le pouvoir de ses membres. En fait, la FEUQ peut revendiquer la même chose mais intégrer cette revendication dans une perspective plus large. Si la FEUQ parle de l'importance du pouvoir étudiant sur les instances universitaires comme un gain pouvant lui permettre d'influencer la structure interne des institutions, la FEUQ sera de type revendicateur. Si cependant cette même position est prise dans le cadre d'une stratégie d'interventions structurelles et institutionnelles pour défendre des principes d'accessibilité à l'éducation, nous aurons une FEUQ de type groupe de pression. Ce n'est donc pas uniquement l'action et la revendication que nous devons regarder mais bien la stratégie et l'intention qui les soutendent.

À l'inverse, si nous avons une FEUQ qui place le niveau de sa lutte à la hauteur d'un groupe de pression en parlant de sa vision de l'éducation et de

l'accessibilité mais que ce même mouvement, une fois reconnu au sein des instances gouvernementales, se contente de rapporter les revendications structurelles des associations locales, nous aurons une FEUQ qui sera fondamentalement de type revendicateur.

L'intention profonde de l'acteur est donc à prendre en considération. Ce n'est donc pas seulement dans les actions que nous pouvons analyser et comprendre le type d'acteur social qu'est la FEUQ; nous devons aussi saisir l'intention de l'acteur.

Pour quitter le niveau du groupe de pression pour finalement atteindre celui du mouvement social, la marche est d'autant plus grande que la FEUQ n'est pas un mouvement social en soi comme l'était jadis le mouvement ouvrier. Nous l'avons déjà dit, il serait plus pertinent de trouver les traces du mouvement social d'opposition centrale qui se trouvent dans la FEUQ.

## **La méthode**

Spécifiquement, ce que nous cherchons à savoir c'est à quel type d'acteur collectif correspond la FEUQ. Pour bien le définir, nous devons observer le discours, l'action et l'intention de cette dernière. Nos indicateurs sont complexes puisqu'ils sont liés à l'action et au discours mais aussi aux intentions et stratégies de l'acteur. En ce sens, nos observations devaient être adaptées à notre désir de savoir non pas seulement comment mais pourquoi.

Comme nous l'avons déjà expliqué, y a toujours trois niveaux possibles lors d'une mobilisation. Il y a le niveau de la revendication, le niveau de la pression politique et le niveau du mouvement de société. Quel était le niveau de la mobilisation de la FEUQ lors du Sommet du Québec et de la jeunesse? Intervenait-elle au nom des besoins internes des universités, sur la base d'une vision d'un meilleur système d'éducation ou proposait-elle un projet de société? Intervenait-elle auprès des recteurs et dirigeants universitaires, des politiciens et décideurs ou auprès de la population en général? Avait-elle un discours basé sur des revendications internes et structurelles des universités? Un discours basé sur l'incorporation d'une certaine vision de

l'éducation au sein des cercles de décisions québécois? Un discours basé sur une alternative sociale pour un Québec différent?

Au-delà de ces questions auxquelles nous devons répondre, il nous fallait aussi comprendre la cohérence de l'action de l'acteur. Ici, nos indicateurs étaient reliés à l'identité, à la totalité et à l'opposition. La cohérence de l'acteur est intimement liée à sa construction théorique et idéologique de lui-même, de l'enjeu de sa lutte et de la définition de son ennemi. Il doit y avoir un axe cohérent entre ce qu'est l'acteur, le pourquoi de sa lutte et son opposant pour que sa mobilisation ait un sens. Nous devons donc aussi observer comment la FEUQ se définissait, comment elle percevait son opposant et comment elle identifiait l'enjeu de sa lutte.

Nos observations sont spécifiquement orientées vers la FEUQ. Plus précisément, nous avons observé la mobilisation de la FEUQ avant, pendant et après le Sommet.

Nous voulions savoir comment la FEUQ s'est préparée à ce Sommet? Comment a-t-elle construit son discours et son plan d'action? C'est à ce niveau que nous pouvons le plus connaître les intentions et stratégies d'un acteur. Par la suite, comment la FEUQ, lors du Sommet s'est-elle comportée? Qu'a-t-elle revendiqué? Au nom de qui et dans quelle optique? En plus de savoir quel type d'acteur collectif la FEUQ était lors de sa mobilisation du Sommet, les réponses à ces questions peuvent aussi nous donner une bonne idée de la cohérence de son action.

Finalement, suite à sa mobilisation, la FEUQ est-elle satisfaite de ses résultats? Remet-elle en question le niveau de sa mobilisation? Veut-elle aller plus loin? Est-elle allée trop loin? Nous devons savoir si la mobilisation de la FEUQ transposait la vraie nature de la Fédération. La FEUQ est-elle vraiment un acteur collectif de type "X" ou l'était-elle seulement lors du Sommet? C'est donc l'après Sommet qui nous était aussi important d'observer. Plus précisément, c'est le Congrès annuel de la FEUQ que nous avons observé. Un Congrès où une nouvelle équipe à l'exécutif a été élue, une nouvelle plate-forme de revendications a été adoptée et un nouveau plan d'action a été élaboré. Il nous

faut donc savoir si la nouvelle équipe a le même discours que l'ancienne et si la nouvelle plate-forme et le plan d'action se situent au même niveau?

Pour répondre à toutes ces questions, nous avons d'abord discuté avec trois présidents de la FEUQ. Le président de l'avant, Nikolas Ducharme, le président du pendant, Daniel Baril, et le président de l'après Sommet, Christian Robitaille. Nous avons aussi rencontré des membres de la FEUQ qui ont pris une part active tant au Sommet qu'à son élaboration. Nous avons rencontré des membres de la FEUQ qui n'ont pas voulu participer au Sommet.

Plus spécifiquement, lorsque nous parlons des membres de la FEUQ, nous parlons de trois associations membres importantes à consulter. En raison de leur poids démographique et démocratique, de la qualité de leurs réflexions et de leur vision très différente de la FEUQ, nous nous sommes arrêtés sur une première série de trois présidents d'associations étudiantes. Nous avons donc rencontré Patrick Lebel de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM). Ce secrétaire général était présent avant, pendant et après le Sommet. Nous avons aussi eu un entretien avec Daniel Vigneault de l'Association générale étudiante des secteurs des sciences humaines, des arts, des lettres et des communications de L'Université du Québec à Montréal (AGEsshalcUQAM). Il était pour sa part responsable général avant, pendant et un court moment après le Sommet. Finalement, nous avons rencontré Angèle Germain de la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL). Elle n'était pas présidente avant et pendant le Sommet, mais tout de même membre du conseil d'administration de la CADEUL. Elle fut élue présidente après le Sommet.

En résumé, ce sont six « présidents » que nous avons rencontrés pour savoir à quel type d'acteur collectif correspond la FEUQ. Une demi-douzaine de présidents qui nous ont apporté un éclairage plus que complet sur le comportement de la FEUQ lors de sa mobilisation dans le cadre du Sommet du Québec et de la jeunesse.

Comme nous voulions amasser toute l'information pertinente que nos indicateurs nous prescrivaient, il nous fallut nous tourner vers des méthodes de recherche plus flexibles. Nos acteurs sont politiques, notre cadre est conflictuel

et les relations sont de pouvoir. Il n'y avait donc que l'entretien individuel sous une forme semi-dirigée qui pouvait nous permettre d'atteindre les nuances que nous voulions saisir. Il était pour nous impossible d'aller saisir l'intention, la stratégie, le sens donné aux actions et aux discours sans passer par les entrevues semi-dirigées. C'est l'impression de l'acteur lui-même que nous voulions obtenir. Quel sens donne-t-il à sa mobilisation ? Comment construit-il la cohérence de son action ? Autant de questions auxquelles il nous fallait répondre pour finalement accomplir le but premier de notre recherche: donner du sens à la réalité. Donner le sens le plus près de la vérité à une réalité produite par des acteurs.

Comme nous l'avons dit, c'est donc la FEUQ d'avant, de pendant et d'après le Sommet que nous avons observé. Les exécutifs de la FEUQ et les représentants des trois grandes associations influentes, la FAECUM, l'AGEsshalcUQAM et CADEUL. Ces rencontres nous ont apporté beaucoup d'information sur les intentions et les stratégies qui soutendaient les actions de la FEUQ.

En plus des entretiens, il est clair que nous sommes allés consulter toute la documentation possible sur le sujet du Sommet. Cette autre étape était importante parce qu'au-delà des impressions des acteurs, il existe aussi les faits. La réalité, même celle qui est politique, est composée d'intentions, de stratégies, de discours et d'actions, mais elle est aussi composée de faits. La documentation nous a aidé à établir le cadre factuel à l'intérieur duquel les acteurs ont joué.

Lorsque nous parlons de documentation, nous parlons de journaux nationaux et étudiants. Nous parlons aussi de documents de réflexion, de plans d'action et de plate-formes de revendication produits par la FEUQ et ses associations étudiantes membres. Finalement, nous parlons aussi de procès-verbaux et résumé de rencontres et de débats disponibles dans les archives de la FEUQ et des associations membres que nous avons rencontrées. Autant de documents qui nous ont aidé à mieux saisir l'ampleur des réflexions, orientations et débats qui ont entouré la mobilisation de la FEUQ pour le Sommet.

# **Chapitre III**

## **Bref historique**



La FEUQ étant une jeune organisation, il est plus que pertinent de relater les événements marquants qui ont influencé, marqué et même construit cette fédération. Ces événements marquants sont puisés à même trois documents qui relatent chacun à sa manière, l'histoire de la FEUQ. Il y a d'abord le document de la FEUQ, « Artéfacts pour une réflexion sur la FEUQ »<sup>25</sup> puis deux documents de l'AGEsshalcUQAM, « Historique de la FEUQ »<sup>26</sup> et « La FEUQ vers un mouvement »<sup>27</sup>. Donc trois documents qui sont ni plus ni moins que les trois références de la FEUQ face à son histoire. Il faut dire que notre bref historique est aussi inspiré de diverses discussions que nous avons eu la chance d'avoir lors de la réalisation de ce mémoire. Il va sans dire que nous avons retenu les faits historiques qui sont partagés et considérés par l'ensemble du mouvement étudiant comme les moments forts de la FEUQ.

La Fédération étudiante universitaire du Québec a été créée, il y a plus de 10 ans. Pour être précis, c'est le 11 février 1989 que quelques associations étudiantes universitaires menées par la Fédération des associations étudiantes de l'Université de Montréal (FAECUM) fondent la Fédération des étudiantes et étudiants du Québec (FEEQ). Rapidement la FEEQ devient la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) pour ainsi se distinguer d'une autre nouvelle fédération étudiante, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

## Se démarquer de l'ANEEQ

Née en pleine mobilisation contre le dégel des droits de scolarité, la FEUQ se démarque par un nouveau discours étudiant. Les premières années de la FEUQ sont d'ailleurs orientées autour d'un désir de se démarquer de l'Association nationale des étudiantes et étudiants du Québec (ANEEQ). À l'époque c'est encore l'ANEEQ qui constitue la force vive du mouvement étudiant Québécois. Soutenue idéologiquement et financièrement par l'Association générale étudiante des sciences humaines, arts, lettres et communication de l'UQAM (AGEsshalcUQAM), l'ANEEQ est cependant une

---

<sup>25</sup> FEUQ, Artéfacts pour une réflexion sur la FEUQ, 1997.

<sup>26</sup> AGEsshalcUQAM, Historique de la FEUQ, 1995.

<sup>27</sup> AGEsshalcUQAM, La FEUQ vers un mouvement, Montréal, 1996.

association nationale étudiante radicale et noyauté depuis quelques années par des groupes de gauche comme le Groupe d'Action Socialiste (GAS) et Gauche Socialiste (GS). Le mécontentement chez les étudiants face à leur association nationale était réel et palpable.

En fait, l'ANEEQ possède un discours social qui rappelle celui de la CSN. En plus d'une série de revendications sociales, l'ANEEQ prône notamment la gratuité scolaire et une refonte majeure du régime de prêts et bourse. Ces revendications ne collent plus à la vision que plusieurs étudiants ont d'eux-mêmes et de leurs responsabilités face à leurs études.

La FEUQ pour sa part, lors de cette grande mobilisation contre le dégel, ne parle pas de gratuité scolaire mais bien d'accessibilité à l'éducation. Ayant compris que les étudiants sont d'accord pour payer leurs études mais qu'une trop grande facture peut limiter l'accès à l'éducation universitaire, la FEUQ propose alors le concept d'Impôt post-universitaire (IPU) à l'intérieur d'un nouveau partenariat. Dans ce partenariat, le gouvernement doit s'engager à investir encore plus en éducation, les universités doivent s'engager à assainir leur système administratif, les entreprises doivent s'engager à injecter des fonds en éducation (1 % de leur masse salariale par exemple) et de leur côté, les étudiants s'engageront à payer une partie du montant de leur éducation.

La FEUQ délaisse donc les grands discours et les grandes idéologies qui ont fait vivre le mouvement étudiant pour baser sa lutte initiale de façon pragmatique. La FEUQ développe aussi une série de services tel un magazine et un passeport étudiant. On parle même de la mise sur pied d'un fonds de solidarité étudiant et de l'instauration d'un bureau voyage pour les étudiants. Le but ultime de cette démarche était « de contrôler le marché étudiant et de faire payer ceux qui voulaient le pénétrer. »<sup>28</sup> Bien que les services à la FEUQ n'aient pas duré très longtemps, la philosophie de « marché étudiant » est encore présente dans les associations étudiantes membres de la FEUQ. D'ailleurs le débat entourant les contrats d'exclusivité contre Coke et Pepsi en 1999 a remis à l'avant scène cette philosophie, notamment à la FAECUM qui

---

<sup>28</sup> FEUQ, Artéfacts pour une réflexion sur la FEUQ, janvier 1997, p. 10.

n'a pas semblé faire de débat idéologique sur ce sujet. Nous y reviendrons plus loin dans ce mémoire.

Donc, au début des années 90, les services et la façon pragmatique de comprendre et d'expliquer les débats à la FEUQ seront populaires auprès de la population étudiante universitaire où les classes populaires sont encore sous-représentées. Elle ne sera cependant pas vue d'un bon œil par les syndicats et les forces progressistes du Québec. Comme nous l'avons déjà dit, l'ANEEQ, par la similitude de son discours et de ses revendications, était en quelque sorte le comité jeunesse de la CSN. Pour la FEUQ, il en sera cependant tout autrement.

D'entrée de jeu, la FEUQ fait comprendre aux autres groupes sociaux du Québec qu'elle n'est pas le prolongement de l'ANEEQ et qu'elle est d'abord étudiante et autonome face à son discours. Donc, à la fin des années 80 et au début des années 90, l'usure et le dépassement du discours de l'ANEEQ, mais surtout son incapacité à se réformer, autodétruisent cette dernière. La FEUQ se retrouve donc avec le champ libre.

## Un discours étudiant, uniquement.

Le début des années 90 est aussi marqué par le débat constitutionnel. L'échec de l'accord du Lac Meech aboutit au Québec à une vaste consultation publique sur l'avenir du Québec. La Commission Bélanger-Campeau fera le tour du Québec pour savoir « What does Québec want ». C'est dans ce cadre qu'une journée sera organisée à l'hiver 92 pour les jeunes québécois.

La FEUQ s'y présentera, mais plutôt que de parler de sa vision du Québec, elle déposera sa vision du système d'éducation québécois. Dans un mémoire intitulé « L'éducation, clef de notre avenir »<sup>29</sup> la FEUQ plaide en faveur de l'accessibilité à une éducation de qualité. Sa très grande connaissance du milieu universitaire et des besoins des étudiants ne suffit pas pour cacher le corporatisme extrême à l'intérieur duquel cette nouvelle fédération s'était réfugiée. Aucun mot sur le Québec comme société, sur l'avenir constitutionnel

---

<sup>29</sup> FEUQ, L'éducation, clef de notre avenir, Montréal, janvier 1990.

du Québec ou même sur la place des jeunes dans cette société. La FEUQ venait de faire la preuve qu'elle était étudiante, tournée sur elle-même et sans vision sociale plus large. Certains diront que de façon conjoncturelle, la FEUQ devait rompre avec l'ANEEQ, sa façon de faire et son discours. Pour bien afficher ses propres couleurs et démontrer qu'il y avait bel et bien un nouveau mouvement étudiant la FEUQ n'a donc pas développé de discours social lors des premières années de son existence.

Au niveau organisationnel par contre, la FEUQ développait une nouvelle façon de faire qui mérite d'être soulignée. Nous avons maintenant un mouvement étudiant organisé, structuré et moderne. La démobilisation étudiante du début des années 90 a un peu forcé cette nouvelle façon de lutter du mouvement étudiant. En effet, la FEUQ ne pouvait plus compter sur des mouvements de foule ou même sur des soulèvements spontanés. Si elle voulait gagner ses luttes, elle devait faire les choses autrement. La fédération étudiante a alors décidé de troquer les pancartes pour des études bien documentées, les slogans pour un lobby politique bien ciblé et les manifestations dans les rues contre une bonne stratégie média.

Cette stratégie moderne est notamment apparente dans la mobilisation de 1993 contre une autre hausse prévue des droits de scolarité. En effet, dans un document publié à l'automne 1992 par le gouvernement du Québec et intitulé « Vivre selon nos moyens », on y propose une hausse de 51 % des droits de scolarité. Pour faire un plus large consensus et rallier l'ensemble du mouvement étudiant contre cette hausse anticipée de 51 %, la FEUQ s'efface un peu pour ainsi laisser les associations étudiantes universitaires créer l'Organisation nationale universitaire (ONU). La qualité des études produites par l'ONU et la façon médiatique de les présenter influencera la façon de faire de la FEUQ par la suite. Pour certains, l'abandon du projet de hausse de 51 % du gouvernement du Québec est étroitement lié à cette nouvelle façon de faire du mouvement étudiant québécois.

Cependant, comme nous l'avons déjà dit, cette force organisationnelle et structurelle cachait mal la pauvreté de sa vision sociale. Si la FEUQ était devenue par le truchement de l'expérience de l'ONU un géant quant à son rôle au niveau de la défense des droits des étudiants, la FEUQ demeurerait cependant

un nain au niveau de son discours social. En ne voyant l'étudiant que sous l'angle de son potentiel économique et comme un consommateur de savoir à l'intérieur d'une institution, la FEUQ oubliait que l'étudiant vivait aussi à l'intérieur d'une société.

## L'apparition d'un discours social

Les premières traces du discours social de la FEUQ apparaissent en 1993-94. C'est encore une fois la FAECUM qui influence les orientations de la FEUQ. « Le mouvement étudiant de l'Université de Montréal réclame un élargissement du discours social de la FEUQ. »<sup>30</sup>

Nous devons cependant comprendre les vraies raisons de ce virage. En effet, pourquoi la FAECUM, qui régnait de façon impériale sur la FEUQ commença-t-elle subitement à vouloir voir la FEUQ prendre plus de place comme acteur social ? Stratégiquement, le mouvement étudiant de l'AGEshalcUQAM, ardent défenseur des causes sociales, ne constituait pas une menace pour la FEUQ au niveau national. Pourquoi alors vouloir changer la FEUQ ?

Ce qu'il faut comprendre dans ce virage à la FEUQ, c'est qu'il ne s'est pas effectué pour des raisons sociales mais bien pour des raisons nationales. Depuis le référendum de Charlottetown en 1992, les étudiants universitaires sont tournés, comme le reste de la population québécoise, vers le débat constitutionnel. Certains leaders étudiants veulent être au cœur de ce débat. La seule façon d'arriver à cette fin est d'obtenir l'accord de la population étudiante. La prise de position politique n'est cependant pas dans les mœurs de ce nouveau mouvement étudiant. La première étape pour arriver à une prise de position souverainiste passe donc par une série de débat sur l'importance de l'élargissement du discours social de la FEUQ. Une fois cette question réglée, le mouvement étudiant pouvait entrer sur l'arène politique comme acteur social au sens large et non simplement comme acteur éducatif au sens strict. Cela permettait à la FEUQ dans un deuxième temps, de prendre position dans le débat constitutionnel.

---

<sup>30</sup> AGEshalcUQAM, Historique de la FEUQ, 1995, p.6.

En résumé, la FEUQ a élargi son discours social principalement dans le but de se mobiliser ultérieurement sur la question nationale. Ce n'est donc rien de plus qu'un simple chassé-croisé entre la souveraineté et le discours social qui est à la source de la constitution de la FEUQ comme acteur social au sens large.

Il est vrai qu'en 1993-94, la FEUQ doit aussi se mobiliser contre la Réforme Axworthy, une réforme du gouvernement fédéral prévoyant des coupures substantielles dans les transferts aux provinces pour l'éducation post-secondaire, la santé et les programmes sociaux. Il ne faut cependant pas croire que cette réforme qui bouleversait les milieux sociaux et étudiants provoqua en soi une ouverture du mouvement étudiant vers l'extérieur.

Pour plusieurs, la Réforme Axworthy offrait beaucoup plus un prétexte de mobilisation pré-référendaire. On pouvait alors décrier les « méchantes manœuvres » d'un gouvernement fédéral centralisateur. En ce sens la mobilisation contre Axworthy ressemblait plus à une mobilisation de Québécois contre un gouvernement fédéral « fédéralisant » qu'à une mobilisation de progressistes contre un gouvernement fédéral « capitalisant ». D'ailleurs, lors des manifestations étudiantes, les drapeaux du Québec étaient aussi nombreux que les pancartes anti-Axworthy. De plus, lorsque l'orateur invité lors d'une manifestation étudiante nationale contre la Réforme Axworthy est Paul Piché, un artiste nationaliste engagé, il est clair que l'ouverture sociale de la FEUQ répond d'abord à un besoin de prendre position sur le débat constitutionnel.

## La FEUQ un acteur social incontournable

Après sa mobilisation de 94-95, la FEUQ revient prendre la place laissée par l'ANEEQ auprès des groupes syndicaux et progressistes du Québec. En effet, la stratégie d'élargir le discours social de la FEUQ a eu pour résultat de tisser des liens avec les forces progressistes du Québec, des alliances importantes trop longtemps négligées par ce nouveau mouvement étudiant. L'élargissement du discours social de la FEUQ a aussi eu pour effet de faire adhérer, à la FEUQ, le mouvement étudiant de AGEsshalcUQAM. Cette adhésion fait en sorte que, même si l'élargissement du discours social est né d'une stratégie nationaliste, la FEUQ, après le référendum de 1995, conserve tout de même son discours

social. L'AGEsshalcUQAM a toujours été le chien de garde du discours social de la FEUQ et, même si la FEUQ range graduellement sa position souverainiste, nous pouvons tout de même dire qu'elle intensifie son rayonnement social. Le lien entre l'importance que l'AGEsshalcUQAM prend au sein de la FEUQ et la poursuite de l'élargissement du discours social d'après référendum est facilement observable. Nous n'avons qu'à regarder les présidences de la FEUQ pour comprendre que de 1989 à 1996, la FAECUM est presque omniprésente et que de 1996 à nos jours les présidences de la FEUQ sont presque uniquement détenus par des étudiants de l'UQAM. Si la FAECUM a influencé la FEUQ de 1989 à 1996, le lustre qui suivra sera celui de AGEsshalcUQAM. C'est d'ailleurs en 1996, avec l'arrivée de l'AGEsshalcUQAM, que la notion d'étudiant citoyen fait son apparition. Il ne faut plus seulement défendre l'étudiant pendant ses études, il faut aussi le représenter avant et après ses études universitaires. L'étudiant n'est plus considéré comme un potentiel économique mais comme un acteur de changement social.

## Aujourd'hui la FEUQ

Avant, pendant et après le Sommet du Québec et de la Jeunesse, la FEUQ est toujours présidée par un étudiant de l'AGEsshalcUQAM. Le discours de l'étudiant citoyen y est toujours présent. Cependant, dans le contexte du Sommet, la FEUQ se mobilise-t-elle pour faire des gains pour ses membres uniquement? Développe-t-elle un discours plus large et des revendications qui dépassent les demandes habituelles du mouvement étudiant? Possède-t-elle en elle des traces d'un mouvement social plus large ?

Ces questions sont pertinentes puisqu'il y a à la FEUQ encore de nombreux débats sur la question du discours social. Certaines associations étudiantes membres de la FEUQ questionnent ouvertement l'élargissement du discours social de la FEUQ. On considère même les heures passées à élaborer ce discours comme une perte de temps. De leur côté, les partisans d'un tel discours justifient leur position en parlant des « alliances stratégiques »<sup>31</sup> qu'ouvre un discours social élargi. Des alliances qui peuvent aider la FEUQ

---

<sup>31</sup> AGEsshalcUQAM, La FEUQ vers un mouvement, Montréal, 1996.

dans ses négociations et son lobby politique à l'endroit du gouvernement. Donc, si la FEUQ possède encore un discours social avant de se lancer dans la grande aventure du Sommet, nous devons comprendre que le maintien d'un tel discours repose sur des bases rappelant le corporatisme des débuts de la FEUQ.

En préparation du Sommet, la FEUQ est toujours aussi déchirée entre deux tendances. Il y a d'un côté des étudiants qui veulent une FEUQ qui défend strictement les intérêts de ses membres. De l'autre côté, il y a ceux qui voudraient bien que la FEUQ s'appuie sur sa solide organisation pour s'impliquer dans d'autres causes que celles qui ne concernent que les étudiants à l'intérieur des murs des universités. La question est de savoir qui gagnera cette lutte interne.



# **Chapitre IV**

## **Avant le Sommet**

## De l'éducation à la jeunesse

Le poids politique de la FEUQ comme acteur en éducation atteint en 1997-1998 un sommet jusqu'alors inégalé. En plus d'avoir ses entrées directes au sein du cabinet de la ministre de l'éducation, la FEUQ organise et participe à toutes sortes d'événements éducatifs. Par exemple, elle organise avec d'autres acteurs en éducation comme les syndicats de professeurs et la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, un Forum universitaire. Elle négocie, avec le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec, un accord sur le dossier des bourses du millénaire. Dans cet accord, qui n'intervient qu'en 1999, la FEUQ gagne sur toute la ligne car « les termes de l'entente correspondent exactement à ce que demandait la FEUQ. »<sup>32</sup> Certains diront même que c'est la FEUQ qui a aidé à dénouer l'impasse des négociations.

De plus, la FEUQ obtient, au début de l'année 1999, un comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études. Ce comité, longuement demandé par la FEUQ, en est un chargé d'étudier pour donner son avis au ministre de l'éducation toutes modifications pouvant avoir un effet sur l'accessibilité financière aux études, notamment les modifications relatives aux droits de scolarité et à l'aide financière aux études. Ce comité n'est pas qu'une construction liée au bon vouloir du ministre de l'éducation de l'époque mais bien un comité officiel créé par voie législative, le Projet de loi 7 pour être plus précis.

Donc, la FEUQ est sans contredit un acteur éducatif crédible et incontournable. Cependant, elle devient aussi et de plus en plus un acteur social. Son ouverture sociale, qui lui vient de sa prise de position en faveur de la souveraineté du Québec, n'est cependant plus autant nationaliste. Le discours de la FEUQ est plutôt social et « jeunesse ». En ce sens, l'ouverture de la FEUQ vers un discours et des interventions sociales se fait maintenant au bénéfice d'autres groupes jeunesse plutôt que dans le sens de la souveraineté du Québec. Son implication active au sein du « Comité aviseur jeune » d'Emploi-Québec constitue un des premiers pas de cette implication générationnelle.

---

<sup>32</sup>FEUQ. Bourses du millénaire: Un règlement conforme aux demandes étudiantes. Communiqué de presse. 21 décembre 1999.

Spécifiquement, le Comité aviseur jeune d'Emploi-Québec est une structure « jeunesse » créée pour aviser la Ministre de l'emploi sur toutes questions touchant l'emploi et la formation chez les jeunes. Avec d'autres groupes jeunesse qui le composent, la FEUQ est donc amenée à prendre position sur des enjeux qui ne sont plus seulement éducatifs. Le dossier des clauses "orphelin" est un bon exemple qui explique bien que la FEUQ s'implique et prend maintenant position dans des dossiers qui ne sont plus seulement éducatifs. D'ailleurs, plutôt que de se réserver un rôle timide sur des dossiers qui ne sont pas de sa spécialité, la FEUQ offre aux autres groupes jeunesse qui composent le « Comité aviseur jeune », tout son support technique et politique. Cette ouverture qui se faisait attendre par les autres groupes jeunesse aura pour effet de faire reconnaître la FEUQ comme groupe « jeunesse » progressiste. Le président de la FEUQ deviendra d'ailleurs le président du « Comité aviseur jeune » d'Emploi-Québec.

Donc, même si nous comprenons que l'arrivée du discours social élargi à la FEUQ à fait intervenir cette dernière sur la question nationale, la FEUQ devient cependant avec le temps un acteur social progressiste intervenant sous le signe de la jeunesse. Si on peut se questionner longuement sur l'opportunité de l'arrivée de ce discours, il nous faut tout de même admettre que la FEUQ possède bel et bien une vision du Québec qui dépasse la condition étudiante. Le "avant, pendant et après" les études a le mérite de placer l'éducation au cœur des préoccupations de la fédération tout en élargissant la réalité sociale que peut vivre un membre.

Il est important de comprendre que la FEUQ place toujours l'éducation au cœur de ses préoccupations. Son orientation sociale sera en lien avec les réalités que peuvent vivre les étudiants en-dehors des murs des universités. Les étudiants sont aussi, dans une bonne proportion, des jeunes, et c'est pour cette raison que la FEUQ développera un « discours jeunesse ». La FEUQ développe donc un discours social, mais ce discours est directement en lien avec les réalités des étudiants qu'elle représente.

D'ailleurs, lorsque la FEUQ lance son document de la rentrée 1999, document intitulé « De l'étudiant au citoyen<sup>33</sup>», elle indique clairement qu'elle est d'abord un acteur en éducation. Elle formule ses recommandations quant aux « événements charnières qui jalonnent l'année à venir, notamment l'élaboration d'une politique gouvernementale à l'égard des universités, la mise au point d'une politique scientifique et le Sommet de la jeunesse.»<sup>34</sup> où elle ira revendiquer un réinvestissement en éducation. Il est clair que la FEUQ, dès le début de ses démarches pour se rendre au Sommet du Québec et de la jeunesse, fait le choix des étudiants d'abord.

Avant le Sommet, elle mettra aussi sur pied une concertation qui se voudra l'acteur générationnel de la société québécoise. Connaissant ses limites d'intervention mais possédant tout de même un désir de se mobiliser en faveur de la jeunesse, la FEUQ, en collaboration avec d'autres groupes jeunesse, créera le Groupe des douze.

## Le Groupe des douze

En mettant sur pied, dès le début de l'année 1998, une première coalition jeunesse, le Groupe des neuf (qui deviendra rapidement le Groupe des douze), la FEUQ commence à partager sa présence médiatique et ses enjeux étudiants avec d'autres enjeux « jeunesse ». La FEUQ n'a alors pas vraiment besoin des autres groupes jeunesse pour faire ses représentations auprès du cabinet de la ministre de l'éducation et du gouvernement du Québec. Si elle provoque la création d'un groupe de frappe jeunesse c'est parce qu'elle est consciente que certains enjeux sociaux, qui dépassent la condition étudiante, doivent aussi être soulevés.

Ce premier pas est majeur puisqu'il institue une ouverture sans précédent chez les groupes jeunesse. Il n'est pas rare de voir des organismes se concerter pour se donner une voie nationale. Les maisons de jeunes, les Carrefours jeunesse-emploi et même les Jeunes chambres de commerces se sont concertés pour ainsi devenir des acteurs collectifs nationaux. Ce qui est plus

---

<sup>33</sup>FEUQ. De l'étudiant au citoyen, Septembre 1999

<sup>34</sup>FEUQ. De l'étudiant au citoyen: la FEUQ dévoile son document de la rentrée, Communiqué de presse, 20 septembre 1999.

rare, c'est de voir des acteurs collectifs nationaux se regrouper pour se donner une plus grande force.

Le Groupe des douze est composé de jeunes progressistes pragmatiques. Avec des organismes aussi disparates que le Conseil permanent de la jeunesse, la FEUQ, la FECQ, la Relève agricole, le Regroupement des Carrefours jeunesse-emploi, l'Association des Services d'aide aux jeunes entrepreneurs, le Comité national des jeunes de la Confédération des Syndicats nationaux, le Comité jeune de la Fédération des femmes du Québec, Place aux jeunes, la Fédération des médecins résidents du Québec, le Regroupement des Coopérateurs du travail du Québec et de la Jeunesse ouvrière chrétienne, nous pouvons comprendre que la jeunesse était fondamentalement le seul point commun de cette large coalition.

Une première intervention publique commune prendra la forme d'une lettre ouverte publiée dans les journaux. Dans cette lettre ayant pour titre « le Québec n'a pas les moyens de se priver de sa jeunesse », publiée notamment dans le Devoir du 19 février 1998, différents groupes jeunesse décident de parler d'une seule voix. La trame de fond était claire, la situation est alarmante chez les jeunes et des gestes doivent être posés pour que cette situation change. « Nous lançons aujourd'hui un appel d'urgence pour que les jeunes deviennent partie prenante du développement de notre société et afin que leurs idées soient entendues. (...) ...c'est pourquoi ceux-ci réclament un débat public. »<sup>35</sup>

Donc, dès 1998, la FEUQ, avec d'autres groupes jeunesse commencent à mettre de la pression sur le gouvernement pour que ce dernier tienne un grand débat public sur la jeunesse. Ce n'est cependant qu'en novembre 1998 que la FEUQ et le Groupe des douze, gagnent leur pari et se font finalement promettre, en pleine campagne électorale québécoise, la tenue d'un Sommet sur la jeunesse.

---

<sup>35</sup> FEUQ et al. Le Québec n'a pas les moyens de se priver de sa jeunesse. Le Devoir, 19 février 1998.

## L'annonce du Sommet

Ce n'est pas un hasard si l'annonce du Sommet du Québec et de la jeunesse s'est faite par le Premier ministre du Québec au mois de novembre 1998, en pleine campagne électorale québécoise, lors d'une rencontre avec la FEUQ. On savait du côté du gouvernement que la FEUQ demandait depuis déjà longtemps qu'on fasse la lumière sur les problématiques « jeunesse ». Qu'on fasse la lumière mais aussi, qu'on intervienne de façon concrète en faveur des jeunes. Le Premier ministre avait eu la chance de tester l'idée du Sommet avec la FEUQ lors d'une autre rencontre l'été précédent. Cette annonce fut donc bien reçue de la part de la FEUQ et des groupes jeunesse.

Cependant, du mois de novembre 1998 au mois d'août 1999, les groupes jeunesse et la FEUQ ne sont pas très actifs. Plutôt que de s'organiser rapidement et tenter d'influencer l'agenda gouvernemental, les groupes jeunesse attendent que l'organisation gouvernementale fasse des suggestions. La méthode, l'organisation, la date, les chantiers, les présidents de chantiers, les thèmes et les enjeux sont décidés par le gouvernement devant des groupes jeunesse passifs et quelque peu craintifs et sceptiques.

La FEUQ à l'instar des groupes jeunesse n'est pas proactive. La peur de se lancer tête la première et de se faire organiser ajoutée aux dossiers des Bourses du millénaire, des clauses « orphelin » et d'autres dossiers politiques plus internes occupent cette dernière et limitent ainsi ses actions en vue du Sommet. Le désir de tenir un vaste Sommet pour bien faire comprendre l'ampleur des réalités « jeunesse » est présent, mais les échéances politiques empêchent cette dernière de se préparer longuement avant le Sommet. C'est Nicolas Ducharme, ex-président de la FEUQ, qui dira lui-même que les Bourses du millénaire et les clauses orphelins n'auront pas aidé la FEUQ à s'investir promptement dans l'organisation du Sommet.

De leur côté, les groupes jeunesse passent de douze à une vingtaine dans un regroupement qui s'appelle maintenant « Concertation Jeunesse ». Aux douze premiers, on ajoute les jeunes de la CEQ et de la FTQ, le Regroupement des maisons de jeunes du Québec, le regroupement des Auberges du cœur, les

jeunes d'Alliance-Québec, Oxy-jeunes, le Regroupement des organismes communautaires autonomes jeunesse et le Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec.

En plus de Concertation Jeunesse, qui est ni plus ni moins une structure de groupe de pression, le ministre de la jeunesse organise une structure officielle qui l'avisera sur ce que veulent les jeunes et qui aura son mot à dire sur les initiatives du ministre dans le dossier de la jeunesse et du Sommet. La FEUQ est invitée à faire partie de ce comité aviseur. Elle acceptera l'invitation, mais y jouera un rôle timide. D'ailleurs, les groupes jeunesse invités à ce comité aviseur jeunes, qui sont en fait les mêmes qui ont créé Concertation Jeunesse, ne seront pas très actifs au sein de ce comité. On attend sans cesse que le ministre propose des thèmes, des structures et des méthodes de travail. Jamais le ministre n'aura à répondre à une demande de thème, d'organisation ou de méthode différents ou supplémentaires. Les jeunes laissent déjà entendre que ce n'est pas leur sommet, c'est celui du gouvernement. Ils ne veulent pas faire le travail à la place du gouvernement. Ils participeront peut-être au Sommet mais pour le reste, ils demeureront critiques face aux décisions gouvernementales.

Ce que nous devons donc comprendre, c'est que du mois de novembre 1998 au mois d'août 1999, le gouvernement commence lentement à organiser son Sommet alors que les groupes jeunes commencent lentement à coordonner leurs actions. Du côté gouvernemental, les informations sur le Sommet tombent au compte-goutte et du côté jeunesse, les revendications formelles tardent à se faire entendre. Du côté gouvernemental on aimerait bien s'aligner sur les demandes des groupes jeunesse pour lancer un sommet qui respecte le désir des groupes jeunesse. Cependant, du côté jeunesse, avant de prendre position, on aimerait bien que le gouvernement lance, une fois pour toute, ses grandes orientations. On tourne en rond et rien n'avance aussi rapidement que tout le monde le désirerait.

Pour ce qui est de la FEUQ plus spécifiquement, elle devait se concentrer sur ses dossiers étudiants avant de se lancer dans les dossiers jeunesse. Il faut bien comprendre que les membres attendent de la FEUQ une bonne représentation et une défense efficace des intérêts des étudiants. Cette logique

basée sur les gains est ce qui donne ou ne donne pas une marge de manœuvre à l'exécutif pour parler d'autres choses. Le discours social existe et est accepté à la FEUQ mais l'utilisation et la promotion officielle de ce discours devant les médias et la population en général constituent un bonus relié à la performance de l'exécutif face au dossier éducatif. Donc, pour prendre la parole et revendiquer un Sommet, l'exécutif de la FEUQ devait avoir fait une série de gains étudiants importants. Cette logique retardera aussi l'implication à fond de la FEUQ dans le Sommet.

C'est d'ailleurs entre autres pour cette raison que la FEUQ mit sur pied une coalition de jeunes. En extériorisant le discours social et en le refilant à une coalition, la FEUQ ne pouvait se faire critiquer à l'interne par les associations étudiantes en faveur d'un discours éducatif. De plus, la FEUQ pouvait en même temps dire aux associations étudiantes en faveur d'un discours plus social, qu'elle était membre de la coalition et adhérait au discours social plus large défendu par cette dernière.

## Le CA d'août 1999

Le premier test de la FEUQ sur son ouverture « jeunesse » se fait vers la fin du mois d'août 1999. Nous sommes donc près de six mois avant la tenue du Sommet du Québec et de la jeunesse. Plus précisément, les 20, 21 et 22 août, lors d'un Conseil d'administration de la FEUQ composé de représentants de toutes les associations étudiantes membres et de l'exécutif de la FEUQ, la fédération prend la décision d'être une FEUQ altruiste en opposition à corporatiste. Cette décision reflète bien le cheminement de la FEUQ depuis 1995. Nous avons une FEUQ plus ouverte et plus sensible aux autres réalités que peuvent vivre les jeunes du Québec. Nous avons aussi une FEUQ consciente de sa force et crédibilité comme acteur politique. Une FEUQ prête à mettre sa crédibilité et sa force pour aider les autres groupes jeunesse un peu moins bien organisés et écoutés par le gouvernement.

La décision du mois d'août 1999 est claire. On vote à l'unanimité que l'objectif général de la FEUQ dans le cadre de sa participation au Sommet soit « L'amélioration concrète d'une pleine participation des jeunes Québécois au



développement de la vie sociale, culturelle, économique et démocratique du Québec. »<sup>36</sup> La FEUQ est donc résolument altruiste et emprunte alors une stratégie tournée vers les groupes jeunesse et la défense d'intérêts qui concernent l'ensemble de la jeune génération du Québec.

Dès ses premières réflexions, la FEUQ prouve qu'elle veut développer un discours plus large que simplement étudiant. Intitulé « Prendre le virage d'une société de la retraite à une société de la relève »<sup>37</sup> le document maître de la FEUQ en vue du Sommet est sans équivoque. Nous avons bel et bien une FEUQ possédant un discours qui dépasse ses revendications étudiantes traditionnelles et qui propose quelques idées sur ce que pourrait bien être la société québécoise.

À l'intérieur des quatre chantiers qui ont parcouru le Québec pour entendre les jeunes de partout, la FEUQ participe, parle d'éducation et de jeunes démunis. Ces chantiers sont basés sur les thèmes de l'emploi, de l'éducation, de la société équitable et de l'ouverture sur le monde. La FEUQ se concentrera sur le chantier de l'éducation, mais développera avec d'autres groupes jeunesse des positions communes sur les autres chantiers. La FEUQ et les autres groupes jeunesse ont eu la chance de se présenter devant les chantiers pour exposer leur point de vue.

Dans un communiqué de presse, on peut lire « une société qui se donne l'objectif de « précarité zéro et exclusion-zéro » pour une participation maximale des jeunes. »<sup>38</sup> Dans un autre on dit que « le Sommet du Québec et de la jeunesse doit absolument donner un coup de barre à la collectivité québécoise »<sup>39</sup>. Des interventions qui démontrent bien à quel point la FEUQ s'ouvre sur des réalités qui ne sont pas directement celles des étudiants universitaires et du système d'éducation.

---

<sup>36</sup> FEUQ, Procès-verbal du CGR-0399, Montréal, août 1999, page 9.

<sup>37</sup> FEUQ. Prendre le virage d'une société de la retraite à une société de la relève, Montréal, novembre 1999

<sup>38</sup> FEUQ. La table est mise pour le passage d'une société de la retraite vers une société de la relève. Communiqué de presse, 2 décembre 1999.

<sup>39</sup> FEUQ, Sommet du Québec et de la jeunesse: Les jeunes Chicoutimiens veulent s'attaquer au chômage par la formation. Communiqué de presse. 10 décembre 1999.

De plus, par les documents qu'elle produit et par les positions qu'elle prend publiquement, la FEUQ prouve qu'elle devient de plus en plus un acteur social possédant un discours qui dépasse la simple condition étudiante. Il est évident que la FEUQ ne laisse pas pour autant de côté ses positions relatives à ses membres, mais elle n'hésite pas à s'allier à d'autres groupes et mettre tout son poids politique pour faire débloquent certains dossiers.

## Des associations très étudiantes

Cette ouverture nationale vers un discours plus large et plus « jeunesse » de la FEUQ n'empêche pas les associations membres de lutter autour d'enjeux internes et d'interpeller l'exécutif national sur ces sujets. La lutte de certaines associations étudiantes contre les contrats d'exclusivité avec l'un ou l'autre des deux géants américains de boissons gazeuses et celle contre l'augmentation des frais de rédaction des étudiants des cycles supérieurs ne sont que deux exemples qui nous démontrent à quel point la FEUQ, qui veut se retourner vers un discours social plus large, est sans cesse interpellée pour prendre position sur des enjeux internes très concrets et organisationnels.

La lutte contre les contrats d'exclusivité de vente de boissons gazeuses, lutte qui ne sort pas des universités en raison de son caractère éminemment interne et factuel, prit cependant plusieurs formes. À l'Université de Montréal, une entente fut rapidement signée et la lutte anticipée n'eut jamais réellement lieu. À l'Université Laval, cette lutte empêcha la signature d'une entente, tandis qu'à l'Université du Québec à Montréal, la lutte contre les contrats d'exclusivité s'étira dans le temps. Même si l'UQAM fit le choix de ne pas aller de l'avant avec un contrat d'approvisionnement exclusif avec Coca-cola, ce dossier créa un fossé entre l'administration universitaire et les étudiants.

Qu'on ait signé l'entente, qu'on en ait empêché la signature, force est d'admettre que ces conflits avaient principalement un aspect organisationnel. Même si certains voyaient en cette lutte, une lutte pour la liberté de choix, une liberté essentielle dans un contexte universitaire de transmission du savoir, il est difficile de voir en quoi avoir ou non le choix de boire une boisson gazeuse

d'une marque « x » peut avoir un effet sur la qualité de l'enseignement et sur la liberté de l'accessibilité et de la transmission du savoir.

Quand on sait que les « pubs » étudiants fonctionnent souvent selon des principes d'exclusivité de distributeurs de bière, il est difficile de comprendre en quoi l'exclusivité sur les étiquettes de boissons gazeuses serait plus compromettante pour la liberté de pensée universitaire. Nous avons donc, un débat qui est structurel et qui se base beaucoup plus sur la capacité d'une administration universitaire de prendre des décisions isolément plutôt qu'une lutte basée sur de grands principes sociaux. D'ailleurs, dans le Devoir du 13 janvier 2000, un article analyse après coup les débats entourant les contrats d'exclusivité. Dans cet article, on explique bien la situation en disant que les étudiants ont été « Irrités d'abord de n'avoir pas été consultés sur la nature d'une telle entente... »<sup>40</sup>

Cela dit, il ne faut cependant pas sous-estimer la réflexion sur la population étudiante comme pouvoir économique potentiel. En ce sens, une association étudiante serait-elle en droit de devenir le passage obligé à toutes entreprises voulant bénéficier de ce potentiel économique ? En agissant ainsi, le syndicat étudiant s'assurerait que l'exploitation économique des étudiants puisse avoir une certaine forme de retour sur l'investissement et ainsi profiter à la collectivité étudiante. En signant un contrat d'exclusivité dont les revenus pourraient bâtir un fonds d'investissement, de défense ou même de mobilisation, le mouvement étudiant élèverait déjà un peu plus son discours et sa vision. Dans ce dossier, il ne l'a pas fait. La lutte est donc demeurée organisationnelle.

Si on avait établi les enjeux de la lutte ailleurs que sur le désir de prendre part aux discussions, les conflits entourant les contrats d'exclusivité seraient toujours aussi organisationnels, mais ils auraient le mérite d'avoir des visés idéologiques. Utiliser les contrats d'exclusivité des compagnies américaines de boissons gazeuses pour créer un fonds de défense serait déjà quelque chose de plus porteur pour le mouvement étudiant qu'une simple lutte structurelle entre des étudiants et des administrateurs sur le dos de Coca-cola ou Pepsi.

---

<sup>40</sup>CHOUINARD, Marie-Andrée, L'UQAM fait une croix sur Coke, Le Devoir, 13 janvier 2000.

Pour ce qui est de la lutte interne concernant l'augmentation des frais de rédaction de mémoire ou de thèse, bien que cette lutte n'ait pas réellement quitté les universités, elle possédait, elle aussi, la possibilité d'une vision sociale plus large. Ce n'est pas une lutte qui devait mettre aux prises seulement les directions d'université et les étudiants de cycles supérieurs, mais bien une lutte qui était à la base même de la vision étudiante de l'accessibilité au savoir. En augmentant les frais de rédaction des étudiants de maîtrise et doctorat on risque de compromettre l'accessibilité financière aux études. Comme nous l'avons déjà dit, toute manœuvre qu'elle soit économique, idéologique ou administrative qui a pour effet de limiter l'accessibilité au savoir peut être décriée par le mouvement étudiant puisque ce dernier, dans sa position " d'enseigné ", doit avoir comme base idéologique de revendication, l'accessibilité totale au savoir.

En disant, par le biais d'un communiqué de presse, que « au lieu de se tourner contre les étudiants pour trouver de l'argent, les recteurs devraient se battre avec nous pour obtenir un réinvestissement dans les universités »<sup>41</sup> on faisait de cette lutte une lutte organisationnelle.

En effet, en ne laissant que les étudiants de deuxième et troisième cycle des universités touchées par ces changements lutter contre les administrations universitaires désireuses d'apporter ces mêmes changements, on faisait de cette lutte qui avait des racines dans la vision de la société que se fait la FEUQ, une lutte strictement organisationnelle étant en lien avec la capacité des recteurs d'augmenter les frais et la capacité de payer des étudiants. La FEUQ, bien qu'elle ait apporté un support à ses associations étudiantes aurait pu prendre plus de place dans ce dossier et ne jamais accepter les réponses du ministre de l'éducation qui disait n'avoir aucun pouvoir sur l'administration de ces frais.

Nous avons ici deux exemples (contrats d'exclusivité et frais de rédaction) qui démontrent assez bien que même si la FEUQ fait une ouverture sans précédent pour ouvrir son discours social et partager sa force de frappe avec d'autres acteurs sociaux, elle est sans cesse retenue par ses associations étudiantes

---

<sup>41</sup>FEUQ. Les étudiants partent en guerre contre la hausse des frais à l'UQ, Communiqué de presse. 17 octobre 1999.

pour mener avec elles des luttes organisationnelles. En d'autres mots, même si la FEUQ possède le désir de s'ouvrir aux autres, elle demeure aux prises avec des membres, les associations étudiantes, qui continuent de l'interpeller pour qu'elle intervienne sur des dossiers plus internes et organisationnels.

Il faut comprendre que la structure même de la FEUQ fait en sorte que l'exécutif national est sans cesse interpellé sur la scène nationale pour prendre position sur des dossiers n'étant pas seulement étudiants alors que la réalité des exécutifs locaux s'organise autour d'enjeux plus concrets et proches de la réalité quotidienne des étudiants. Cependant, la FEUQ est souvent appelée à intervenir sur les dossiers internes de ses associations étudiantes. D'ailleurs, elle a comme membres des associations étudiantes qui la voient comme un porte-parole national de leurs conflits internes. On comprend mal que la FEUQ ait développé un discours national qui est plus que la simple somme des problématiques internes de chacun des membres. En ce sens, la FEUQ est constamment retenue par des associations étudiantes ayant des enjeux se situant à un niveau structurel.

## Des associations très sociales

En même temps que la FEUQ semble se faire limiter à des dossiers plus structurels par des associations plus étudiantes, elle se fait aussi pousser dans le dos par une faction beaucoup plus sociale. Cette dernière, représentée principalement par l'AGEsshalcUQAM et l'ADEESE-UQAM (Association des étudiantes et étudiants du secteur de l'éducation de l'UQAM), fera le choix de ne pas participer au Sommet, préférant participer à un sommet parallèle.

Donc, la FEUQ, qui d'un côté participe activement à Concertation Jeunesse et tente de développer avec cette dernière une vision commune jeunesse, et qui de l'autre côté se fait retenir sur des dossiers très internes, voit un troisième côté s'ouvrir avec le refus de participer au Sommet de la part de deux de ses membres.

Ce refus n'est cependant pas contre la FEUQ et son positionnement mais bien contre le gouvernement et l'organisation du Sommet lui-même. On ne croit pas

qu'un Sommet soit la bonne méthode pour régler les problèmes particuliers aux jeunes. On voit beaucoup plus le Sommet comme une opération de relations publiques et comme un « spectacle son et lumière » organisé pour en mettre plein la vue aux participants. De plus, on craint que le Sommet ne soit qu'une façon de se déculpabiliser envers une jeunesse trop souvent oubliée et négligée. Faire un Sommet, c'est comme tourner la page sur ce qu'il y avait avant. On ne veut pas oublier, on veut faire payer ceux et celles qui ont depuis trop longtemps négligé la jeunesse. Partant de cette vision, participer au Sommet devient une sorte d'appui au balayage gouvernemental de son histoire face à la jeunesse. Les deux associations étudiantes dissidentes organiseront à l'intérieur d'un « contre-sommet ». Un sommet tenu dans la rue par des jeunes qui, à part critiquer ce qui se faisait, n'avaient pas d'alternative à proposer. À Montréal, par le biais d'une vigile à l'UQAM et à Québec, par le biais d'une manifestation en marge du Sommet, ces deux associations étudiantes membres de la FEUQ ne participeront pas mais se feront entendre.

Si l'AGEsshalcUQAM et l'ADEESE-UQAM, au mois d'août 99 n'avaient pas de position officielle, elles auront décidé de ne pas participer au Sommet avant l'Assemblée étudiante du Québec (AEQ) tenue conjointement par la FECQ et la FEUQ au mois de janvier (nous parlerons de cette AEQ plus loin). Il est donc clair que cette décision n'est aucunement en lien avec le positionnement de la FEUQ mais bien contre le Gouvernement du Québec. On reproche cependant à la FEUQ de ne pas avoir la même analyse de l'événement. C'est sur le fait de participer ou non au Sommet qu'est l'analyse principale du positionnement des enjeux. Participer équivalait à la corroboration des décisions et actions gouvernementales alors que le refus de participer signifiait le rejet de toutes manœuvres gouvernementales. De toute façon, il y avait assez de membres à la FEUQ désireux de participer au Sommet pour que cette faction soit rapidement minorisée.

Dans ce contexte où la FEUQ semble se faire retenir par des réalités structurelles et dépasser par des positions sociales différentes, nous pouvons être porté à croire que le positionnement de la FEUQ n'est donc ni plus ni moins qu'un point de convergence entre des associations étudiantes plus « corporatistes » et les autres plus « altruistes ». Tenter d'expliquer le positionnement de la FEUQ de cette façon constituerait une erreur puisque le

point de convergence n'en est pas un. Du côté des « corporatistes », comme nous l'avons déjà mentionné, le développement du discours social est vu comme un bonus laissé à l'exécutif pour le remercier de son bon rendement de défense des intérêts étudiants. On laisse la FEUQ se prononcer sur d'autres enjeux que ceux strictement étudiants parce que la FEUQ accumule les gains pour les étudiants. La journée où les gains étudiants seraient menacés, il est clair que le Conseil d'administration serait moins ouvert à ce que le Président de la FEUQ aille défendre les intérêts de d'autres catégories de jeunes.

De plus, cette même ouverture sociale n'est même pas reçue positivement par les associations étudiantes « altruistes » pour lesquelles la participation au Sommet constitue l'enjeu premier du positionnement étudiant. Fondamentalement, les « altruistes » ne reprochent pas à la FEUQ d'avoir un discours aussi ouvert, elles reprochent à la FEUQ, comme nous l'avons déjà dit, de participer au Sommet.

La position de la FEUQ du mois d'août n'est donc qu'une construction de l'exécutif de la FEUQ. Une position que personne ne semble reprendre individuellement dans les associations étudiantes de campus universitaire. Nous avons en effet une FEUQ qui possède un discours et un positionnement fondamentalement ouverts, mais qui sont beaucoup plus le reflet d'un désir de quelques personnes de l'exécutif que l'expression de la volonté des membres.

## Concertation Jeunesse

Aux prises avec des associations étudiantes membres qui demandent à la FEUQ de parler d'éducation et de défendre les intérêts des étudiants, la FEUQ voit en Concertation Jeunesse la façon de faire vivre un discours « jeunesse » et citoyen tout en conservant ses positions en éducation. Donc, dans cette concertation, la FEUQ parlera d'éducation et tentera de développer un discours « jeunesse » et citoyen commun avec les autres membres de cette concertation.

Même si la première lettre ouverte semble donner le ton à ce grand désir d'avoir une vision commune basée sur une raison commune, les écrits, discours et prises de position qui suivront ne feront que nous rappeler que cette

concertation n'est en fait qu'un amalgame hétérogène. Deux événements organisés par Concertation Jeunesse démontreront à quel point il y en a pour tout les goûts au sein de ce regroupement.

Le premier est un événement que Concertation Jeunesse a organisé près d'un mois avant la tenue du Sommet. Le 30 janvier, ce tenait un événement intitulé " Agora jeunesse ". Le but de cet événement était de rassembler les forces sociales du Québec pour avoir une stratégie concertée qui dépassait les groupes jeunesse et allait regrouper les forces progressistes du Québec.

Cette grande rencontre tenue au Cégep Édouard-Montpetit à Longueuil devait tenter de faire l'arrimage entre les positions traditionnelles des différents groupes jeunesse et de réaliser une cohésion entre le « discours jeunesse » tenu par certains et le discours progressiste tenu par d'autres. Lors de cette rencontre, la gauche traditionnelle, les centrales syndicales et les groupes communautaires, sont venus s'assurer que le discours de la coalition jeunesse allait en être une qui respectait aussi les positions traditionnelles de la gauche québécoise. Il n'était pas question que les jeunes prennent des positions sur le remboursement de la dette, une baisse d'impôt ou qu'on remette en question les acquis sociaux des générations précédentes, même si ces acquis, comme la sécurité d'emploi et les principes d'ancienneté constituent pour certains des barrières pour les jeunes à la participation au développement de la société québécoise.

De cette rencontre est sortie une forme de position commune autour de quelques grands principes vertueux et une liste de revendications où tous et chacun se retrouvaient. Le Sommet n'allait plus être celui de toute la jeunesse mais bien celui de la jeunesse démunie. Certains diront même qu'on tentait de faire du Sommet de la jeunesse, un genre de Sommet de la pauvreté et de l'exclusion. Les termes comme « pauvreté », « exclusion » et « précarité » avaient remplacé les termes comme « ouverture sur le monde », « entrepreneurship » et « société du savoir ».

Par la suite, une grande manifestation organisée par Concertation Jeunesse avait lieu pour lancer sur la place publique les revendications « jeunesse » décidées à l'Agora Jeunesse deux semaines plus tôt. Cette manifestation, qui



se déroulait donc une semaine avant le Sommet, soit le 16 février 2000, aurait dû être plus importante et établir la vision du Québec que se faisait la jeunesse québécoise. Il n'en fût rien. La liste de revendications demeura aussi longue et les grands principes aussi vertueux. De plus seulement quelques centaines de personnes prirent part à cette grande marche, des jeunes et des moins jeunes.

## L'AEQ de janvier 2000

Une position altruiste qui semble être le souhait de l'exécutif et Concertation Jeunesse qui n'est qu'une liste de revendications jeunesse : nous avons un peu le contexte à l'intérieur duquel l'AEQ conjoint de la FECQ et de la FEUQ, le 23 janvier 2000, se réunit en assemblée extraordinaire pour discuter du Sommet et de la participation des fédérations étudiantes.

En janvier, les associations étudiantes commençaient à comprendre un peu plus que le Sommet c'était quelque chose de réel. Il fallait donc avoir des propositions réelles. Les associations étudiantes se sont aussi aperçues que le discours de la FEUQ, approuvé quelques mois auparavant, ne faisait pas leur affaire. C'est cet état de panique qui existait avant l'AEQ de janvier.

La panique est grande dans les associations étudiantes car on commence déjà à préparer l'après Sommet. Après le Sommet, on veut que la FEUQ demeure forte mais concrètement il y a déjà un référendum de désaffiliation d'annoncé à l'AGEsshalcUQAM et l'on se doute qu'il y en aura un deuxième à l'ADEESE-UQAM. Déjà, Gestion-UQAM est désaffiliée et n'est donc plus membre de la FEUQ. Les tensions sont grandes entre les associations étudiantes, entre celles qui veulent une FEUQ sociale et celles qui veulent une FEUQ étudiante. On comprend bien à l'exécutif que la performance de la FEUQ au Sommet sera le test ultime qui bouleversera l'avenir de la fédération. Il faut donc, avant le Sommet, faire des compromis pour s'assurer que la FEUQ sera forte après le Sommet et ce, peu importe les résultats.

Donc, un mois avant le Sommet, la FEUQ tient une AEQ extraordinaire sur le Sommet. Lors de cette réunion, les débats semblent se tenir comme si la FEUQ n'avait jamais pris de position formelle face au Sommet du Québec et de la

jeunesse. Tout est remis en question par l'AEQ, qui, voyant le Sommet arriver, semble effectuer un repli défensif. On oublie alors la position altruiste votée quelques mois plus tôt et l'on veut recentrer la FEUQ sur ses positions étudiantes.

Cette assemblée donne à la FEUQ le mandat suivant « Que la FEUQ accepte l'invitation qui lui est faite de participer au Sommet du Québec et de la jeunesse dans le but de défendre les priorités suivantes : Un engagement envers l'enseignement supérieur s'exprimant dans un réinvestissement ; La lutte au décrochage (...) ; L'insertion des diplômés universitaires... »<sup>42</sup> Il est donc clair qu'on veut resituer la FEUQ sur ses positions éducatives. On pousse même le recentrage du discours pour parler de réinvestissement en enseignement supérieur. On ne parle plus de la jeunesse, on ne parle plus de l'éducation, on parle d'enseignement supérieur. On veut s'assurer que la FEUQ va au Sommet défendre ses positions étudiantes.

La FEUQ n'avait pourtant jamais quitté ses positions étudiantes, mais avait partagé sa présence médiatique avec d'autres groupes jeunesse. Elle avait aussi endossé l'importance de parler de précarité, d'exclusion et de pauvreté lors du Sommet. Préoccupées par cette façon de faire, les associations membres se questionnaient ouvertement pour savoir qui parlerait au nom des étudiants, si l'exécutif de la FEUQ ne le faisait plus de façon aussi intensive. D'ailleurs, paniquée, la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) envoie à tous les médias du Québec un communiqué de presse ayant pour titre « Qui parlera de réinvestissement dans le réseau universitaire au Sommet du Québec et de la jeunesse ? »<sup>43</sup> Dans ce communiqué de presse, la FAECUM affirme que « sans diminuer l'importance de questions telles l'insertion en emploi et la pauvreté chez les jeunes, il est grand temps qu'une plus grande attention soit portée sur l'urgence d'un réinvestissement... »

---

<sup>42</sup> FECQ, FEUQ, Procès-verbal de l'Assemblée étudiante du Québec extraordinaire, Montréal, 23 janvier 2000, page 6.

<sup>43</sup> FAECUM, Qui parlera de réinvestissement dans le réseau universitaire au Sommet du Québec et de la jeunesse ?, Communiqué de presse, Montréal, 10 février 2000.

La stratégie d'extérioriser le discours social en le refilant à Concertation Jeunesse ne fonctionne plus. Pire encore, les associations étudiantes en faveur d'un discours éducatif ont l'impression que la FEUQ garde son discours social et ont peur que Concertation Jeunesse devienne un acteur encore plus important que la FEUQ pendant le Sommet. De leur côté, les associations étudiantes en faveur d'un discours plus social sont contre la sous-traitance de ce discours. Pour elles, ce discours doit être tenu par la FEUQ.

Tout se règle quand les associations étudiantes laissent tomber ceux qui prônaient un discours social plus large pour resituer la FEUQ un peu plus sur ses positions éducatives. De toute façon, ceux qui comme l'AGEsshalcUQAM étaient pour une FEUQ sociale ont déjà annoncé qu'ils ne participeraient pas au Sommet et qu'ils feraient un référendum pour revoir leur affiliation à la FEUQ.

Il n'y avait donc plus de compromis possible à faire avec les associations étudiantes qui avaient déjà décidé de la suite des choses après le Sommet. Ceci eut aussi pour effet de laisser la place aux associations étudiantes prônant un discours éducatif. Ces dernières prirent bien soin de recentrer la FEUQ sur ses positions éducatives.

Le CA de la FEUQ donne donc le mandat, après un long débat, d'aller chercher un réinvestissement en éducation mais aussi, d'aller chercher des gains pour les plus démunis. Un long débat où se manifestaient trois grandes tendances. Un tiers des associations étudiantes était en faveur d'un discours « jeunesse ». Un autre tiers des associations étudiantes était en faveur d'un discours éducatif et le dernier tiers flottait entre les deux, plutôt du côté du discours éducatif.

À la fin du débat, la FEUQ avait le mandat d'aller au Sommet pour revendiquer plus que des mesures pour les étudiants, mais elle devait tout de même aller chercher des gains en éducation d'abord. Plus spécifiquement, la FEUQ devait aller chercher un réinvestissement en éducation, des mesures pour lutter contre le décrochage scolaire et la pauvreté des jeunes ainsi que pour l'insertion des jeunes en emploi et la réinsertion des jeunes décrocheurs. Il y avait donc deux séries de gains, mais il y avait tout de même deux niveaux de priorités, l'éducation et la jeunesse, dans l'ordre.

Celui qui a représenté la FEUQ lors du Sommet, le président de l'époque, Daniel Baril, comprend bien les nuances des associations étudiantes. Il dit lui-même :

*Les membres de la FEUQ ont été habitués à avoir ce qu'ils demandaient. Ils voulaient donc que la FEUQ profite du Sommet pour avoir un réinvestissement en éducation. C'était important et urgent. Il n'y avait pas cette même urgence pour les revendications « jeunesse ». Les gains pour les jeunes démunis étaient considérés comme nécessaires mais pas urgents par les membres de la FEUQ. On ne voulait pas que la FEUQ perde trop d'énergie dans cette lutte. Les associations étudiantes voulaient mettre le poids de la fédération pour les enjeux « jeunesse » en appuyant Concertation Jeunesse mais sans plus.<sup>44</sup>*

Donc, la FEUQ avait comme premier message le réinvestissement en éducation. Ce message devait passer au Sommet. Que ce soit comme acteur jeunesse ou étudiant, la FEUQ devait passer son message de réinvestissement. De toutes façons, pour plusieurs membres, réinvestir en éducation, c'est un bon moyen de régler les problèmes de pauvreté.

Nous sommes donc un mois avant le Sommet et la FEUQ se fait dire par ses membres d'aller défendre d'abord les intérêts de ceux qui paient les cotisations étudiantes.

---

<sup>44</sup>Entrevue faite avec Daniel Baril, président de la FEUQ 1999-2000, le 24 mai 2000.

# **Chapitre V**

## **Le Sommet**

## Un contexte peu favorable

Comme nous venons de le voir, avant même que le Sommet ne soit officiellement ouvert, la FEUQ se trouve dans un contexte assez particulier. Elle est membre d'une coalition qui n'a pas réellement de discours commun autre qu'une longue liste de revendications « jeunesse ». Elle est aussi divisée à l'interne entre des associations étudiantes lui demandant de parler d'éducation, d'autres lui demandant de ne pas oublier les jeunes démunis et deux associations étudiantes membres qui participent au « contre-sommet ». De plus, elle doit contrer le désir de certains de faire du Sommet de la jeunesse un sommet sur la dette et sur la diminution d'impôt plutôt que sur d'autres enjeux (exclusion, précarité et pauvreté) touchant les jeunes Québécois.

Nous devons ajouter finalement que la mobilisation des jeunes avant le Sommet n'a jamais réellement eu lieu. Les jeunes ne sont pas sortis assez nombreux dans la rue pour sensibiliser la population en général ou pour mettre de la pression sur les décideurs. Ce scepticisme généralisé de la part de la jeunesse en général et de la part même de ses porte-parole présents au Sommet a eu pour effet de ne pas créer de vague de fond en sa faveur. Laissés à eux-mêmes, les groupes jeunesse ont dû s'organiser sans la force du nombre.

Si la jeunesse avait une responsabilité avant le Sommet pour en sortir gagnante, c'était celle de se mobiliser pour ainsi se donner une plus grande force de négociation. En ne le faisant pas, les groupes jeunesse participant au Sommet étaient dans une position très difficile. Ceci fera dire à Nikolas Ducharme ex-président de la FEUQ et Christian Robitaille, actuel président de la FEUQ, que les groupes jeunesse comme la FEUQ ont participé au Sommet comme des unités autonomes plutôt que comme des porte-parole d'une génération.

La FEUQ se trouve donc dans une position défensive et précaire où aucune idée ne fait consensus chez les groupes jeunesse, où aucun mouvement ne semble créer de momentum pour que ce Sommet soit une réussite pour les jeunes et où aucune structure ne semble assez forte pour lui permettre d'aller faire d'énormes gains. De toute façon, qu'ils soient « jeunesse » ou éducatifs, les

gains ne sont pas ce qui préoccupe la FEUQ juste avant que le Sommet ne commence. La survie de la FEUQ après le Sommet, la cohésion des groupes jeunesse et un Sommet réellement tourné sur les problématiques « jeunesse » prennent déjà beaucoup de place dans la tête de ceux qui y participeront.

## Les jeunes s'approprient le Sommet

Le Sommet du Québec et de la jeunesse se tenait en trois temps, il y avait d'abord une grande plénière avec des jeunes de partout au Québec pour faire de large constat sur la réalité de la jeunesse québécoise. Ensuite, les représentants de groupes jeunesse se réunissaient avec les principaux décideurs de la société (gouvernement, patrons, syndicats, communautaire) pour exposer les actions à prendre pour régler les problèmes reliés à la jeunesse. Finalement, on terminait le Sommet par une période intensive de discussions pour aboutir à un consensus de tous les participants sur des orientations et actions communes. Tout devait bien se dérouler. Ce ne fut cependant pas le cas.

Le Sommet du Québec et de la jeunesse qui avait lieu les 22, 23 et 24 février de l'an 2000 s'ouvre officiellement dans le chaos le plus total. Pendant qu'à l'extérieur les 1000 jeunes du Contre Sommet volent la vedette, à l'intérieur, les jeunes qui étaient parmi les 700 invités réunis pour ouvrir le Sommet font valoir de façon fracassante que sa forme ne leur va pas. Les jeunes disent clairement aux organisateurs que le Sommet est leur Sommet et que sa forme doit être revue et corrigée : ils en prennent alors le contrôle.

Cependant ces jeunes qui à l'intérieur ont contesté la forme du Sommet n'étaient pas les jeunes issus de groupes nationaux. Ces jeunes qui cassaient le système n'étaient pas les porte-parole de la FEUQ qui allaient prendre part aux discussions formelles entre les divers acteurs de la société. C'était un regroupement de jeunes des différentes régions du Québec. Le travail des représentants nationaux comme la FEUQ ne commença réellement que le lendemain matin.

Le premier jour, jour de l'ouverture, était donc beaucoup plus une journée de bilan et de positionnement sur les problématiques « jeunesse » et sur les perspectives à long terme en considérant la démographie et la mondialisation. Cette stratégie, les jeunes du Québec ne l'ont pas appréciée. Ils ont plutôt pris le contrôle de la forme du Sommet et non du fond, du contenant et non du contenu.

Il y avait aussi tous ceux qui étaient dehors qui ont volé la vedette et pratiquement monopolisé l'espace médiatique. Ce Contre Sommet composé en grande partie de jeunes du milieu communautaire et étudiant contestait la tenue même du Sommet et ceux qui y participaient.

Donc, dans le cas qui nous intéresse, nous avons à l'extérieur du Sommet, des étudiants de deux associations membres de la FEUQ qui contestaient un Sommet à l'intérieur duquel cette même fédération participait activement. Cette réalité qui n'est pas si étrange dans un contexte fédératif où les associations étudiantes possèdent une autonomie, voire même une souveraineté, peut même avoir de bons côtés. En effet, la mobilisation absente de la FEUQ et de la jeunesse au grand complet avant le Sommet pour donner une force aux jeunes aurait pu renaître et devenir cette mobilisation externe. Si ceux qui étaient à l'extérieur avaient donné leur appui à ceux qui étaient à l'intérieur, ces derniers auraient pu avoir une arme de plus dans ce combat qui se préparait. Ce ne fut pas le cas. On préférait dénoncer la présence de la FEUQ et des groupes jeunes qui participaient au Sommet plutôt que de les appuyer dans leurs revendications. On les aurait appuyés seulement s'ils avaient dénoncé la tenue du Sommet ou s'ils avaient claqué la porte.

De toute façon, les jeunes du Contre Sommet ont et donnent l'impression dès le début qu'ils sont le vrai Sommet de la vraie jeunesse et que les autres participent au Sommet du gouvernement. Cette impression tombe rapidement quand il devient évident qu'au-delà de la contestation du Sommet et de la dénonciation de ceux qui y participent, ce Contre Sommet ne propose rien de constructif et de concret.

Lorsque, pendant une émission de télévision, un jeune porte-parole des jeunes de la rue dit qu'il ne savait pas la teneur des revendications des jeunes et que



ceux qui manifestaient n'avaient pas encore d'opinion sur ce sujet, on comprend alors que ce n'est pas sérieux. Donc, dehors on savait contre quoi l'on manifestait, mais on ne savait pas encore pour quoi on manifestait. Quand la contestation ne s'accompagne pas d'une alternative, la contestation se marginalise rapidement. C'est d'ailleurs ce qui est arrivé.

Cependant, la prise de contrôle de la forme du Sommet à l'intérieur et l'attention médiatique apportée aux jeunes de l'extérieur ont eu pour effet de fouetter les organisateurs et politiciens participant au Sommet. Ces gens n'aiment visiblement pas perdre le contrôle. Comme la deuxième journée en était une de contenu, il n'était pas question que les jeunes se fassent rois et maîtres du Sommet. S'ils en ont eu le sentiment, il n'a duré qu'une journée puisque le lendemain les choses se rétablissaient et les participants reprenaient le cours normal de l'agenda et des débats.

## Les groupes jeunes déstabilisés

Donc, après avoir passé une nuit à organiser le reste du déroulement du Sommet, le gouvernement attendait les participants de pied ferme pour commencer la ronde de discussions sur les mesures concrètes à adopter dans le cadre du Sommet. À l'extérieur, on passe de 1000 à 150 manifestants du « contre-sommet ». À l'intérieur, on passe de 700 invités à 90 invités autour d'une grande table où tout le monde avait un droit de parole : seulement deux minutes par personne, pas plus.

De ces invités, les jeunes étaient minoritaires. En fait, ils ne représentaient que 40% des 90 invités. De ceux qui n'étaient pas jeunes, il y avait notamment : les trois présidents des grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CEQ), celui de l'Union des producteurs agricoles (UPA), la présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le président du conseil du patronat du Québec (CPQ) et celui de l'association des manufacturiers et exportateurs du Québec (AMEQ). Il y avait du côté politique : le Premier ministre du Québec, le ministre d'État à l'Éducation et à la Jeunesse et le Chef de l'opposition officielle. Pour les jeunes, ce sont notamment : les fédérations étudiantes (FECQ et FEUQ), le Regroupement des Carrefours jeunesse-emploi, Concertation Jeunesse et

Force Jeunesse qui avaient le mandat de défendre les intérêts des leurs. Une défense difficile dans un contexte où peu de groupes « jeunesse » étaient invités et où plusieurs jeunes en étaient à leur première expérience de grande rencontre comme le Sommet.

Donc, avec une nouvelle structure plus restrictive, les jeunes comprenaient bien que le gouvernement reprenait le contrôle de son événement. On ne parlait plus de mondialisation ou la démographie. On ne parlait pas non plus de grands énoncés de principes s'appuyant sur de grandes valeurs communes. On entamait les discussions sur des mesures concrètes à adopter pour venir en aide aux jeunes du Québec.

La première réelle déstabilisation des groupes jeunesse vient de la possibilité de transformer le Fonds de lutte à la pauvreté en un fonds entièrement dédié à la jeunesse. Les groupes jeunesse présents au Sommet vont devoir faire un choix entre leur génération et les gens démunis. Pour les organismes communautaires adultes, la question ne se pose pas, il n'est tout simplement pas question de transformer le Fonds de lutte à la pauvreté aux profits des jeunes. Ce n'est pas les jeunes qui demandent de l'aide mais bien les pauvres. En ce sens, il n'est pas question de faire des regroupements sur d'autres bases. Les groupes jeunesse voient donc rapidement les acteurs sociaux avec lesquels ils ont préparé leur coalition prendre position contre une mesure destinée aux jeunes.

La pression du milieu des affaires pour ne plus payer une taxe spéciale pour enrichir les groupes communautaires est réelle : le gouvernement croyait donc pouvoir modifier le Fonds de lutte pour poursuivre le prélèvement de la taxe spéciale chez les employeurs mais l'utiliser pour autre chose. On ne s'attendait pas à une réaction aussi défensive de la part des forces progressistes du Québec. Pour eux, le Sommet de la jeunesse ne devait rien coûter, rien bouleverser et ne pas parler de la dette. La menace constante de claquer la porte du Sommet si un effort leur était demandé était belle et bien claire.

Donc, ceux avec qui les groupes jeunesse s'étaient alliés avant le Sommet, notamment par le biais de l'Agora jeunesse, se pointaient au Sommet de façon défensive et revendicatrice. Cette déstabilisation entre les plus progressistes et

les plus jeunes n'aida en rien la concertation des jeunes. En bout de ligne, on décida de maintenir le Fonds de lutte et d'instaurer un Fonds jeunesse, mais pendant un temps la jeunesse se retrouvait directement en opposition aux démunis.

La deuxième déstabilisation des groupes jeunes vint du fait que le gouvernement ne voulait pas non plus se lancer dans une longue liste de programmes et de saupoudrages à gauche et à droite. Deux ou trois grandes mesures concrètes étaient l'objectif que le gouvernement faisait circuler officieusement dans les coulisses du Sommet. À ce moment, les groupes jeunesse ont réalisé que ce dernier voulait sortir du Sommet avec seulement quelques mesures très concrètes et rien d'autre. Cette orientation les a quelque peu déstabilisés, eux qui avaient entre leur main une longue liste de revendications où tous et chacun pouvaient se retrouver. Comme Concertation Jeunesse était construite sur une grande liste de mesures et de vœux pieux, se faire demander de sortir du Sommet avec seulement deux ou trois mesures concrètes bouleversait les plans des groupes jeunesse.

La FEUQ et Concertation Jeunesse, en rencontre d'urgence, comprennent très bien que toutes les demandes sont trop grosses et nombreuses et que le gouvernement ne pourra pas livrer toute la marchandise. C'est alors que les groupes jeunesse décident d'emprunter la stratégie du gouvernement basée sur 2-3 mesures. Dans cette rencontre d'urgence, on parle d'éducation, mais on parle aussi de pauvreté. Tous les groupes jeunesse veulent une mesure qui sera en lien avec leur clientèle. Nous sommes à l'heure de chacun pour soi et non à l'heure de la concertation.

Dans les faits, les groupes jeunesse voient tous la nécessité de la concertation, mais ils aimeraient tous que cette concertation s'exprime au nom de leur objectif spécifique. Nous ne sommes plus dans une logique où chacun donne sa force respective au regroupement mais bien à l'heure où chacune des parties cherche à avoir le poids du regroupement derrière ses revendications propres.

Ce qui est le plus étrange, c'est qu'on semble préférer tomber dans le jeu du gouvernement plutôt que de claquer la porte collectivement. On laisse tomber rapidement la jeunesse au sens large pour parler chacun de son côté de sa

petite jeunesse. Il n'y a plus de génération présente sur le plancher du Sommet, il n'y a que des groupes jeunesse.

À ce moment précis, la FEUQ ne peut donc qu'espérer que les sorties médias effectuées avant le Sommet avec les autres groupes jeunesse pour insister sur les problématiques reliées à l'ensemble de la jeunesse puissent avoir un écho pour les suites du Sommet. La FEUQ ne peut que souhaiter que Concertation, dont elle fut l'instigatrice pour donner une place au Sommet aux revendications des jeunes démunis, saura le faire avec brio puisque, pour le reste du Sommet, elle décide de se centrer sur son discours éducatif basé sur le réinvestissement en éducation.

Le président de l'époque, Daniel Baril, se dit satisfait du travail pré-Sommet effectué par la FEUQ. Pour lui, en parlant de précarité et d'exclusion au Sommet plutôt que de dette et de baisse d'impôt on prouvait que la FEUQ avait fait son travail altruiste. Il fallait donc pour la FEUQ revenir et aller chercher des gains en éducation. D'ailleurs la FEUQ possède un mandat clair de demander un réinvestissement en éducation.

En d'autres mots, la FEUQ laissera Concertation Jeunesse défendre les intérêts des jeunes démunies. Elle appuiera toujours fortement les revendications de Concertation Jeunesse, mais elle mobilisera ses efforts pour faire avancer ses revendications propres. Donc, si la FEUQ se contente d'être un acteur en éducation, ce n'est pas seulement à cause de ses membres car les autres groupes jeunes aussi veulent que la FEUQ ne parle que d'éducation. Nous sommes à un moment du Sommet où chaque groupe jeune semble vouloir parler pour soi. Avoir l'appui des autres, mais demeurer le porte-parole officiel de sa petite position, de sa petite revendication.

Même si certains voulaient que la FEUQ ait plus de leadership au sein de Concertation Jeunesse et qu'elle devienne une sorte de porte-parole de sa génération, il est clair que ce n'est pas ce qui s'est passé. Au moment où la FEUQ et d'autres groupes jeunes réalisent qu'un beau et noble « discours jeunesse » ne fera aucun gain dans le cadre du Sommet, ils acceptent cet état de fait et décident alors de revendiquer deux ou trois mesures concrètes. Nous avons donc deux acteurs jeunesse sur le plancher du Sommet; un qui parle

d'éducation, la FEUQ et l'autre qui parle de pauvreté, Concertation Jeunesse. Ces deux acteurs ne sont pas en guerre l'un contre l'autre, mais ils sont les représentants de deux priorités jeunesse qui émanent du Sommet, l'éducation et la pauvreté. Le reste du Sommet ne sera qu'un travail et consensus entre ces deux groupes, le gouvernement et les autres participants du Sommet.

Dans ce contexte, le réinvestissement en éducation devient rapidement une des mesures prioritaires. Aussi curieux que cela puisse paraître, la FEUQ n'est pas seule à revendiquer ce réinvestissement. Certains prétendent même que ce n'est pas la FEUQ qui la première suggère qu'une des trois mesures soit le réinvestissement en éducation. Il est clair que la FEUQ avait petit à petit décidé de faire ses revendications traditionnelles, mais les autres groupes jeunesse ont aussi décidé que la jeunesse c'était d'abord l'éducation et qu'il fallait qu'une des trois grandes mesures soit en éducation.

C'est d'ailleurs à ce moment que la revendication d'un réinvestissement d'un milliard en éducation a fait son apparition. La FEUQ pouvait finalement revendiquer ouvertement le réinvestissement puisque cette même revendication en était devenue une qui commençait à faire consensus chez les groupes jeunes. Il ne fallait cependant pas laisser tomber les autres groupes jeunesse pour ne parler que d'éducation, il fallait des mesures pour les jeunes démunis. Cependant, concrètement, l'éducation allait devenir l'objectif central des groupes jeunesse et ce, avant les revendications touchant les jeunes démunis.

## Le Sommet du milliard

Même si le milliard constitue la mesure prônée par la FEUQ, cette dernière doit tout de même la défendre face à un gouvernement qui ne veut pas décider d'avance de son budget. En effet, même si l'individualisme a envahi les groupes jeunes et que le chacun pour soi est devenu la règle de conduite, il est clair qu'aucun gain n'est encore fait. Ce n'est pas parce que les groupes jeunes acceptent de jouer le jeu du gouvernement et de ne revendiquer que deux ou trois mesures pour la jeunesse que la partie est automatiquement gagnée. Encore faut-il que les mesures retenues par les jeunes, notamment le milliard en éducation, soient acceptées par le gouvernement.

C'est à ce moment qu'un long huis clos commence. C'est le soir du deuxième jour où l'impasse se fait sentir au Sommet. Le milliard demandé par les groupes jeunesse ne semble pas tomber de soi. À un moment donné, la FEUQ croit qu'elle ne réussira pas à gagner son pari du milliard et qu'elle doit davantage miser sur les mesures pour les plus démunis. Encore une fois, la FEUQ ne décide pas de claquer la porte du Sommet. Après s'être fait imposer deux ou trois mesures plutôt que les mesures revendiquées par l'ensemble des groupes jeunesse et après s'être fait refuser un réinvestissement en éducation, la FEUQ décide tout de même de travailler à l'intérieur du Sommet. Elle possède tout de même un mandat lui demandant d'aller chercher aussi des gains pour les plus démunis. L'exécutif de la FEUQ possède ce mandat mais si la FEUQ n'avait pas fait de gain concret en éducation lors du Sommet, les membres de la FEUQ n'auraient certainement pas apprécié qu'elle demeure au Sommet.

Ce ne fut pas le cas, le milliard fût finalement débloqué, sans qu'on ne sache d'ailleurs trop pourquoi, ainsi que quelques mesures pour les jeunes démunis. Après deux séries de concessions, la FEUQ pouvait finalement quitter le Sommet avec un gain pour ses membres.

## Bilan à la sortie

À la sortie du Sommet, les analyses instantanées se multiplient chez les membres de la FEUQ. Pour certains, trois jours de Sommet pour un milliard en éducation c'est bien peu. Trois jours de Sommet et on ne sait toujours pas à quoi ressemblera la jeunesse de 2005 et ce qu'il faut faire aujourd'hui pour qu'elle soit en meilleure condition demain. Trois jours de Sommet et aucune réflexion de fond sur les enjeux à long terme de la jeunesse. Pour ces personnes, lorsqu'on veut annoncer un milliard en éducation, on ne fait pas un Sommet, on fait une conférence de presse.

Dans le camp des déçus on retrouve l'UQAM qui poursuivra sa grève d'appui au Contre Sommet après que le Sommet soit terminé. On n'accepte pas le consensus « jeunesse » signé au Sommet. Les organismes qui n'ont jamais voulu participer au Sommet, dénoncent eux aussi les annonces faites au

Sommet. On regrette après coup que l'exercice auquel on ne voulait pas participer n'ait pas donné de résultat. On trouve donc, après coup, une autre justification à l'absence de son groupe jeunesse. Les mesures pour les pauvres ne sont pas assez généreuses, les mesures en éducation non plus et le Sommet ne donne aucune solution « jeunesse » à long terme. Rien n'est bon, tout est mauvais, nous avons raison, ils ont tort. On tombe beaucoup plus dans la rhétorique que dans l'originalité.

Dans le camp des ambivalents, on retrouve la plupart des membres de la FEUQ. Pour eux, cette dernière n'a rien gagné, elle n'a juste pas perdu la face. Pour les ambivalents, la preuve est que même Daniel Baril dans son point de presse après Sommet dit " Écoutez, on a quand même eu un milliard en éducation ". Par cette phrase, on analyse que Daniel Baril se disait satisfait de peu, tentait de garder la face mais admettait que la FEUQ n'avait pas gagné grand chose. Partir de si haut pour tomber si bas et sortir du sommet avec presque aucune mesure, c'est donc pour plusieurs la démonstration des limites de la FEUQ comme acteur social. Pour ces mêmes personnes, il faut admettre que la FEUQ n'a pas été à la hauteur de ses aspirations.

Finalement, pour les autres, qui voient la FEUQ comme une organisation étudiante, il n'y a pas eu d'échec. Un milliard de réinvestissement en éducation prouve que la FEUQ est forte et qu'elle est allée chercher l'argent. Cette dernière allait d'ailleurs au Sommet pour aller chercher un réinvestissement en éducation. Le gel et l'aide financière avaient été réglés en campagne électorale. Il ne restait que le réinvestissement à aller chercher. Elle est allée le chercher. Au Sommet, de façon très individuelle, la FEUQ a fait des gains considérables. Elle n'a pas changé le monde, mais elle est allée chercher des gains concrets pour ses membres. La population étudiante ne lui en demande pas plus.

# **Chapitre VI**

## **Après le Sommet**



## Des déceptions

Si au sortir du Sommet certains parlent de victoire politique et institutionnelle pour la FEUQ alors que d'autres parlent de défaite sociale, tous commencent à vivre petit à petit une série de déceptions qui feront des analyses les plus optimistes des analyses désuètes.

En effet, apprendre à la sortie du Sommet que le gouvernement avait déjà la mesure du milliard en éducation dans sa manche et que les jeunes n'ont fait que revendiquer ce que le gouvernement voulait déjà leur donner fût certainement une déception pour les groupes jeunesse qui se sont battus âprement pour avoir cette mesure.

Apprendre aussi après le Sommet que le gouvernement du Québec laissait dormir près d'un milliard de dollars dans une banque torontoise n'a pas fait plus plaisir aux leaders étudiants. Même si cet argent devait servir pour les soins de santé, il est toujours difficile d'apprendre, après avoir mené une lutte pour obtenir des fonds publics de l'État, que ce dernier possède des provisions dans une banque à Toronto.

Ce n'était cependant que le début d'une longue liste de déceptions pour la FEUQ. En effet, le budget du ministre des finances dévoilant des surplus budgétaires gouvernementaux beaucoup plus considérables que ce qui se disait au Sommet constitue une autre déception. En négociant pour arracher un milliard sur trois ans à un gouvernement qui ne voulait pas faire le budget avant le budget, la FEUQ menait cette lutte sur la base des surplus budgétaires anticipés du gouvernement. On ne savait cependant pas que les surplus allaient être aussi importants. On comprenait alors mal pourquoi le gouvernement avait été si hésitant lors du Sommet à allouer un milliard sur trois ans.

Une autre déception fût l'apparition d'indicateurs de performance de la part du ministre de l'éducation attachant ainsi l'argent promis à une réforme administrative des universités. La FEUQ n'avait pas revendiqué un milliard en éducation pour que cette somme puisse être utilisée par le ministre de

l'éducation comme monnaie d'échange lors de ses négociations avec les universités.

Le gain de la FEUQ commence donc à avoir un goût amer et, avec du recul, la perception du Sommet commence à changer et tous commencent à s'entendre pour dire que la FEUQ a sauvé la face. On ne parle plus de gain mais bien de « non-défaite ». Cette expression semble plus juste pour expliquer la performance de la FEUQ. C'est un match nul. Pas de gain à la hauteur des espérances de la FEUQ mais pas de défaite non plus. C'est Christian Robitaille qui exprimera le mieux ce que plusieurs leaders étudiants disent tout bas en affirmant :

*Il faudrait plutôt dire que la FEUQ n'est pas sortie perdante du Sommet. Deux référendums de désaffiliations parce qu'elle s'est dite satisfaite des conclusions du Sommet, c'est un bon message pour l'avenir.<sup>45</sup>*

L'ensemble des membres de la FEUQ et son exécutif commencent à avoir, à quelques nuances près, le même discours sur le Sommet. Ce qui ressort comme auto-analyse c'est que la FEUQ a développé de septembre 1999 à janvier 2000, un discours social très large. Elle est entrée au Sommet avec une vision qui dépassait la simple condition étudiante et sortie du Sommet avec un gain pour ses membres. Un pas en avant qui commence à en être de moins en moins un mais qui constitue tout de même une avance plutôt qu'un recul : un progrès institutionnel mais certainement pas une victoire pour le mouvement jeunesse que la FEUQ a tenté de mettre sur pied. En d'autres mots, tous s'entendent pour dire que la FEUQ a réussi comme acteur en éducation mais échoué comme acteur jeunesse.

On s'entend pour affirmer que, mis à part le faux gain du milliard, institutionnellement, la FEUQ est devenue grâce au Sommet, l'intervenante jeunesse numéro un au Québec. De plus, la FEUQ a fait des victoires politiques. La FEUQ, lors du Sommet, a été au centre de toutes les discussions, et de toutes les décisions. Elle a assumé ce rôle et a été un interlocuteur sur tous les dossiers. La FEUQ a de plus fait des pas en avant pour ses membres qui sont

---

<sup>45</sup> Entrevue faite avec Christian Robitaille, Président de la FEUQ 2000, le 30 mai 2000.

importants. Elle demeure un acteur important en éducation. De l'ensemble des groupes jeunesse, la FEUQ sort comme la grande gagnante du Sommet. Dans la tête des participants, il n'y a pas de doute que la FEUQ au sortir du Sommet ait encore le poids politique qu'elle avait en entrant. Médiatiquement, la FEUQ est de plus en plus considérée comme un acteur important. De plus, la FEUQ s'est rapprochée des autres groupes jeunes. Nous avons donc ici un bon nombre d'éléments nous permettant de croire que l'organisation FEUQ sort du Sommet avec une victoire en poche et une crédibilité qui demeure élevée.

Encore ici, tous s'entendent pour dire que c'est cependant comme acteur jeunesse que la FEUQ échoue. Avant le Sommet, la FEUQ est allée très loin dans l'ouverture de son discours social en y apportant une dimension jeunesse. Pour certains, elle est allée plus loin qu'elle ne pourra jamais aller. La jeunesse dans son ensemble ne sort pas gagnante du Sommet. Le grand gagnant sera le Premier ministre qui aura réussi à faire signer une déclaration commune à l'ensemble des participants (à l'exception du Parti Libéral du Québec). On oublie rapidement que la jeunesse est entrée au Sommet de façon concertée et qu'elle voulait des gains pour l'ensemble des problèmes qui touchent la jeunesse. On oublie que le Sommet ne conduira qu'à quelques mesures pour les jeunes démunis. On se rappelle cependant du milliard en éducation et de la déclaration commune. Certains vont même jusqu'à dire que ce sommet en était un de l'éducation.

La FEUQ comme acteur social et « jeunesse » n'a pas réussi à faire des gains significatifs. La FEUQ du lendemain du Sommet en est une qui commence à reconnaître qu'elle est d'abord un acteur éducatif et qu'elle possède des limites quant au développement de son discours social.

Certains croient que le Sommet est la démonstration des limites de la FEUQ. Comme Nikolas Ducharme qui affirme que :

*La FEUQ ne peut plus aller seule plus haut que là où elle est. C'est structurellement impossible. La FEUQ est à la limite du modèle fédératif. La FEUQ est financièrement limitée, qu'elle ne peut engager les meilleurs chercheurs pour élaborer encore mieux son discours éducatif. De plus, le mandat à l'exécutif de la FEUQ qui n'est que d'une durée de deux ans. On ne peut en deux ans prendre*

*le contrôle d'une fédération et bien maîtriser l'appareil. De toute façon, la FEUQ est déjà politiquement beaucoup plus importante que sa structure ne peut lui permettre. N'importe quelle manœuvre malhabile risquerait ainsi de faire crever ce gros ballon. Le Sommet, c'était très gros pour la FEUQ et que dans le contexte, elle a bien fait.<sup>46</sup>*

## À l'interne

La dure réalité de la semi-victoire ou du semi-échec affecte la FEUQ dans la perception qu'en ont ses associations membres. Elle doit s'expliquer et faire valoir sa stratégie et son discours devant des associations étudiantes qui d'un côté considèrent qu'elle a mal défendu les intérêts des étudiants et de l'autre prétendent qu'elle a laissé tomber son « discours jeunesse ».

Face à cette double critique, la FEUQ sent le besoin de renouer ses liens à l'interne. Les associations étudiantes commencent à se sentir loin de la fédération et veulent avoir de franches discussions sur ce qui s'est passé au Sommet. On fait donc savoir, du côté des plus « étudiants », que la FEUQ ne peut être compétente partout et ne peut pas avoir des opinions sur tout. C'est d'ailleurs l'opinion d'Angèle Germain qui dit que :

*L'éducation doit donc être la mission première de la fédération. Les étudiants sont aussi des citoyens mais ce discours ne doit être utilisé que lorsque la FEUQ se sent forte. Si la FEUQ se sent en position de faiblesse, elle doit, à tout le moins, se retourner vers ses membres et leur donner les services dont ils ont besoin. Le Sommet a semblé être l'affaire de l'exécutif plutôt que de toute la FEUQ. J'aurais aimé que la CADEUL soit plus impliquée car j'ai eu peur que la FEUQ ne fasse aucun gain pour les étudiants<sup>47</sup>.*

Il est donc clair que les positions de la FEUQ sur le discours social et sur la question nationale ne font pas l'unanimité. Pour certains, on ne fait que perdre beaucoup de temps à en discuter.

---

<sup>46</sup> Entrevue faite avec Nikolas Ducharme, président de la FEUQ 1997-1999, le 11 mai 2000.

<sup>47</sup> Entrevue faite avec Angèle Germain, présidente de la CADEUL 2000, le 16 juin 2000.

Du côté des plus sociaux, c'est tout le contraire. On comprend mal comment la FEUQ a pu faire du Sommet de la jeunesse le Sommet de l'éducation. On considère que la FEUQ a laissé tomber son discours et les autres groupes jeunesse pour aller chercher un gain très spécifique pour ses membres. De ce côté, on est plus radical. En effet, deux référendums de désaffiliation attendent la FEUQ à la sortie du Sommet. Si un des deux référendum, celui de l'ADEESE-UQAM (Association des étudiantes et étudiants du secteur de l'éducation de l'UQAM), est beaucoup moins important parce qu'il n'est qu'une sorte de confirmation de l'adhésion à la FEUQ, le deuxième, celui de l'AGEsshalcUQAM, est beaucoup plus sérieux.

Pour l'Association étudiante des sciences de l'éducation de l'UQAM, le référendum ne soulève pas tellement les passions. Un résultat de près de 73 % en faveur de l'affiliation à la FEUQ témoigne bien de cet état de fait. De toute façon, le référendum n'était pas fait dans le but de critiquer la FEUQ mais bien dans le but de confirmer l'adhésion à cette dernière. Ce qui fût fait.

Pour l'AGEsshalcUQAM, ce fût autre chose. Pour elle, la FEUQ n'aurait jamais dû participer au Sommet. Les résultats du Sommet pour l'ensemble de la jeunesse en sont la preuve. Selon les étudiants de l'UQAM, personne n'est gagnant d'un Sommet qui ne donne rien, encore moins une FEUQ qui avait de larges mandats, mais qui a fait de pauvres gains sectoriels. Le caractère anti-démocratique du Sommet est décrié et dénoncé par des étudiants qui ne comprennent toujours pas pourquoi leur fédération a accepté d'aller se faire prendre au piège par le gouvernement et ses amis. La lutte à l'UQAM contre la désaffiliation en sera une réelle qui se terminera par le vote de plus de 1500 étudiants. Seulement 17 étudiants de plus voteront contre la désaffiliation. L'AGEsshalcUQAM est donc encore membre de la FEUQ mais pour combien de temps ? Un référendum aussi serré n'a pas l'effet de régler la situation. Au contraire, le débat reste toujours aussi ouvert et les tensions demeurent.

Qu'elles soient en faveur d'un discours étudiant ou d'un discours social, les associations étudiantes membres de la FEUQ cachent mal leur déception face aux résultats du Sommet. Les tensions entre ces deux types d'associations étudiantes sont grandes les mois qui suivent le Sommet. L'exécutif sera sur la corde raide jusqu'à la fin de son mandat qui se terminera au mois d'avril 2000

sans qu'aucun membre de cet exécutif ne se représente pour une autre année. Personne n'ose dire ce qui serait arrivé à un membre de l'exécutif de la FEUQ lors du Sommet qui aurait tenté de se représenter. Tous s'entendent cependant pour dire qu'en ne se représentant pas, ils ont fait le bon choix.

Petit à petit, les tensions internes s'apaisent. Le désir d'avoir une FEUQ forte est bien présent et tous savent que les chicanes internes peuvent empêcher un mouvement de bien faire son travail. Les plus étudiants laisseront aux plus sociaux le droit de rêver à une FEUQ plus sociale mais rappelleront à tous que la FEUQ est d'abord étudiante. C'est à se demander si les associations étudiantes qui questionnent l'élargissement du discours social de la FEUQ n'ont pas la même réflexion que celles qui ont apporté ce même discours. En ce sens, on considérerait qu'un tel discours puisse surtout apporter à la FEUQ des « alliances stratégiques » menant à des gains en éducation pour la FEUQ et les étudiants.

En résumé, petit à petit, la FEUQ reprend là où elle a laissé, avec les mêmes divisions internes entre les plus étudiants et les plus sociaux, avec la nécessité de faire des gains pour les étudiants et avec la possibilité d'utiliser un discours social si ce dernier peut rapporter aussi aux étudiants.

## Le nouvel exécutif

Nous sommes au mois d'avril et un nouvel exécutif est élu par acclamation. Le président n'était pas un acteur actif pendant le Sommet. Il n'était ni président d'association étudiante, ni membre de l'exécutif. Il avait été membre de l'exécutif l'année avant l'année du Sommet. Cette situation est étrange puisque la FEUQ nous a habitué à des présidents expérimentés qui étaient ou bien présidents d'associations étudiantes ou bien membres de l'exécutif. Elle n'est cependant pas étrange dans un contexte où personne de l'exécutif ne se représentait pour une autre année et où les associations étudiantes s'étaient repliées sur leurs positions et n'auraient jamais voté pour qu'un président d'une autre association devienne le président de la FEUQ. L'élection d'un président qui vient d'un peu nulle part a aussi contribué à l'apaisement des tensions à la

FEUQ. Les tensions ne sont peut-être plus aussi fortes mais la commande demeure très élevée pour ce nouvel exécutif.

Pour certains, l'exécutif présent aura toutes les difficultés du monde à tenir le discours de haut niveau de la FEUQ. On prétend que ce sont des gens inexpérimentés avec beaucoup de bonne volonté mais peu à offrir pour les membres. La promesse d'un retour à l'interne vers les campus indique l'orientation prise par ce nouvel exécutif. Certains croient même que la FEUQ ne sera un joueur dominant que, dans la perception mais que dans les faits, elle sera une bien petite FEUQ.

Pour d'autres, le nouvel exécutif semble vouloir conserver le même discours mais on se questionne sur la marge de manœuvre que lui laisseront les associations étudiantes, non pas parce qu'elles veulent une FEUQ de services mais bien parce qu'elle ne veulent pas de chicane et de conflit. On est cependant confiant que tous veulent une FEUQ forte et que ce désir saura être assez fort pour que la FEUQ développe encore son discours social. On a donc confiance en l'exécutif et à la permanence du discours social.

Pour le nouvel exécutif, il est évident que la FEUQ doit conserver son discours social. Pour eux, les deux tentatives de désaffiliation étaient en lien avec une demande de discours social encore plus large et une certaine déception face aux gains de la FEUQ lors du Sommet. Pour le nouvel exécutif, il est clair que la FEUQ ne doit pas retourner dans sa coquille. D'ailleurs, Christian Robitaille en est bien conscient.

*On ne peut pas être moins social qu'au Sommet et on veut aller encore plus loin. Les membres ont bien accepté le discours social et le voient maintenant comme une des composantes de la FEUQ. Tant et aussi longtemps que la FEUQ aura des gains pour ses étudiants, elle pourra revendiquer pour sa génération. C'est comme un bonus de performance.<sup>48</sup>*

Pour le nouvel exécutif, la machine FEUQ est capable de revendiquer des choses très concrètes pour ses membres et en même temps de faire partie d'un mouvement social plus large. La FEUQ conserve donc toujours les mêmes

---

<sup>48</sup> Entrevue faite avec Christian Robitaille, Président de la FEUQ 2000, le 30 mai 2000.

tensions entre les plus corporatistes et les plus altruistes. Les altruistes devraient gagner encore et la FEUQ maintenir son discours et s'impliquer activement dans l'élaboration de la politique jeunesse et ce au sein de Concertation Jeunesse.

## À l'externe

Le désir de faire partie d'un ensemble plus large est bel et bien réel à la FEUQ. Malgré le Sommet et le « chacun pour soi » qu'il a entraîné, la FEUQ veut encore et toujours contribuer à développer un discours social plus large que simplement étudiant. La façon de faire passe encore par Concertation Jeunesse qui est la coalition jeunesse mise sur pied par la FEUQ et supportée techniquement et financièrement par elle.

Pour l'exécutif en place, si la FEUQ veut faire partie d'un mouvement social plus large, elle a cependant une crédibilité à refaire. Lors du Sommet, des groupes jeunes membres de Concertation Jeunesse ont été déçus par l'attitude de la FEUQ. Elle doit renouer avec ces groupes jeunesse. Elle aura l'opportunité de le faire dans le cadre de ses travaux sur la politique jeunesse. Elle pourra leur prouver qu'elle n'est pas individualiste et qu'elle peut aider à construire un mouvement social plus large. Sera-t-elle le leader de ce mouvement, personne ne le sait mais l'exécutif de la FEUQ a certainement le goût d'en faire partie. On est cependant réaliste.

*On a une crédibilité à refaire. Lors du Sommet, des groupes jeunes membres de Concertation jeunesse ont été déçus par l'attitude de la FEUQ. On doit renouer avec ces groupes jeunesse dans le cadre de nos travaux sur la politique jeunesse et leur prouver qu'on n'est pas des « corpo » et qu'on peut aider à construire un mouvement social plus large.<sup>49</sup>*

Pour d'autres, le Sommet a tué Concertation Jeunesse. Plus personne ne croît en Concertation Jeunesse comme porte-parole jeunesse. L'idée qui avait été à la base de la création d'une coalition jeunesse en vue du Sommet n'existe plus. Cette idée en était une où les groupes « jeunesse », plutôt que de se défendre

---

<sup>49</sup> Entrevue faite avec Christian Robitaille, Président de la FEUQ 2000, le 30 mai 2000.



de façon individuelle, acceptaient de mettre leurs discours respectifs de côté pour des revendications qui touchaient l'ensemble de la jeunesse.

Cette coalition continuera d'exister dans les faits mais elle ne se mobilisera que de façon épisodique sur des sujets qui touchent sa génération. Concertation Jeunesse n'essayera plus de développer de façon régulière, comme les groupes jeunesse l'avaient essayé pour le Sommet, un plan d'action et un discours continuellement « jeunesse ». La Concertation Jeunesse deviendra elle-même un groupe de pression pour une clientèle bien précise, celle de la jeunesse. Il n'y aura pas de vision du Québec qui sera proposée par le biais de cette coalition mais bien seulement des revendications concrètes sur des sujets précis et actuels.

Qu'on soit pessimiste ou optimiste face à la suite des choses dans les dossiers qui touchent la jeunesse, il n'en demeure pas moins que le test des groupes « jeunesse » en sera un qui découle directement du Sommet. En effet, lors du Sommet, les groupes « jeunesse » ont obtenu de la part du gouvernement du Québec que ce dernier dépose une politique jeunesse.

Les groupes jeunes sont donc appelés à travailler ensemble pour développer cette politique jeunesse. La FEUQ y participe et apporte avec elle la volonté de parler plus que d'éducation. Il est important pour la FEUQ que toute la jeunesse soit comprise dans cette politique et que cette dernière ne soit pas seulement une politique sur l'importance de l'école et sur l'accessibilité à l'éducation. La FEUQ a donc repris là où elle avait laissé avant le Sommet. Son discours est toujours aussi ouvert et le désir de faire de la FEUQ un acteur social est bel et bien présent.

# **Chapitre VII**

## **L'analyse**

---

## Groupe de pression ou mouvement social ?

Nous sommes donc rendus à l'étape où nous devons répondre à notre question de départ qui était « *À quel type d'acteur collectif correspond la FEUQ ?* » Comme nous l'avons déjà dit, pour bien répondre à cette question, nous avons utilisé un cadre théorique nous permettant une théorisation, une compréhension et une catégorisation des mouvements sociaux. Ce cadre théorique duquel est ressorti notre modèle d'analyse nous suggérait d'analyser et d'observer notre mouvement dans le cadre d'une de ses mobilisations. C'est ce que nous avons fait. Pour la FEUQ, la mobilisation fut celle qu'elle organisa en vue du Sommet du Québec et de la jeunesse. Nous avons donc suivi la FEUQ lors de sa mobilisation avant le Sommet, pendant le Sommet et même après pour bien définir cette organisation comme acteur collectif.

Nous sommes donc ici à l'étape où nous devons déterminer à quel type d'acteur social correspondait la FEUQ lors de sa mobilisation dans le cadre du Sommet du Québec et de la jeunesse. Nous sommes conscients que nous situons cette fédération étudiante comme acteur social à partir d'une seule mobilisation. La FEUQ est plus complexe que ce qu'elle a pu nous démontrer lors de ses discours et actions dans le cadre du Sommet. Cependant, il est possible de croire que la mobilisation de la FEUQ dans le cadre du Sommet a été un moment fort qui laissera des traces assez importantes pour que nous puissions convenablement situer cette dernière comme acteur social avec la prétention de bien définir l'essence de la FEUQ. La FEUQ a fait une éloquente démonstration de ce qu'elle était fondamentalement. Nous espérons seulement que l'analyse que nous ferons de cette démonstration soit aussi éloquente.

Les mouvements sociaux sont en constante transformation. Les idées évoluent, les acteurs changent, les enjeux se redéfinissent. Ce que nous disons, c'est que même si nous avons pris une simple photographie de la FEUQ là où elle était rendue lors du Sommet du Québec et de la jeunesse, ses caractéristiques essentielles demeureront plus longtemps que le mandat de ceux qui l'ont dirigé lors de sa mobilisation.

Il est clair qu'avant même de commencer notre analyse, nous avons une idée de ce que pouvait être la FEUQ comme acteur collectif lors de sa mobilisation en vue du Sommet. Dès le départ, son désir de participation plutôt que de contestation faisait de la FEUQ un acteur affirmatif. Même si deux de ses associations étudiantes prirent le chemin de la contestation, décidant ainsi de se positionner du côté critique de notre typologie, il n'en demeure pas moins que la FEUQ était, lors du Sommet, un acteur affirmatif. Elle était assise autour de la table, là où se prenaient les décisions et où se négociaient les ententes.

Il n'est pas rare, de toute façon, de voir une partie critique d'un mouvement se joindre à une partie affirmative pour ainsi faire avancer une cause ou mieux positionner un enjeu. Cependant, dans le cas qui nous intéresse, la partie critique de la FEUQ n'a jamais voulu aider cette dernière à faire de meilleurs gains lors du Sommet. Ceux qui étaient à l'extérieur du Sommet contestaient l'événement en tant que tel et les gens qui y participaient. La partie de la FEUQ qui participait à l'événement y participait donc totalement. Il serait donc pour nous difficile de prétendre que les jeunes de l'extérieur et de l'intérieur constituaient les deux côtés d'une même médaille puisqu'il y avait un conflit entre ces deux groupes.

De plus, nous savions que la FEUQ, de par sa structure, était appelée à intervenir sur la scène politique québécoise. Son travail avait peu à voir avec les revendications structurelles internes aux universités, ce type de revendications relevant essentiellement des associations étudiantes locales. Même si la FEUQ est constamment interpellée par ses associations membres pour intervenir sur des dossiers internes, la FEUQ ne développe pas un discours et un plan d'action tournés vers les enjeux organisationnels. Même si quelques associations étudiantes aimeraient bien voir la FEUQ se faire le porte-parole des enjeux internes des universités, la FEUQ possède dans ses orientations et revendications une vision qui dépasse les réalités structurelles de ses associations étudiantes membres.

Au départ, il s'agissait beaucoup plus pour nous de savoir si la FEUQ était un groupe de pression ou un mouvement social. Encore ici, il peut sembler évident que le discours étudiant de la FEUQ en est un qui fait de la FEUQ un groupe de pression. En demandant au gouvernement du Québec de faire du système

d'éducation une priorité dans ses choix budgétaires et sociaux, la FEUQ porte l'enjeu de sa mobilisation au niveau politique et institutionnel. Ceci fera rapidement de la FEUQ un groupe de pression.

Cependant, la FEUQ ne se contente pas de son discours strictement éducatif. Elle a développé, tout au long de sa mobilisation en vue du Sommet, un discours social plus large, qui la faisait quitter ses positions traditionnelles sur l'accessibilité pour déboucher sur d'autres préoccupations. Ce discours pouvait-il permettre à la FEUQ de quitter son statut de groupe de pression pour rejoindre celui de mouvement social?

Pour bien répondre à cette question encore faut-il savoir si ce discours possède une certaine cohésion. La façon dont la FEUQ se définit elle-même, l'enjeu de sa mobilisation et son opposant doivent être placés de façon cohérente si elle veut bien orienter sa mobilisation. De plus, il est important pour nous de bien comprendre la logique du positionnement du discours de la FEUQ si nous voulons situer cette dernière correctement comme acteur collectif. Il est important que ce nouveau discours social place la FEUQ de façon cohérente avec ce qu'elle représente car il ne peut pas y avoir une redéfinition d'un discours sans qu'il y ait une redéfinition de l'acteur lui-même.

Lors du Sommet, la FEUQ a fait le choix d'adopter un discours social plus large. Ce nouveau discours impliquait une nouvelle définition de la FEUQ comme groupe et une nouvelle définition des opposants. Allons voir ce qu'il en était.

## **L'identité**

Pour ce qui est de son identité, la FEUQ se définit comme une fédération défendant les intérêts d'une population étudiante. Comme nous l'avons vu dans la section théorique de ce mémoire, le fait d'étudier et de recevoir du savoir est ce qui distingue la population étudiante des autres groupes ou acteurs sociaux. L'identité même des étudiants provient donc de leur rapport face au savoir. La FEUQ possède un discours revendicateur en parlant de l'accessibilité à l'éducation. La FEUQ développe cependant un discours plus complexe sur la définition de la population étudiant dont elle défend les intérêts. Pour elle, les

étudiants doivent aussi être considérés comme des citoyens ayant des droits et vivant dans une société.

C'est sur cette base que la FEUQ veut hausser l'enjeu de sa mobilisation au Sommet et parler de l'étudiant comme étant aussi un jeune qui possède des droits parce qu'il est aussi un citoyen à part entière du Québec. Ce concept de « l'étudiant jeune citoyen » s'applique aussi dans le contexte où l'étudiant sera, après ses études, un citoyen actif. Ce n'est donc pas tant sur un discours générationnel mais plutôt sur un « discours jeunesse » et citoyen que la FEUQ veut élargir son discours étudiant.

Le discours identitaire de la FEUQ n'est pas construit en fonction d'une génération qui, après avoir franchi le cap de la jeunesse, en demeurera une aux prises avec des difficultés qui lui sont propres. Ce discours qui a le mérite de projeter dans le temps les décisions gouvernementales et d'analyser les choix que fait le Québec sous l'angle de la responsabilité des générations présentes à l'égard des générations futures ne sera pas développé par la FEUQ. On craint que ce discours ne débouche que sur de grands principes comme une charte intergénérationnelle. On craint aussi que ce discours ne mène qu'à un conflit de génération, un conflit entre jeunes et vieux qui ferait oublier à tous leurs responsabilités communes face à la jeunesse.

La FEUQ ne possède donc pas réellement de discours générationnel, elle préfère développer un « discours jeunesse » en lien avec les difficultés que les personnes peuvent vivre lorsqu'elles sont jeunes. La pauvreté, l'exclusion, le chômage, le décrochage scolaire, la précarité seront utilisés pour définir la jeunesse et non la génération particulière qui est jeune au moment du Sommet. Cette position a le mérite d'être concrète et de faire discuter les intervenants sur des gestes concrets à faire pour changer la situation.

En résumé, dans le cadre de sa mobilisation menant au Sommet du Québec et de la jeunesse, la FEUQ s'installe comme un acteur étudiant d'abord mais aussi comme un acteur jeunesse et progressiste. En ce sens, on ne voit pas les étudiants simplement comme des « enseignés » mais aussi comme des citoyens faisant partie d'une catégorie de citoyens qui possèdent des déficits de

participation au développement de la société québécoise. Cette catégorie s'appelle la jeunesse.

## **L'enjeu**

En cohérence avec ce qu'elle est et ce qu'elle revendique, la FEUQ se porte à la défense des intérêts des étudiants comme « enseignés » mais aussi comme jeunes citoyens. L'enjeu premier de la FEUQ a toujours tourné autour du concept d'accessibilité à l'éducation. Ce concept s'applique aux étudiants en devenir qui doivent avoir accès aux études. Ce concept d'accessibilité à l'éducation s'applique aussi aux étudiants présents qui doivent avoir des conditions socio-économiques adéquates pour pouvoir terminer leurs études.

C'est dans ce contexte que la FEUQ revendiquera le gel des droits de scolarité, des améliorations au régime de prêts et bourses et un réinvestissement en éducation. Des mesures concrètes qui sont en lien direct avec la définition que la FEUQ se donne d'elle même. Cependant, comme le gel des droits de scolarité et les améliorations au régime de prêts et bourses sont déjà acquis, il ne reste que le réinvestissement en éducation à revendiquer au Sommet.

Pour ce qui est de l'étudiant comme jeune citoyen, les revendications de la FEUQ seront, comme nous l'avons vu, en lien avec les déficits de participation active au développement de la société québécoise. On parlera donc de décrochage scolaire, de chômage, de précarité et de pauvreté qui sont la matérialisation de l'exclusion sociale et de l'absence de participation au développement de la société québécoise. On revendique donc des programmes, des mesures et des actions pour lutter contre le chômage, la précarité et le décrochage scolaire, des revendications qui vont dans le sens d'une citoyenneté active.

On revendique aussi l'accessibilité à l'éducation pour atteindre une pleine citoyenneté. L'éducation est une solution aux problèmes d'exclusion et de précarité que peut vivre la jeunesse. Il n'y a pas que les programmes sociaux qui peuvent aider les jeunes à briser le cercle de la pauvreté et de l'exclusion, l'éducation est aussi une solution pour les maux de la jeunesse. En ce sens,

lorsqu'on revendiquera un réinvestissement en éducation, on le fera aussi au nom d'un discours social plus large et d'une vision de la société.

## **L'opposant**

Là aussi, la FEUQ demeure cohérente et dans le cadre du Sommet, elle se mobilisera d'abord contre ceux qui tenteront de nuire à l'accessibilité à l'éducation. Ces derniers sont habituellement les personnes qui demandent des hausses de droits de scolarité ou qui modifient négativement le régime de prêts et bourses. Ce sont généralement les patrons qui sont en faveur d'une augmentation des droits de scolarité et quelquefois les administrateurs des universités. Cependant, dans le cadre du Sommet, la FEUQ revendique un réinvestissement en éducation. Cette demande est donc formulée directement au gouvernement car c'est lui qui détient les cordons de la bourse.

Dans le contexte du Sommet, qui en est un où nous avons au même endroit des décideurs de différents secteurs de la société ayant des idées très différentes sur le développement du Québec, la FEUQ doit faire en sorte que sa revendication fasse consensus. Ce n'est donc pas un simple travail de revendication mais aussi un travail pour persuader l'ensemble des participants que l'enjeu qui est propre à la FEUQ vaut la peine d'être partagé. Quand la FEUQ fera ce travail de persuasion pour que le réinvestissement en éducation soit une priorité, elle le fera en lien avec son discours éducatif, en cohérence avec sa situation particulière de fédération étudiante. Elle le fera aussi, nous l'avons vu, dans le cadre de sa vision plus large de la société. Pour la FEUQ, un réinvestissement en éducation c'est faire le choix du savoir et faire le choix du savoir c'est aussi un moyen de lutter contre la pauvreté et l'exclusion des jeunes.

Pour ce qui est du jeune citoyen de façon plus spécifique, la FEUQ se mobilisera contre toute personne qui ne ferait pas de la pleine participation d'un jeune au développement de la société québécoise une priorité. On demandera alors à celui qui est l'instigateur du Sommet, le gouvernement du Québec, de se pencher sur des mesures directes venant en aide aux jeunes démunis. Elle pointera du doigt aussi ceux qui veulent faire du Sommet, le sommet de la dette et de la réduction d'impôt plutôt que le Sommet des jeunes démunis.



Encore une fois, partant de la vision jeune et citoyenne de la FEUQ, une vision ou les concepts d'exclusion, de pauvreté et de précarité sont centraux, nous devons comprendre qu'elle s'allie d'autres groupes qui ne sont pas « jeunesse » mais qui partagent son discours et ses concepts. Nous parlons ici des syndicats et des groupes communautaires. Par cette alliance, l'opposant devient rapidement le gouvernement et les patrons.

Donc que ce soit par le biais de son discours strictement étudiant basé sur une accessibilité à l'éducation ou un « discours jeunesse » basé sur une citoyenneté active, la FEUQ se place en opposition avec les forces conservatrices du Québec, les patrons dans un premier temps, pour faire des enjeux reliés à l'éducation et à la jeunesse, des enjeux de premier plan et le gouvernement dans un deuxième temps pour le presser de respecter par des mesures budgétaires et des programmes gouvernementaux, les priorités ainsi partagées. Cependant, que ce soit sur la base de son discours traditionnel éducatif ou de son discours social « jeunesse », la FEUQ établira comme priorité le réinvestissement en éducation.

## **La cohérence**

Nous pouvons dire que la FEUQ est cohérente dans la construction de son discours éducatif et jeune citoyen. Elle se définit par rapport à sa population étudiante qui est aussi une population jeune et revendique ainsi une série de mesures, dont le réinvestissement en éducation pouvant permettre à la jeunesse de participer au développement de la société.

Ce qui unit ces deux dimensions, l'éducation et la jeunesse, et qui leur donne une certaine cohérence instantanée c'est l'idée de l'éducation comme projet commun de société. Si l'école est à la base de cette vision du Québec, elle devra donc être accessible et permettre à ceux qui la fréquentent de devenir des citoyens actifs. En ce sens, lorsque la FEUQ parlera de chômage, de précarité et d'exclusion, elle proposera l'éducation comme solution. Donc même quand la FEUQ parle d'autres choses que de la condition étudiante, elle développe un discours qui place l'éducation au cœur de son projet de société.

Dans ce contexte, il est facile pour la FEUQ de demeurer cohérente. Elle se redéfinit comme acteur collectif en voyant ses membres comme une population qui, en plus d'être enseignée, est jeune. Cependant, elle ne redéfinit pas l'enjeu de sa lutte. En plaçant l'éducation au cœur d'un projet collectif, l'éducation demeure la solution pour aider la population étudiante, même si cette dernière est aussi définie comme étant une population jeune. La FEUQ fera d'autres revendications pour venir en aide aux jeunes démunis mais sa revendication principale demeurera l'accès à l'éducation. De plus, elle conserve toujours les mêmes opposants. Les opposants ne peuvent pas changer parce que nuire à l'accessibilité à l'éducation c'est aussi nuire à la participation des jeunes à la société. L'éducation étant la première solution pour la participation, qui s'oppose à un, s'oppose à l'autre. En d'autres termes, à part le discours de la FEUQ qui se redéfinit, rien ne change. L'enjeu et l'opposant ne sont pas fondamentalement redéfinis pour s'adapter à la définition plus large que la FEUQ se donne d'elle-même. On ne fera qu'ajouter des revendications et des opposants si cela est nécessaire.

Dans le cadre du Sommet, la FEUQ a conservé cette vision. En d'autres mots, la FEUQ est sortie des murs de ses universités pour aller parler au Sommet d'autres choses que de la condition étudiante. Son « discours jeunesse » soulevant les problèmes de pauvreté et d'exclusion en est la preuve. Cependant lorsqu'elle le fait, elle parle surtout de l'éducation comme solution aux problèmes de la jeunesse. La FEUQ prétend donc avoir un discours social plus large et elle a raison. Mais dans les faits, elle ne fait que parler d'éducation ailleurs que dans les universités et à d'autres personnes que simplement les étudiants.

Si la cohérence est importante pour que les gains d'un acteur soient réellement en lien avec ce qu'il représente, il n'en demeure pas moins que le type d'acteur social est déterminé en fonction du niveau de l'enjeu de la lutte que mène cet acteur. En ce sens, la FEUQ demeure cohérente mais cette cohérence situe-t-elle la FEUQ à un niveau supérieur au groupe de pression ?

## **Le niveau de l'enjeu**

À cette question, nous devons répondre par la négative. Même si la FEUQ avait été la plus cohérente du monde sur la base de son discours étudiant jeune citoyen, ce n'est pas la cohérence qui situe un acteur collectif mais bien le positionnement de l'enjeu de cet acteur dans le cadre de sa mobilisation. Ce n'est pas le simple fait d'élargir un discours qui fait de la FEUQ un acteur collectif se rapprochant du mouvement social mais bien le positionnement qu'elle se donne avec ce discours. Dans le cas qui nous intéresse, il semble clair que le discours élargi de la FEUQ n'a pas élevé cette dernière pour la situer au niveau du mouvement social et des orientations culturelles de la société.

En effet, jamais la FEUQ n'a tenté de développer une vision du Québec qui offrait une alternative aux orientations culturelles actuelles. Retenue par des associations étudiantes qui voient la FEUQ comme un porte-parole national des intérêts des étudiants et qui attendent de cette dernière des gains concrets, la FEUQ, bien qu'elle ait développé un « discours jeunesse », n'a jamais eu autre chose qu'un discours revendicatif au niveau gouvernemental et institutionnel, que ce soit au nom de la défense des droits des étudiants ou de ceux de la jeunesse. Elle a donc agi comme un groupe de pression.

En effet, même le discours de la FEUQ sur le jeune comme citoyen ne semble pas toucher autre chose qu'une situation concrète nécessitant des mesures gouvernementales. Par le fait même, ce discours ne s'élève pas à un niveau plus élevé que la simple défense d'intérêts. Ce qu'il faut comprendre, c'est que le groupe de pression ne peut pas devenir un mouvement social lorsqu'il est empêché de se positionner face à quelque chose de plus large qu'une simple revendication institutionnelle ou gouvernementale. Soyons clair, ce n'est pas le comportement de la FEUQ lors du Sommet qui nous conduit à dire qu'elle n'est qu'un groupe de pression. Nous la catégorisons ainsi parce que sa mobilisation ne rejoint pas un enjeu plus large que la simple revendication institutionnelle et politique.

En d'autres mots, en élargissant son discours pour inclure un aspect « jeunesse » et citoyen, la FEUQ ne devient pas un mouvement social. Au

mieux, elle devient un groupe de pression jeunesse. Elle ne fait que déplacer l'enjeu de sa lutte, elle ne le hausse pas. Élargir un enjeu, ne le hausse pas automatiquement. Que la FEUQ parle au nom de plus de gens, n'a pas non plus d'importance. Que les étudiants soient une sous-catégorie de la jeunesse et que la FEUQ élargisse son discours étudiant pour le situer au niveau de la jeunesse, ne fait pas hausser l'enjeu de la lutte. Comme nous l'avons vu, la FEUQ, bien qu'elle se redéfinisse, conserve le même niveau d'intervention et à la limite, le même enjeu.

D'ailleurs, la FEUQ a-t-elle réellement déplacé l'enjeu de sa lutte vers la condition de la jeunesse plutôt que vers la condition de l'étudiant ? Nous pouvons très certainement nous le demander. Si avant le Sommet la FEUQ agissait comme un groupe de pression jeunesse avant d'agir comme un groupe de pression étudiant, au Sommet, la FEUQ a eu le mandat de ses associations étudiantes de défendre ses propres intérêts plutôt que de déplacer sa lutte sur un enjeu qui débordait la condition étudiante. Nous avons donc au Sommet, une FEUQ qui s'était mobilisée sur la base de ses propres intérêts. Nous devons de par ce fait même admettre ici que la FEUQ n'était pas, dans le cadre du Sommet, un groupe de pression jeunesse.

En résumé, la FEUQ, par le biais de son discours élargi sur l'étudiant et la jeunesse, ne hausse pas l'enjeu de sa mobilisation. La FEUQ demeure un groupe de pression mais un groupe de pression sensible à d'autres réalités que la simple condition étudiante. Cependant, elle revendique encore des mesures au niveau du gouvernement et demande que la lutte à la pauvreté et à l'exclusion soit une de ses priorités. Ces revendications font d'elle un acteur affirmatif au niveau institutionnel, donc, un groupe de pression.

Il est donc clair que la FEUQ n'est pas en soi un mouvement social. Son discours institutionnel, même élargi, ne fait pas hausser l'enjeu de la lutte qu'elle mène. Cependant, la FEUQ fait-elle partie d'un mouvement social plus large ? Nous savons que la FEUQ faisait partie d'une large coalition, Concertation Jeunesse. Cette concertation était-elle un mouvement social ?

## La Concertation

Encore ici nous ne pouvons pas répondre affirmativement. La construction même de la concertation des groupes jeunes nous fait croire que nous n'avions pas un mouvement social. Le positionnement du discours de Concertation Jeunesse nous pousse plutôt à croire que cette dernière n'était en fait qu'un groupe de pression jeunesse et non un mouvement social.

La vaste concertation dont la FEUQ fait partie et dont elle fut d'ailleurs l'instigatrice devait devenir le mouvement social jeunesse dont les groupes jeunesse avaient besoin pour apporter une nouvelle vision aux orientations culturelles de la société. Force est d'admettre que cette concertation n'a jamais atteint l'étape du mouvement social.

Ici la question n'est même pas de savoir si un « discours jeunesse » ou générationnel peut constituer un discours de base pour un mouvement social. La question est de savoir si un tel discours a existé. Malheureusement, nous devons conclure qu'aucune vision globale n'est ressortie de cette concertation. Aucune vision globale, aucun discours d'ensemble et aucune stratégie commune pour être plus exact.

Pouvons-nous considérer le collage de discours spécifiques des groupes jeunesse comme un discours générationnel ? Il est clair que non. Concertation Jeunesse ne franchira jamais l'étape du collage des discours traditionnels des intervenants. Aucun groupe jeunesse ne transcendera son discours propre pour s'élever au niveau d'un discours générationnel. La FEUQ ne fera pas exception à cette règle. Il est clair que la FEUQ, comme d'autres acteurs collectifs, partagera les idées des organismes qui l'entourent mais jamais tous et chacun mettront-ils en commun l'enjeu ultime qui les réunit pour en faire l'idée maîtresse qui sera à la base d'une vision commune de la société québécoise.

Comme nous l'avons déjà dit, Concertation Jeunesse n'a jamais été plus que le collage des revendications des groupes de pression qui en étaient membres. La FEUQ qui voulait transcender son organisation et ses revendications pour faire partie de quelque chose de plus gros, n'a été finalement qu'un membre

d'une coalition qui est elle même devenue un groupe de pression comme les autres.

Participer à une coalition et revendiquer à la fois des mesures en éducation et pour les jeunes démunis ne fait pas des membres de la coalition des acteurs participant à un mouvement social. Au mieux, cette réalité fait de ceux qui se regroupent des acteurs ouverts et altruistes.

«Altruiste » était d'ailleurs le terme choisi par la FEUQ pour expliquer son positionnement social. Un positionnement altruiste de support et d'appui aux autres causes sociales. Nous sommes encore loin du développement d'un discours social intégrant la FEUQ à un mouvement social québécois. Nous devons donc nous dire que la position altruiste adoptée par la FEUQ en est une où cette dernière accepte de partager sa présence médiatique et propose sa force organisationnelle et financière à une concertation composée de groupes jeunesse. L'ouverture n'est que structurelle et politique. Elle n'est pas idéologique, culturelle et sociale. La FEUQ ne fait pas partie d'un mouvement qui propose une alternative aux orientations culturelles de notre société. La FEUQ ne fait qu'appuyer des revendications provenant de d'autres groupes tout en demandant un réinvestissement en éducation dans une concertation qui possède une longue liste de demandes.

Par conséquent, nous devons arrêter de chercher l'extension d'un discours social qui portera en lui la trace de mouvement social. Il n'y a pas eu d'extension de ce discours. Individuellement, la FEUQ a déplacé son enjeu étudiant pour qu'il devienne aussi un enjeu « jeunesse ». Collectivement, au sein de Concertation Jeunesse, l'enjeu qui devait déborder les groupes jeunesse et la FEUQ n'a jamais existé. La FEUQ s'est donc retrouvée au Sommet, comme tous les autres groupes de jeunes, avec seulement sa position à défendre. Qu'elle soit seule ou en groupe, la FEUQ demeure un groupe de pression.

## Le goût du mouvement social

Nous ne devons cependant pas arrêter notre analyse ici. Si les faits nous démontrent que la FEUQ n'est en fait qu'un groupe de pression, il nous faut prendre en considération le désir de mouvement social qui habite les exécutifs de la FEUQ.

Premièrement, nous devons retenir de la mobilisation de la FEUQ qu'elle s'est faite sous le signe de l'ouverture aux autres. En ce sens la FEUQ a eu le mérite de quitter le repli sur soi habituel de son mouvement. Nous avons, avant le Sommet, une FEUQ ouverte et altruiste qui considérait les réalités des jeunes même si ces réalités allaient au-delà de la simple condition étudiante. Il est clair que la FEUQ conservait comme discours de base son discours traditionnel de défense des intérêts des étudiants mais elle a appuyé des revendications qui dépassaient le simple statut étudiantin.

Comme nous l'avons vu, en préparant un document plaçant l'étudiant non simplement comme une personne qui fréquente une institution pour y recevoir du savoir mais bien comme un citoyen participant au développement de la société québécoise, la FEUQ se détachait de sa réalité concrète pour intervenir sur une réalité qui la dépassait comme acteur institutionnel.

De plus, en voyant l'éducation comme la valeur centrale du développement de la société québécoise et en proposant une définition de la société où l'éducation occupait une place centrale, la FEUQ faisait là aussi une évolution remarquable. En effet, la FEUQ avait toujours vu l'éducation comme un milieu de vie où les étudiants, les enseignants et l'administration avaient des relations de pouvoir. L'éducation ne devenait alors que l'affaire de ceux qui vivaient dans ce monde. En décloisonnant son discours pour parler de l'éducation comme outil collectif permettant aux citoyens de participer au développement de la société québécoise, la FEUQ élevait d'un cran son positionnement.

Bien que cette position ne fasse pas de la FEUQ un mouvement social, on peut tout de même y voir une prédisposition au mouvement. Prédisposition basée sur le désir de la FEUQ de devenir un acteur social plutôt que simplement un

acteur en éducation. Un désir de s'ouvrir aux autres pour leur permettre de s'exprimer sur la place publique. Une prédisposition à se joindre à d'autres pour mener des luttes dont l'enjeu se situe au-delà des intérêts particuliers des étudiants.

Même si la mobilisation de la FEUQ en est une de groupe de pression et que même Concertation Jeunesse ne porte pas en elle une trace de mouvement social, cette mobilisation demeure positive du simple fait qu'elle porte en elle le désir du mouvement social.

Donc, même si la FEUQ est loin d'avoir entre ses mains un enjeu et un discours social à la hauteur d'un mouvement social elle devrait poursuivre sa concertation. Même si après le Sommet, la FEUQ aura l'envie de se replier vers son discours étudiant. Elle aura cette envie parce que sa tentative de construire avec les autres un discours social plus large et de hausser ainsi les enjeux de sa mobilisation n'a pas fonctionné. Malgré cela, la FEUQ devrait poursuivre la concertation qu'elle possède avec les autres groupes jeunesse. Elle devra le faire pour ne pas s'isoler des autres mouvements sociaux. Elle devra le faire pour ne pas tomber dans l'individualisme que sa position de force comme acteur jeunesse au Québec peut lui suggérer. Ce n'est cependant pas la Concertation Jeunesse qui sera la planche de salut pour faire de la FEUQ une organisation participante au mouvement social de la société québécoise.

Pour définir les traces d'un mouvement social en son sein, cette dernière devra travailler sur son propre discours étudiant et placer l'enjeu de sa lutte au-delà de la condition des étudiants qu'elle représente. Si la FEUQ conserve comme but premier de survivre et défendre les intérêts de ses membres, elle demeurera un groupe de pression. Comme groupe de pression, elle défendra constamment et simplement ce qu'elle est plutôt que des principes beaucoup plus larges. En effet, si le but premier de la FEUQ est la défense des intérêts des étudiants, l'éducation pourrait petit à petit devenir l'affaire d'une élite et la FEUQ aurait ainsi pour but premier de défendre les intérêts de cette même élite.

Bâtir un discours social étudiant est un élément fondamental pour que la FEUQ puisse participer au mouvement social de façon cohérente. Sans discours social étudiant plus large, la FEUQ fait le choix de demeurer un groupe de



pression. Le choix de l'éducation pour les étudiants avant l'éducation pour tout le monde.

Comme nous l'avons déjà dit, ce n'est pas en collant les discours de quelques groupes jeunesse que nous arrivons automatiquement à un mouvement social; il faut que tous et chacun réussissent à s'entendre sur un enjeu qui se situe au cœur du développement historique du Québec pour ainsi influencer les orientations culturelles de la société. Créer un autre groupe de pression qui revendiquera des mesures concrètes à un gouvernement ce n'est pas développer une vision du Québec qui constitue une alternative aux orientations culturelles de la société.

Un mouvement social est celui qui situe l'enjeu premier de sa lutte au niveau du développement historique de la société. Un mouvement social ne revendique pas un milliard en éducation peu importe si ce milliard est la matérialisation d'un discours social plus large sur l'importance de l'éducation au Québec. Un mouvement social propose des orientations culturelles qui sont une alternative aux orientations culturelles déjà en place.

## L'accès au savoir comme discours

Nous avons déjà entamé la réflexion sur l'idéal type du discours social étudiant un peu plus haut dans ce mémoire. Nous avons dit que l'élément qui distingue la population étudiante des autres groupes résidait dans le fait que les étudiantes et les étudiants étudient et qu'ils reçoivent du savoir. L'identité même des étudiantes et des étudiants provient donc de leur rapport face au savoir. Nous avons donc conclu que le discours étudiant devait prendre sa source à l'intérieur de ce qui le distingue des autres groupes et de ce qui le définit comme acteur social.

Nous avons même été plus loin dans nos explications et nous avons dit que la seule façon de construire un discours revendicateur cohérent à partir de l'identité étudiante était de parler de la liberté du savoir. L'appropriation générale du savoir ne passe que par la liberté de recevoir ce dernier. Nous

avons d'ailleurs expliqué toute la construction logique qui nous a mené à une telle affirmation.

Le fait de promouvoir et défendre le principe de la liberté du savoir par le biais de l'accessibilité totale à l'éducation est l'élément cohérent qui situe l'enjeu de la lutte étudiante à un niveau plus culturel. La FEUQ, si elle aspire à participer à un mouvement social, doit revendiquer d'abord l'accessibilité à l'éducation comme principe fondamental qui régit notre société. Si cette première étape n'existe pas dans le discours social étudiant, la FEUQ ne pourra jamais avoir en elle les traces d'un mouvement social.

L'accessibilité totale à l'éducation veut dire toutes sortes de choses. Elle se traduit par une accessibilité financière mais aussi par une accessibilité intellectuelle signifiant le droit pour les étudiants à une formation complète leur permettant de développer leur sens critique. En ce sens, la liberté du savoir passe aussi par sa transmission. La liberté du savoir est un concept global qui regroupe l'ensemble du monde de la connaissance et de sa transmission. Elle devient par le fait même la base de revendications d'un discours social cohérent de la population étudiante qui ne prend pas sa source dans un discours économique mais bien dans un discours culturel. La liberté du savoir ne se chiffre pas, elle se définit globalement et sa définition ne doit pas faire du savoir le sous-traitant des impératifs économiques.

C'est seulement en revendiquant la liberté du savoir que la FEUQ installera de façon cohérente, son discours revendicatif. Ce discours ne sera pas économique, il sera culturel parce qu'il ne touchera pas seulement à la capacité de payer de la population étudiante mais à toutes les personnes en relation avec toutes les formes de savoir. De plus, ce discours sera cohérent parce qu'il reposera sur la particularité de l'identité des étudiants par rapport à eux-mêmes mais aussi par rapport aux autres groupes sociaux.

L'opposant cohérent à l'identité étudiante face à cet enjeu sera, comme nous l'avons dit, celui qui empêche les étudiants d'avoir accès au savoir. Nous pourrions refaire la liste des opposants à la liberté du savoir mais ce qui est important de souligner est l'opposant premier de la FEUQ dans son désir de développer son discours et sa vision de la liberté du savoir, celui qui l'empêche

de hausser l'enjeu central de sa mobilisation et donc de proposer des traces de mouvement social en son sein.

Dans le cas présent, celui de la FEUQ qui se prépare pour aller au Sommet et qui désire hausser le niveau de l'enjeu de sa mobilisation pour qu'elle en devienne un plus large que la simple condition étudiante, le premier opposant de la FEUQ est sa propre rationalité économique.

En effet, en développant un discours très pragmatique et économiste, la FEUQ s'empêche de revendiquer l'accessibilité totale à l'éducation. Elle ne pourra jamais le faire tant que des termes comme « responsabilité financière des étudiants », « gel des droits de scolarité » et « réalité économique » passeront avant celui « d'accessibilité totale à l'éducation ».

Prenons pour exemple, le concept de « gel des droits de scolarité » qui en est un qui évite à la FEUQ de revendiquer la gratuité scolaire. Pourtant la gratuité scolaire constitue une revendication qui va dans le sens d'une accessibilité totale à l'éducation. Si nous admettons que les droits de scolarité ont un effet sur l'accessibilité et que nous avons comme base de discours l'accessibilité totale à l'éducation, il ne serait que cohérent de revendiquer la gratuité scolaire. Pourtant la FEUQ ne le fait pas justement parce qu'elle se retrouve devant cette fameuse rationalité économique. Elle préfère donc apporter des solutions économiques (réinvestissement en éducation) plutôt que des projets de société.

Comme certains l'on dit, on ne fait pas un Sommet de la jeunesse pour annoncer un milliard en éducation, on fait une conférence de presse. On ne participe pas non plus à un Sommet de la jeunesse pour revendiquer un réinvestissement en éducation, on participe à un Sommet pour proposer des orientations culturelles et des avenues devant être empruntées pour développer le Québec.

Certains auraient tendance à croire, peut-être avec raison, que la rationalité économique est ce qui donne de la crédibilité à un acteur social. En étant rationnel et pragmatique, les acteurs sociaux peuvent mieux expliquer leurs positions dans la « real politics ». En empruntant ce discours, on fait aussi le choix de ne jamais devenir autre chose qu'un acteur agissant au niveau

institutionnel et politique. On fait par conséquent le choix d'être un groupe de pression et rien de plus. Il faut en effet que la FEUQ développe un discours qui va au-delà de la rationalité économique si elle veut se joindre à un mouvement social. La rationalité économique pousse la FEUQ à oublier les grandes revendications qui la mèneraient sur le terrain des grands enjeux, qui ne seraient pas économiques mais culturels. La première lutte à gagner pour la FEUQ en est donc une contre sa propre rationalité. Une fois cette lutte gagnée, la FEUQ pourrait commencer à croire qu'il peut y avoir en elle les traces d'un mouvement social.

# Conclusion

Nous concluons notre mémoire en prétendant que la FEUQ, lors du Sommet du Québec et de la jeunesse était un groupe de pression. Nous soutenons cette affirmation en utilisant la triple cohérence entre l'acteur, son opposant et l'enjeu qui les sépare ainsi que le niveau de cet enjeu. Ces concepts, nous les avons puisés à l'intérieur de la sociologie d'Alain Touraine. Une sociologie de l'action plaçant l'acteur au premier plan de la production de la société. Une société définie sous la forme de rapports sociaux. Il était pour nous important d'utiliser un cadre théorique qui donnait un rôle central aux acteurs et mouvements sociaux. Cependant, si cette théorie s'adapte bien à notre objet d'analyse, il faut admettre que Touraine nous propose un cadre rigide. Un cadre à l'intérieur duquel il est difficile de passer du niveau institutionnel au niveau historique (du groupe de pression au mouvement social).

Ce n'est pas tant qu'il est difficile de conceptualiser un enjeu supérieur qui serait de niveau historique. C'est plutôt qu'une fois cet exercice théorique achevé, il est impossible de trouver un opposant concret. Au niveau historique, la question n'est plus de savoir qui nous sommes et quel est l'enjeu de notre lutte, mais bien de savoir contre qui nous menons notre lutte.

D'ailleurs, la mobilisation étudiante de la FEUQ dans le cadre du Sommet nous démontre bien la difficulté pour les acteurs collectifs de s'orienter vers un opposant clairement défini autre que le gouvernement. Si la FEUQ avait réellement haussé le niveau de l'enjeu plutôt que de simplement le déplacer et l'élargir comme elle l'a fait, elle aurait eu la chance d'avoir en elle les traces d'un mouvement social, mais contre qui aurait-elle menée sa lutte? Au niveau historique, là où les orientations culturelles sont définies, savoir qui a le pouvoir constitue une tâche très difficile.

Dans le monde réel des relations politiques, avoir de bonnes idées sans avoir personne à qui les faire valoir ou lutter contre pour les faire dominer ne permet pas à un acteur collectif de faire avancer ses idées. La mobilisation étudiante nous démontre donc bien qu'il est préférable de revendiquer une participation aux lieux où semblent se prendre les décisions que lutter devant tout le monde et personne sur la base de nouveaux principes qui suggèreraient de nouvelles orientations culturelles. L'apport de Melucci aux théories de Touraine sur ce point est donc très pertinent.

C'est cependant à l'aide du cadre théorique rigide de Touraine que nous avons identifié la FEUQ comme un groupe de pression, un acteur défendant les intérêts de ses membres plutôt que d'offrir une alternative aux orientations culturelles de la société. Nous prétendons même, toujours en s'appuyant sur le cadre théorique de Touraine, qu'il ne se trouve aucune trace de mouvement social à l'intérieur du discours et de l'action de la FEUQ. En ne développant pas de façon cohérente son discours sur l'accessibilité à l'éducation et en s'éloignant de façon stratégique du mouvement indépendantiste, la FEUQ s'isole dans un discours pragmatique et économiste. L'accessibilité à l'éducation est pour la FEUQ comme nous l'avons vu, un concept à géométrie variable et son adhésion au mouvement indépendantiste est beaucoup plus en lien avec une logique politique, qu'avec une logique culturelle et sociale. Il en ressort donc que la FEUQ est un groupe de pression et rien de plus.

La FEUQ, désire cependant devenir un acteur collectif plus large et plus revendicatif que ce qu'elle est habituellement. Nous retenons de sa mobilisation, qu'elle s'est faite sous le signe de l'ouverture aux autres, ouverture qui avait le mérite de dépasser le repli sur soi habituel à ce mouvement. Ce désir et cette ouverture se manifestent par son implication dans Concertation Jeunesse, une coalition qui ne hausse pas l'enjeu de la mobilisation mais qui a le mérite d'englober des revendications allant au-delà de ceux des étudiants. Cette implication de la FEUQ nous démontre à quel point les leaders étudiants possèdent en eux cette volonté de combattre, de se mobiliser au nom d'idéaux plus grands et plus larges, qui se reflétera certainement dans d'autres luttes.

Nous reconnaissons donc l'ouverture du discours propre à la FEUQ et le partage qu'elle a fait des positions sociales des autres groupes jeunesse. Nous ne croyons pas que les exécutifs de la FEUQ qui ont construit un discours social sur la base de l'étudiant citoyen et qui ont mis sur pied une Concertation pour défendre d'autres intérêts que la condition étudiante, aient partagé leur espace médiatique avec d'autres dans l'unique but de faire des alliances stratégiques menant à des gains pour les étudiants. Nous croyons en ce désir de mouvement jeunesse qui a habité les leaders de la FEUQ lors du Sommet.

Mais la question demeure ici de savoir si le désir de mouvement vient d'une élite qui veut faire de la FEUQ un mouvement ou d'une base qui veut hausser d'un

cran la hauteur des interventions de sa fédération. Après avoir rencontré des leaders d'associations étudiantes et trois présidents de la FEUQ, après avoir consulté les documents de la FEUQ et ceux des associations étudiantes, il est pour nous assez clair que le désir de mouvement était celui d'une élite étudiante. Les leaders de la FEUQ voulaient faire plus grand que nature avec le Sommet.

Par contre, la réalité du Sommet, l'individualisme des associations étudiantes et l'immobilisme de la jeune génération ont coupé les ailes à cette élite et à ses désirs pour ainsi replier la FEUQ sur elle-même et faire du Sommet, le Sommet du milliard. Une autre élite pourra-t-elle reprendre les commandes de la FEUQ pour tenter de la faire participer à un mouvement social plus large ?

Sans répondre à cette question, il semble évident que la FEUQ ne veut pas seulement faire partie d'un mouvement social plus large. Elle ne veut pas seulement avoir en elle des traces de mouvement social. La FEUQ veut devenir elle-même le mouvement social d'opposition centrale. La construction de son discours plaçant l'éducation comme projet de société en est une preuve. De plus, la façon dont elle se place constamment au cœur des regroupements pour en être l'instigatrice et l'animatrice, démontre un désir d'être un mouvement social et non d'en faire simplement partie. Nous pensons par contre que la FEUQ ne pourra jamais devenir ce mouvement.

Cependant, même si nous savons que la FEUQ est loin d'un discours social étudiant large et cohérent et qu'elle doit surmonter sa rationalité économique, est-il possible de croire que le mouvement étudiant, dont le plus gros morceau est la FEUQ, devienne un jour le noyau du mouvement social d'opposition centrale de notre société ? Peut-elle devenir un mouvement historique comme l'a été le mouvement ouvrier ? En faisant de l'éducation un projet de société, est-elle sur le point devenir ce mouvement social d'opposition ?

Si la FEUQ décidait de revendiquer la liberté du savoir sous toutes ses formes, si elle bâtissait un réel discours social autour de cette revendication pour qu'elle devienne une des orientations culturelles de la société québécoise, pourrions-nous commencer à nous interroger sur les possibilités qu'un tel mouvement puisse devenir le mouvement social d'opposition centrale de notre société ?



Pour envisager cette éventualité, il faut tenir compte d'un certain nombre de facteurs. Un mouvement social d'opposition centrale doit répondre à des prémisses sociétales très précises. Il faut notamment que son enjeu soit aussi l'enjeu central des orientations culturelles de la société. Pour qu'une telle chose arrive, il faudrait donc croire que la société québécoise en sera une où le savoir, les connaissances et l'information seront à la base de ce qui départagera les dominants des dominés, une société où la lutte centrale autour des orientations culturelles aurait comme enjeu central le savoir. Une telle société placerait ceux et celles qui possèdent les connaissances dans une position de dominants face à ceux et celles qui ne le possèdent pas. Les lieux où l'on transmet le savoir deviendraient alors des lieux où l'on départagerait les dominants des dominés.

Face à cette situation, le mouvement étudiant deviendrait un acteur historique puisque sa lutte centrale serait aussi la lutte centrale de toute une société. Ses victoires au nom de la liberté du savoir auraient des répercussions sur l'ensemble de l'organisation de la société mais surtout sur les orientations culturelles de cette dernière. Une société où le savoir serait vraiment libre serait une société sans classe et une société où le savoir serait l'affaire d'une élite serait une société où la lutte autour de l'accessibilité au savoir deviendrait, comme nous l'avons déjà dit, l'enjeu central.

Même si nous pouvons nous sentir proches de cette éventualité, nous en sommes en réalité très loin. En effet, nous avons d'un côté une fédération étudiante qui doit revoir son discours sur l'accessibilité au savoir et de l'autre, une société pour qui le savoir n'est pas encore l'enjeu central de la lutte pour ses orientations culturelles. Cependant, nous devons admettre que le savoir prend de plus en plus de place dans notre société. Sans en constituer l'enjeu central, il deviendra de plus en plus une priorité.

Dans ce contexte, le mouvement étudiant, la FEUQ en particulier, devra développer un discours très solide et cohérent sur l'accessibilité à l'éducation. Nous l'avons déjà dit, le mouvement étudiant est le mieux placé pour défendre l'idéal du savoir. Il ne sera peut-être pas un mouvement historique, il ne doit quand même pas manquer son rendez-vous avec l'histoire.

# **Sources documentaires**

## Bibliographie

- AGEsshalcUQAM**, *Historique de la FEUQ*, Montréal, 1995.
- AGEsshalcUQAM**, *La FEUQ vers un mouvement*, Montréal, 1996.
- CADEUL**, *Le mouvement étudiant québécois en voie de disparition : Mythe ou réalité*. Ste-Foy, 1996.
- CADEUL**, *L'évolution de la mobilisation étudiante depuis les trente dernières années au Québec*, Ste-Foy, 1996.
- CADEUL**, *Participation étudiante et mobilité social*, Ste-Foy, 1996.
- CADEUL**, *Le militantisme étudiant et la réussite sociale des anciens militants : Un lien mitigé*, Ste-Foy, 1996
- CHOUINARD, M-A.**, *L'UQAM fait une croix sur Coke*, Le Devoir, Édition du 13 janvier 2000, Montréal, 2000, p. A13.
- COHEN, Y.**, *Mai 68; Le mouvement étudiant comme acteur de génération*, L'homme et la société : Génération et Mémoire #111-112, 1994, pp. 119-136.
- COLTON, J.**, *La jeunesse et ses mouvements*, Éditions du CNRS, Paris, 1992.
- CLOUTIER, F., HAMEL, J.**, *L'enquête de terrain : Savoirs et responsabilité*, Savoirs et responsabilité, dir. J. Hamel, Montréal, Éditions Nota Bene, 1999, pp. 171-188.
- CROZIER, M.**, *L'acteur et le système; Les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1981.
- DUBET, F.**, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.
- DUMONT, F.**, *Une société des jeunes?*, Québec, IQRC, 1986.
- FAECUM**, *Qui parlera de réinvestissement dans le réseau universitaire au Sommet du Québec et de la jeunesse ?*, Communiqué de presse du 10 février 2000, Montréal, 2000.
- FECQ, FEUQ**, *Procès-verbal de l'Assemblée étudiante du Québec extraordinaire du 23-01-00*, Montréal, 2000.

**FEUQ**, *Bourses du millénaire : Un règlement conforme aux demandes étudiantes*. Communiqué de presse du 21 décembre 1999. Montréal, 1999.

**FEUQ**, *Sommet du Québec et de la jeunesse : Les jeunes Chicoutimiens veulent s'attaquer au chômage par la formation*. Communiqué de presse du 10 décembre 1999, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *La table est mise pour le passage d'une société de la retraite vers une société de la relève*. Communiqué de presse du 2 décembre 1999, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *Prendre le virage d'une société de la retraite à une société de la relève*, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *Les étudiants partent en guerre contre la hausse des frais à l'UQ*, Communiqué de presse du 17 octobre 1999, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *De l'étudiant au citoyen : la FEUQ dévoile son document de la rentrée*, Communiqué de presse du 20 septembre 1999, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *De l'étudiant au citoyen*, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *Procès-verbal du CGR-0399*, Montréal, 1999.

**FEUQ**, *Sommet du Québec et de la jeunesse ; Éléments de discours et plateforme*, Montréal, 1999.

**FEUQ et al.**, *Le Québec n'a pas les moyens de se priver de sa jeunesse*. Le Devoir, Édition du 19 février 1998, Montréal, 1998, p. A9.

**FEUQ**, *Artéfacts pour une réflexion sur la FEUQ*, Montréal, 1997.

**FEUQ**, *L'éducation, clef de notre avenir*, Montréal, 1990.

**GAGNON, G.**, *Sociologie mouvements sociaux et conduites de rupture : Le cas québécois*, Sociologie et sociétés, X, 2, Montréal, 1978, p. 103-121.

**HAMEL, P., Maheu, L., Vaillancourt, J.-G.**, *Action collective et enjeux institutionnels : L'institutionnalisation des mouvement sociaux*. Recherches sociographiques, XL, 3, 1999, pp. 417-434.

**HUDON, R., Fournier, B.**, *Le mouvement étudiant des années soixante comme aspect du mythe de la Révolution tranquille au Québec?* Jeunesse et politique, Tome 2, Sainte-Foy, PUL, 1994.

**LAPEYRONNIE, D.**, *Mouvements sociaux et action politique; Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources?* Revue française de sociologie XXIX, 1988.

**MAHEU, L.**, *Les nouveaux mouvements sociaux : entre les voies de l'identité et les enjeux du politique*, La Recomposition du politique, dir. L. Maheu et A. Sales, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1991, pp. 163-192.

**MAHEU, L.**, *Mouvement sociaux et politique. Les enjeux d'une articulation entre grandes problématiques du politique*, Les formes modernes de la démocratie, dir. G. Boismenu, P. Hamel et G. Labica, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1992, pp. 201-224.

**MELUCCI, A.**, *Qu'y a-t-il de nouveau dans les «nouveaux mouvements sociaux »* La recomposition du politique, dir. Louis Maheu et Arnaud Sales, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1991, p. 129-162.

**MELUCCI, A.**, *The New Social Movement : A Theoretical Approach*, Social Science Information, 19, 2, 1980.

**MELUCCI, A.**, *Ten Hypotheses for the Analysis of New Movements*, Cambridge University Press, 1981.

**MELUCCI, A.**, *Sur le travail théorique d'Alain Touraine*, Revue française de sociologie, XVI, 1975, pp. 359-379.

**TOURAINE, A.**, *Critique de la Modernité*, Paris, Fayard, 1993.

**TOURAINE, A.**, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1993.

**TOURAINE, A.**, *Fin des mouvements sociaux ?*, Congrès international de sociologie, Madrid, 1990.

**TOURAINE, A.**, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984

**TOURAINE, A.**, *Théorie et pratique d'une sociologie de l'action*, Sociologie et société, volume 10, #2, Les Presses de L'Université de Montréal, Montréal, 1978, pp.149-187.

**TOURAINE, A.**, *La voix et le regard*, Seuil, Paris, 1978.

**TOURAINE, A.**, *Lutte étudiante*, Seuil, Paris, 1978.

**TOURAINE, A.**, *La société postindustrielle*, Paris, Denoël, 1969.

## Entrevues

**Baril, Daniel**, Président de la FEUQ 1999-2000

**Ducharme, Nikolas**, Président de la FEUQ 1997-1999

**Germain, Angèle**, Présidente de la CADEUL 2000-...

**Lebel, Patrick**, Secrétaire général de la FAECUM 1999-...

**Robitaille, Christian**, Président de la FEUQ 2000-...

**Vigneau, Daniel**, Président de l'AGEsshalcUQAM 1999-2000

# **Annexe**

## Guide d'entretien pour entrevues semi-dirigées

Dans sa mobilisation dans le cadre du Sommet;

Qui la FEUQ représentait-elle?	(Identité)
Qu'est-ce que la FEUQ revendiquait?	(Totalité)
Vers qui orientait-elle ses revendications?	(Opposition)

Dans sa mobilisation dans le cadre du Sommet;

La FEUQ a-t-elle fait valoir des revendications qui étaient en lien avec les problèmes internes des universités? (Revendicateur ou Crise)

Si oui, a-t-elle bien fait son travail?

Quelles auraient dû être les revendications de la FEUQ?

La FEUQ a-t-elle fait valoir des idées qui étaient communes à l'ensemble des universités québécoises? (Groupe de pression ou Blocage)

Si oui, a-t-elle bien fait son travail?

Quelles auraient dû être les revendications de la FEUQ?

La FEUQ a-t-elle développé un discours qui était en lien avec une certaine conception de la société? (Mouvement social ou Révolution)

Si oui, a-t-elle bien fait son travail?

Quelles auraient dû être les revendications de la FEUQ?

Dans quelle optique la FEUQ a-t-elle agit au Sommet? (Stratégie)

La FEUQ sort-elle gagnante du Sommet? (Intention)

Qu'a-t-elle gagné? Ou perdu ?

Aujourd'hui;

La FEUQ revendique-t-elle encore les mêmes choses?

La FEUQ était-elle différente avant sa mobilisation face au Sommet?

Le discours de la FEUQ a-t-il évolué?

Qu'est-ce qui a changé?



## Remerciements

Merci d'abord à mes proches  
qui m'ont appuyé dans ce long voyage.  
Je vous aime.

Merci aussi aux militants étudiants  
qui se sont toujours montrés disponibles  
pour échanger avec moi.  
Soyez certains que je partage votre lutte.

Merci finalement à mon directeur de mémoire, M. Gagnon,  
pour son encadrement mais aussi pour s'être toujours rappelé  
que nous faisons de la sociologie pour comprendre le monde  
et que nous voulons comprendre le monde pour mieux le changer.  
Je garderai cette inspiration dans toutes mes actions futures.

Merci.